FALKLAND: WASHINGTON SE RANGE DU CÔTÉ DES BRITANNIQUES

Expliquant la décision des États-Unis de prendre parti pour la Grande-Bretagne dans la crise des Falkland, le président Reagan a déclaré que l'Argentine avait eu recours la première à l'agression armée dans cette dispute, et que Washington ne pouvait accorder son appui à une telle manoeuvre.

page B 1

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

samedi/dimanche

1 $ MONTRÉAL, SAMEDI 1er mai 1982, 98e ANNÉE, no 101, 204 PAGES, 11 CAHIERS

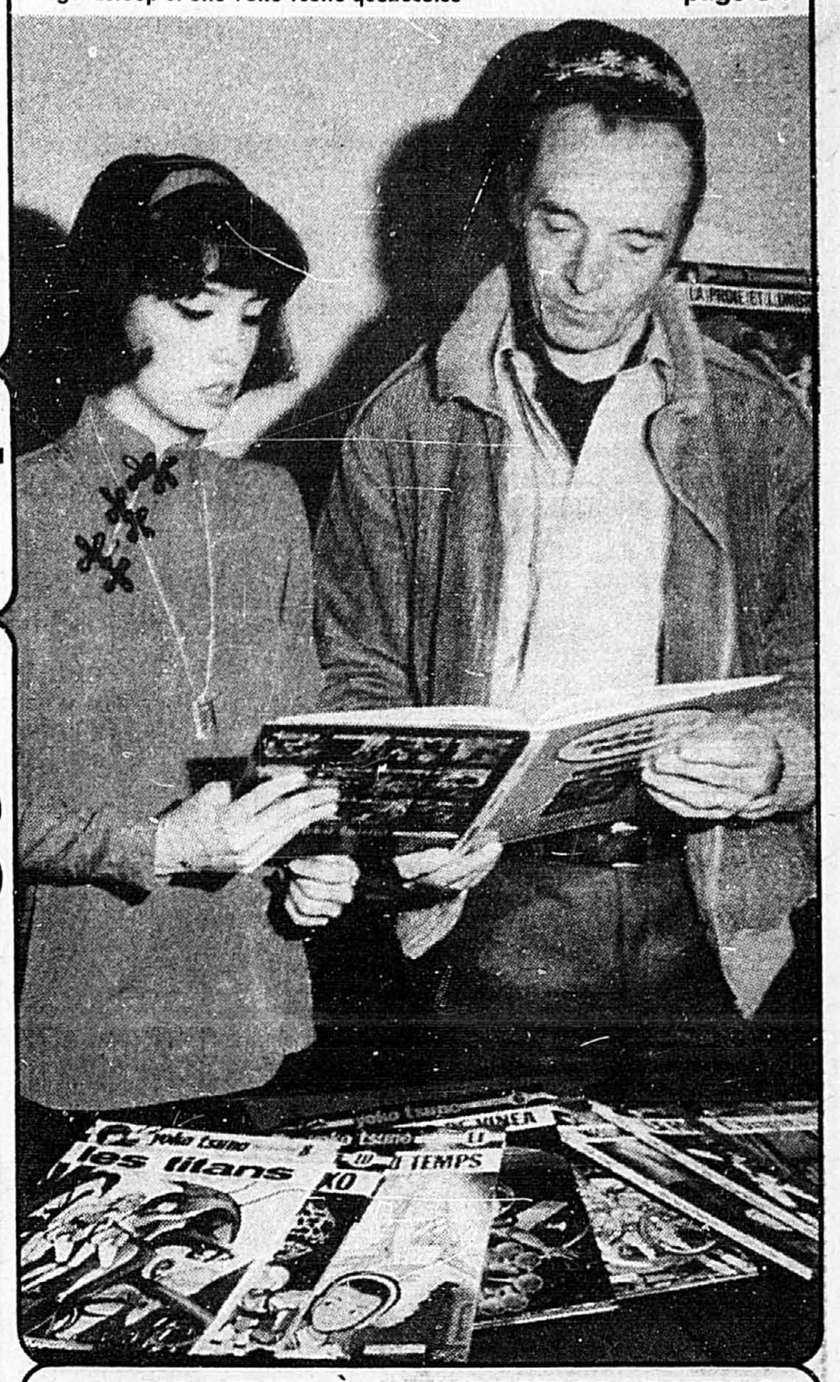
Montréal Trust
Chez nous, vos intérêts sont bien servis

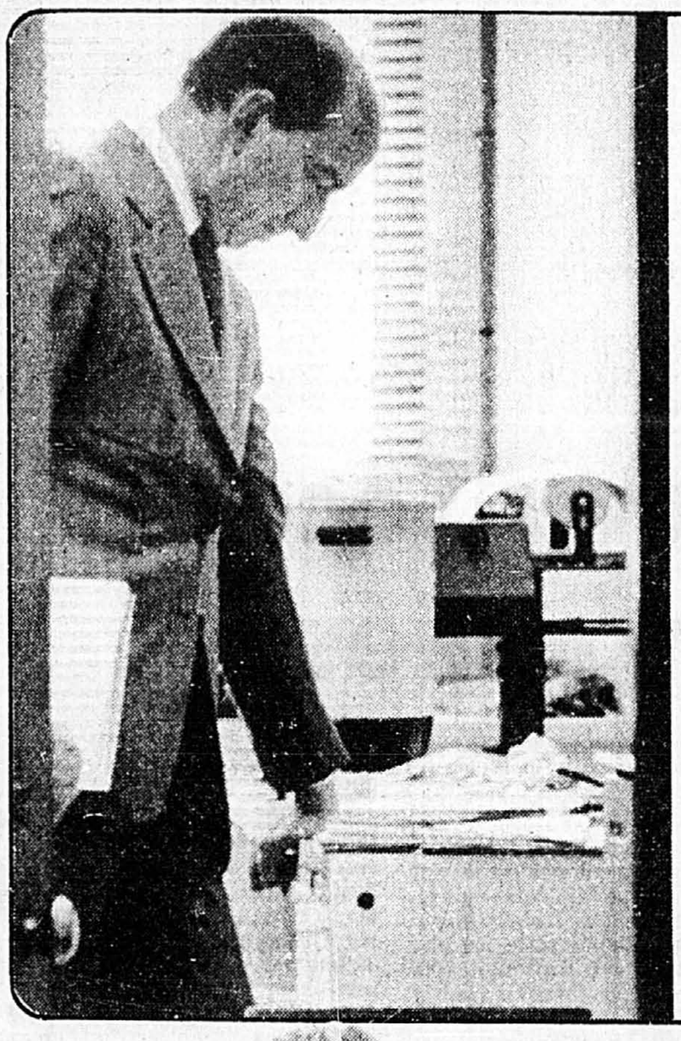
YOKO TSUNO:

LELOUP À L'ENCONTRE DU PÉRIL JAUNE

Roger Leloup et une Yoko Tsuno québécoise

page C 1





SHELL ET GULF SE RETIRENT

ALSANDS: C'EST FINI!

Le ministre Marc Lalonde

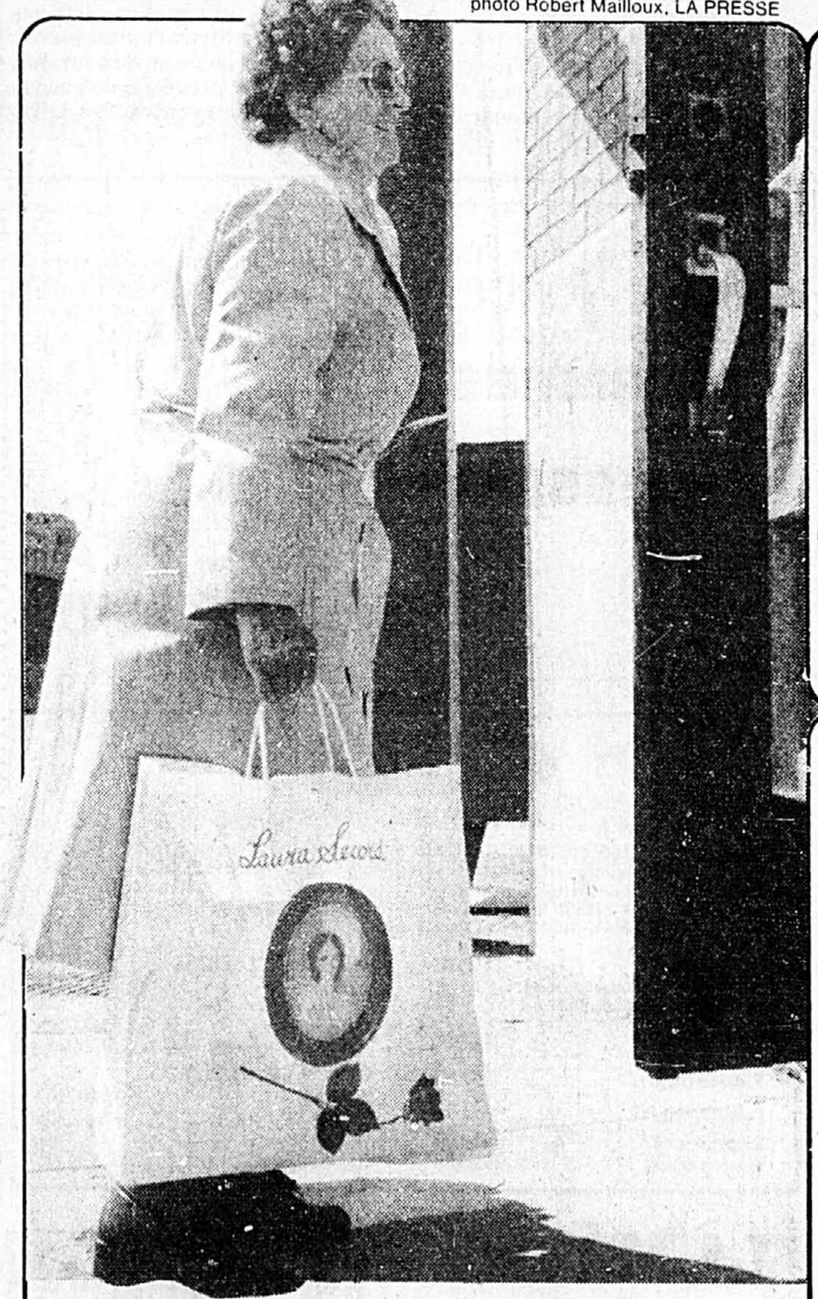
page A 11

CANDIDATURE À LA DIRECTION DU PLQ

ROGER-D. LANDRY DÉMENT LES RUMEURS

page A 6

photo Robert Mailloux, LA PRESSE



LA FERMETURE DE LAURA SECORD

...UN PEU COMME MOURIR...

page A 2

photo Jean Goupil, LA PRESSE

PLESSISVILLE ÉTOUFFÉE PAR LA RÉCESSION

Frappé comme bien d'autres par la récession qui étouffe Plessisville, M. André Caouette, qui a perdu son emploi après 44 années de service, répare, pour survivre, des bâtons de golf.

page E 1



SOMMAIRE

Annonces classées: D 2 à D 21, F 11 à F 21
Arts et lettres: B 5, C 1 à C 24
— Cinéma: C 16
Bandes dessinées: Z 10
Bricolage: D 4
Carrières et professions: Z 1 à Z 9
Décès, naissances, etc.: F 24
Économie: A 11 à A 19
FEUILLETON: F 13
Jardinage: D 6
Le monde: B 1 à B 3, E 7
Loisirs et récréation: Y 15
Quoi faire en fin de semaine: C 20
Restaurants: C 25 à C 28
Sciences: Z 12
Sports: F 1 à F 9
Télévision: B 4
Télé-câble: E 5
Timbres: Z 11
Vacances-voyage: Y 1 à Y 16
Vivre aujourd'hui: E 1 à E 4



photo UPI

CE SOIR, LE MATCH LE PLUS IMPORTANT DES NORDIQUES...

MAIS BILLY SMITH SE DIT PRÊT

pages F 1 et F 2



ÉDITO

L'IDÉOLOGIE DE LA CEQ

PAR JEAN-GUY DUBUC

page A 6

NOUVEAU! 4 chances de devenir millionnaire chaque mois
loto-québec
plus jeu instantané jusqu'à 10 000 $ 5 lots de 100 000 $
Super Loto
La loterie qui fait des millionnaires

samedi dimanche

BRICOLAGE

Louis Thivierge explique comment fabriquer des tiroirs pour les comptoirs de cuisine.

page D 4

JARDINAGE

Paul Pouliot démontre les avantages des annuelles à croissance rapide.

page D 6

MUSIQUE

L'OSM à New York: 2,000 billets vendus

page C 6

LOISIRS

Les Montréalais sont invités aux «Retrouvailles d'Arlequin», au centre Claude-Robillard. — Projets des étudiants en «Design-Environnement».

SCIENCE

Le Dr René Maier, biochimiste, poursuit présentement des recherches sur l'arthrose, une maladie fort répandue qui s'attaque aux articulations.

page Z 12



photo P.-H. Talbot, LA PRESSE

Dr René Maier

PLEINS FEUX

- **Pierre Vincent: Le premier ministre Mauroy a su toujours répondre clairement.**
- **Gilbert Lavoie: «On n'a pas le temps de s'arrêter pour réfléchir.»**
- **Marie-Josée Drouin: La récession s'accentue et on a conservé les habitudes de consommation des années 60.**
- **Louis-Bernard Robitaille: La guerre des «deux» cultures à Paris.**
- **Albert Juneau: Le mouvement pacifiste, un cri du coeur contre l'absurdité.**
- **Maurice Jannard: Dans la mainmise sur l'Arctique, les peuples du Nord s'intègrent mal à la vie industrielle.**
- **Marc Laurendeau: Le manifeste du PLQ définit des balises pour le leadership.**

pages A 7 à A 9

CHRONIQUES

- **Yves Leclerc: Quelle façon de traiter du texte!**

page A 8

- **Lysiane Gagnon: Un coup bas aux syndicats.**

page A 9

VACANCES-VOYAGE

Vous cherchez un endroit pour passer des vacances reposantes, loin des foules et dans un environnement où vous aurez vraiment l'impression de vous évader? Allez à l'Ile-du-prince-Edouard, écrit François Trépanier dans le cahier Vacance-voyage. Vous aimez la pêche, la mer et ses horizons lointains? Lisez son excursion de pêche avec son fils Nicholas. C'est peut-être ce qui vous convaincra de prendre cette destination cette année.

pages Y 1, Y 2, Y 3



Faire de la planche à voile à l'Ile-du-Prince-Edouard? Pourquoi pas!



Certaines avaient 40 ans de service... photo Robert Mailloux, LA PRESSE

APRÈS 65 ANS DE FONCTIONNEMENT

Fermeture de Laura Secord: 95 employés congédiés

LISA BINSSE

La tête basse, le coeur lourd, trop brisées pour s'exprimer autrement que par le silence, elles sont sorties après avoir récupéré leurs effets personnels, leurs payes de séparation et ... un «petit souvenir» de l'employeur. Elles laissaient derrière elles 10 ans, 15 ans, 20 ans et jusqu'à 40 ans de leur vie.

Après 65 ans de fonctionnement, c'était hier le départ définitif des 95 employés de l'usine de confiserie Laura Secord, en majorité des femmes, qui fermait ses portes à Montréal ainsi qu'elle l'avait annoncé en janvier dernier. Rires nerveux, larmes retenues, elles sortaient seules ou en petits groupes, lentement, un peu égarées. Notre présence sur la rue Viger les heurtait manifestement.

Même si elles avaient été «psychologiquement» préparées, le coup est dur. Peu trouvent les mots pour exprimer ce qu'elles ressentent au fond.

«Ça tremble en-dedans, après toutes ces années qu'on a laissées là. Certaines de mes compagnes pleurent à l'intérieur (où se déroule une petite cérémonie de départ). Maintenant, je ne sais pas. La compagnie a fait ce qu'elle a pu, mais il n'y a pas de travail nulle part. C'était une grande famille et pour nous c'est un peu comme mourir ...».

Malgré la formation d'un comité de reclassement, seulement une dizaine (selon le ministère du Travail) ont réussi à se trouver un autre emploi. D'ailleurs le mandat du comité a été prolongé afin d'aider ces gens à se placer et comme l'indiquait hier le vice-président de Laura Secord, Jean-Paul Poirier, «il y aura quelqu'un de disponible pour aider les employées dans le besoin». Une dizaine d'employés conservent leur emploi à l'usine qui deviendra un centre de distribution.

Selon M. Poirier, «tout ce qui était possible a été fait» pour les employées.

Les employées de cette institution qu'était devenue Laura Secord se sont rendues hier matin à l'usine pour la dernière fois. Une heure plus tard, elles repartaient leurs chèques en main: la paye de la semaine, le chèque de séparation (entre $325 et $425 par année de service), leurs bons d'épargne du Canada (soit en certificat ou en argent), leur dossier d'emplois, un ensemble de crayon et plume avec leurs initiales en guise de souvenir et ... une petite provision du chocolat dont elles ont contribué à faire la renommée.

Construction: entente de dernière minute

LISA BINSSE

Une entente de principe est intervenue hier soir, à quelques minutes de l'expiration du décret dans l'industrue de la construction, entre le cartel FTQ-construction-Conseil provincial international et l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, entente qui accordera aux 90,000 travailleurs de cette industrie des hausses salariales de 10% (avec un minimum horaire de $1.25 la première année) et de 10% (avec un minimum horaire de $1 la deuxième année).

Le gouvernement a décidé de prolonger sans modification le décret d'un mois afin de permettre aux parties de consulter leurs instances respectives.

C'est grâce à l'intervention personnelle du ministre Pierre Marois, de son adjoint parlementaire Robert Dean, au travail du médiateur Raymond Lebeuf et celui du Service de conciliation du ministère que cette entente a pu être réalisée.

Rappelons que M. Lebeuf, nommé la semaine dernière par le ministère pour tenter de rapprocher les parties, avait présenté son rapport mardi dernier, rapport qui avait été refusé par l'Association patronale parce qu'elle considérait que les hausses salariales proposées étaient exagérées, surtout pour la deuxième année puisque le médiateur accordait une augmentation minimum horaire de $1.20.

Le salaire horaire moyen dans l'industrie est de $14.

En mars dernier, après quelques essais infructueux de négocier avec les différentes associations syndicales, l'Association patronale avait décidé de mettre un terme aux négociations et demander au ministre de prolonger le décret de deux ans.

Les négociations dans la construction, qui devaient débuter en février, n'avaient jamais vraiment démarré puisque les associations syndicales n'arrivaient pas à s'entendre sur une coalition pour fins de négociation. Rappelons qu'aucune de ces associations n'a obtenu la majorité lors du dernier maraudage.

Ce n'est qu'il y a deux semaines que la FTQ-construction et le Conseil provincial international se sont finalement entendus sur un cartel de négociation, écartant du même coup la CSN-construction, la CSD et le Syndicat de la Côte-Nord. Ce regroupement de circonstance représente 70% des travailleurs de l'industrie. Les autres associatioons syndicales, même si elles n'ont pas participé aux pourparlers de dernière heure, devront également soumettre cette entente de principe à leurs membres.

La prolongation d'un mois retarde d'autant le droit de grève et de lock out.

la presse

RENSEIGNEMENTS 285-7272

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400 ». Port de retour garanti.

ABONNEMENT	285-6911	**ANNONCES CLASSÉES**	
Le service des abonnements est ouvert de 7h à 18h (samedi: 8h30 à 13h)		Commandes du lundi au vendredi 9h à 17h	285-7111
		Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30	285-7205
RÉDACTION	285-7070		
PROMOTION	285-7100	**GRANDES ANNONCES**	
COMPTABILITÉ		Détaillants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Telé-Presse	285-7306
Annonces classées	285-6901	Vacances, voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

LA MÉTÉO

AUJOURD'HUI: Min.: 6 Max.: 20 Ensoleillé

DEMAIN: Peu de changement

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	3	19	Ensoleillé
Outaouais	6	20	Ensoleillé
Laurentides	3	17	Ensoleillé
Cantons de l'Est	3	18	Ensoleillé
Mauricie	3	17	Ensoleillé
Québec	3	18	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	3	17	Ensoleillé
Rimouski	1	11	Ennuagement
Gaspésie	1	7	Nuageux
Baie-Comeau	1	11	Ennuagement
Sept-Iles	1	9	Nuageux

Canada

	Min.	Max.	
Victoria	5	13	Averses
Edmonton	0	12	Part. nuag.
Regina	6	18	Ensoleillé
Winnipeg	7	18	Ensoleillé
Toronto	7	16	Part. Nuag.
Fredericton	2	12	Ensoleillé
Halifax	4	12	Ensoleillé
Charlottetown	2	8	Part. nuag.
Saint-Jean	2	8	

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	6	13	Nlle-Orléans	15	28
Buffalo	3	19	Pittsburgh	18	24
Chicago	8	21	San Francisco	19	27
Miami	21	28	Washington	7	19
New York	12	24	Dallas	15	21

Les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	3	10	Madrid	7	23
Athènes	10	18	Moscou	7	17
Acapulco	21	33	Mexico	14	28
Berlin	3	9	Oslo	0	8
Bruxelles	3	8	Paris	6	15
Buenos Aires	16	19	Rome	4	19
Copenhague	4	9	Séoul	10	20
Genève	3	16	Stockholm	4	7
Hong Kong	20	21	Tokyo	17	23
Le Caire	21	28	Trinidad	22	26
Lisbonne	12	24	Vienne	7	11
Londres	5	19			

La Quotidienne
Tirage d'hier
005

LOTO 6/36

Les six numéros gagnants sont:
1 — 3 — 20 — 28 — 34 — 36
complémentaire: 32
mise-tôt: 5 — 9 — 12 — 34

MINI-LOTO

Le billet numéro 780546 rapporte $50,000

PROVINCIAL

Le numéro gagnant du gros lot de $500,000 est 6914108

INTER-LOTO

A. Numéros mobiles:
1er numéro 69294 donne $2,500
2e numéro 7141 donne $250
3e numéro 771 donne $50

B. Les trois numéros suivants (non décomposables) donnent $25,000 chacun:
498897 601289 285553

C. Pour le gros lot de $250,000, le numéro (décomposable) est:
524647

PLUSIEURS AUTOMOBILISTES HYSTÉRIQUES

L'autoroute 15 bloquée par une manif de chômeurs

■ La circulation automobile sur l'autoroute des Laurentides a été interrompue durant plusieurs minutes, hier, vers 16h30, par une manifestation réunissant 300 à 400 personnes, ce qui n'a pas manqué de provoquer un embouteillage monstre.

PIERRE GINGRAS

Organisée par le Comité des chômeurs de Ste-Thérèse, la manifestation qui s'est déroulée dans le calme, sous l'oeil bienveillant de la Sûreté du Québec, a cependant donné lieu à des scènes d'hystérie collective de la part de nombreux automobilistes impatients et cela tient presque du miracle si aucun accident ne s'est produit. En effet alors que le peloton de tête formée par les voitures des manifestants s'est immobilisé devant les usines de la General Motors de Boisbriand pendant dix minutes, plusieurs dizaines d'automobilistes vexés de voir ainsi leur élan ralenti, n'ont pu contenir leur impatience. Ils ont donc utilisé le terre-plein central pour dépasser les manifestants à très vive allure, plusieurs voitures côte à côte à la fois. D'ailleurs plus d'une personne fut très près d'être happés au passage.

Pour sa part la Sûreté du Québec qui, aux dires des représentants du Comité avait décidé de tolérer dix minutes d'interruption de la circulation, s'est contentée de détourner les automobilistes circulant sur cette partie de l'autoroute vers la route 117. La congestion dans le secteur s'est donc maintenue un long moment après la fin des 45 minutes qu'a duré la manifestation. Aucun agent n'est cependant intervenu pour interrompre l'action des manifestants auxquels s'étaient joints des chomeurs de la Pratt and Whitney de Longueuil et de plusieurs usines de la région de St-Jérôme. La manifestation n'avait pas pour but de souligner le premier mai, la fête des travailleurs, ont tenu à préciser les organisateurs.

30% de la main-d'oeuvre de Boisbriand en chômage

Selon le représentant du Comité des chômeurs de Ste-Thérèse, M. Réal Labelle, la manifestation avait pour but de protester contre le chômage qui frapperait plus de 37,000 personnes dans les Basses Laurentides et à Laval. Selon M. Labelle les chômeurs de la région qui représentent près de 30 p. cent de la main-d'oeuvre active, veulent ainsi inciter les divers gouvernements à agir dans le domaine de l'automobile notamment en exigeant qu'une part du contenu soit de fabrication canadienne. Ils veulent de plus que la région soit déclarée «zone désignée» par le gouvernement fédéral. Actuellement 1,700 travailleurs dela General Motors sont en chômage de même que 275 employés de la Kenworth. Près de 50 p. cent de cette main-d'oeuvre est résidante de Boisbriand.

On sait que les membres du Comité qui regroupe principalement des personnes mises à pied par la GM et l'usine Kenworth avaient brûlé il y a deux semaines une auto japonaise devant l'hôtel de ville de Boisbriand afin de protester contre les importations de voitures de ce pays. Le député péquiste du comté de Groulx, Elie Fallu, le maire de Boisbriand, M. Nolan Filiatreaut, et le président de la Chambre de commerce locale, M. Michel Gagné ont tenu à participer à la manifestation et faisaient tous partie du peloton de tête de la manifestation.

LE MAIRE DE BOISBRIAND

«Ottawa se rit de nous»

■ Nolan Filiatreault est visiblement satisfait de l'allure de la manifestation. Il est le seul maire de la région qui en plus de donner son appui ouvertement aux manifestants, a tenu à participer à la démonstration de ces chômeurs dont la pius grande partie habite sa viile.

«Le gouvernement fédéral ne fait rien pour enrayer le chômage. Pourtant, comme l'ont réclamé l'ensemble des maires du Québec au cours de leur dernier congrès, il serait possible d'exiger de la part des constructeurs d'automobiles un contenu canadien important. Cela vaut aussi pour les importations japonaises. Ainsi nous aurions plus d'usine d'assemblage au pays...» Pour M. Filiatreault, cette manifestation devrait faire réfléchir les gouvernements. «Quand les ouvriers descendent dans la rues, c'est le signe que le système est en danger» dit-il.

Le maire s'en est ensuite pris au ministre fédéral des Transport, M. Jean-Luc Pépin, à qui il reproche son inertie dans le dossier de l'aéroport de Mirabel. «Ottawa se rit de nous. Les 32 maires de la région ont pourtant réclamé le transfert des activités de Dorval vers Mirabel comme cela est prévu depuis de nombreuses années. Mais le dossier traîne toujours. Et pendant ce temps, les chômeurs sont de plus en plus nombreux dans la région...»

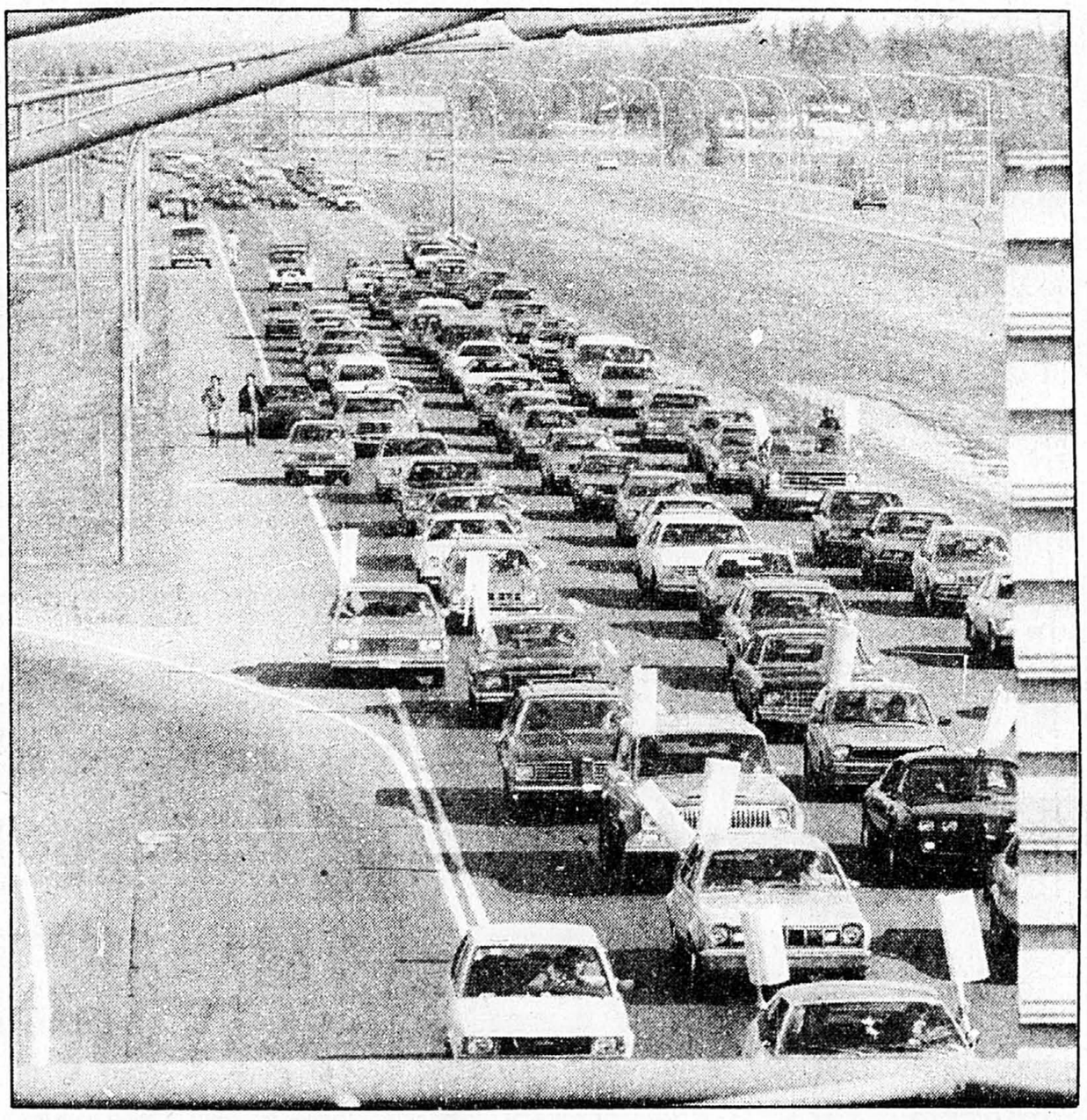


Photo Armand Trottier, LA PRESSE

Des centaines d'automobilistes ont été bloqués sur l'autoroute à cause de la manifestation.



Guy Pinard

Canadair innove dans autre chose que l'aéronautique

■ Le conditionnement physique sur les lieux de travail n'est plus l'apanage exclusif des Japonais ou des Chinois de la République démocratique populaire. Aux États-Unis, par exemple, pas moins de 1200 entreprises mettent un gymnase ou tout au moins un programme de conditionnement physique à la disposition de leurs employés.

Au Québec, la chose est plus rare. A l'arrivée de M. Jean-Guy Boisvert chez Canadair, en novembre 79, aucune entreprise québécoise, soutient-t-il, ne se préoccupait vraiment du conditionnement physique de ses employés.

Du centre Aérobic à Canadair

M. Boisvert était bien connu à cause du centre Aérobic et de ses satellites qu'il a contribué à lancer et qui ont permis, en huit ans, à pas moins de 29 000 personnes de se familiariser avec le conditionnement physique. Mais il voulait aller plus loin; à l'été 79, il mettait au point un programme de sensibilisation à l'intention des dirigeants d'entreprises, afin de les amener à se préoccuper un peu plus de la santé physique de leurs employés.

Canadair a été la première à manifester de l'intérêt tant pour le programme de M. Boisvert que pour l'homme lui-même! Et c'est ainsi que depuis deux ans, conditionnement physique, loisirs, santé, sécurité, alimentation et motivation au travail sont à Canadair la responsabilités de M. Boisvert.

Favorisé par la conjoncture

M. Boisvert reconnait que la conjoncture prévalant chez Canadair lors de son arrivée favorisait la mise en place d'un tel programme.

D'abord sur le plan purement psychologique. Après avoir connu un autre de ces creux de vague cycliques (le personnel était passé de 10 000 à 1200 en quelques années), l'entreprise se préparait à réembaucher (le personnel passera de 1200 à 6000 en 12 mois!) en prévision de la construction du Challenger. Tout portait à croire que les nouveaux employés seraient en général jeunes et c'est en partie par le conditionnement physique que M. Boisvert comptait les intégrer à l'entreprise. Les faits lui ont donné raison.

En deuxième lieu, l'obtention d'un contrat de la Lockheed Aircraft Corp. pour la fabrication des grandes ailes de l'avion de patrouille sous-marine Aurora (Orion en version américaine) allait permettre d'implanter le conditionnement physique en milieu de travail pour cette équipe particulière.

Devant l'augmentation des maux de dos et la fréquence des courbatures à la fin de la journée de travail chez les employés qui devaient se glisser (puis en ressortir, ne l'oublions pas) jusqu'au fin fond de l'aile pour y poser les derniers rivets, le syndicat demandait à M. Boisvert de concevoir un programme susceptible de mettre fin aux courbatures.

Depuis plusieurs mois maintenant, 15 minutes avant d'entreprendre son travail, l'équipe des ailes du Aurora participe à une mise en train dirigée par des moniteurs choisis dans le groupe. Les résultats sont probants: finies les absences imputables aux maux de dos, finies les courbatures après le travail! Et maintenant les employés des autres secteurs de Canadair veulent profiter de l'expérience-pilote.

Le programme mis en place par M. Boisvert, tant pour le conditionnement physique que pour la motivation, se matérialise avec l'étroite collaboration du syndicat. On comprend donc mal pourquoi un dirigeant d'une centrale syndicale prétendait, lors d'un récent colloque, que Canadair mettait ses employés en forme pour mieux les exploiter...

D'ailleurs, en mariant le conditionnement physique à la motivation, comme il l'a fait dans le cas de la campagne «Canadair surveille sa ligne» lancée afin d'alléger tant la ligne des employés (trois tonnes et demie) ... que celle du Challenger (185 livres), M. Boisvert n'a rencontré aucune réticence de la part du syndicat.

Un programme global

Outre l'expérience particulière de l'équipe Aurora, Canadair offre à ses employés un programme complet de mise en forme sous surveillance médicale, un service alimentaire adapté à ceux qui suivent des régimes, un gymnase réservé aux pilotes et aux cadres de l'entreprise, une piste de jogging, et un programme de loisirs qui, en 1981, a permis à 4457 personnes de participer à pas moins de 44 activités, pour un taux de participation de 63 pour cent!

M. Boisvert reconnaît que tout le monde, entreprise comprise, profite de ce programme qui, tout compte fait, ne coûte pas une fortune. L'année dernière, le programme de conditionnement physique et de loisirs aura coûté quelque $150 000 à Canadair. Pour les loisirs proprement dits, comme les ligues de balle-molle et de volleyball, les employés auront investi quelque $90 000; à ce chapitre, la contribution de l'entreprise est de 30 pour cent et celle des employés de 70 pour cent.



Photo Robert Mailloux

Yves Mailloux

MEURTRE DU JEUNE PHILIPPE ASSUIED

Remise de l'enquête du coroner en l'absence du témoin principal

■ Le coroner Maurice Laniel a fixé au 6 mai prochain l'enquête relative à la mort du jeune Philippe Assuied, 14 ans, battu à mort le 21 janvier dernier dans un immeuble désaffecté du boulevard Saint-Laurent, près de la rue Sainte-Catherine.

La décision prise à la suite de la brève comparution d'un témoin important dans cette affaire, Sandi Chisholm, une femme, est justifiée par le fait que le témoin principal, Claude Therrien, 17 ans, est toujours activement recherché. Le coroner Laniel a cependant affirmé que la prochaine audition aurait lieu même si Therrien n'avait pas été retrouvé d'ici là.

Par ailleurs, Yves Mailloux, 23 ans, qui comparaissait également hier, devra revenir devant le coroner vendredi le 7 mai. Mailloux est détenu comme témoin important en rapport avec la mort d'Yvon Cossette, abattu à bout portant à la porte de son domicile jeudi dernier. Signalons que les enquêteurs cherchaient encore hier à élucider les circonstances du meutre d'un autre homme dont le cadavre ensanglanté a été découvert dont le cadavre a été découvert jeudi après-mîdi dans les ruines d'une maison incendiée. La victime dont l'identité n'a pu être établie a eu la gorge tranchée.

PAT: referendum fixé au 17 mai

■ C'est lundi, le 17 mai que les résidents de Pointes-aux-Trembles seront appelés à se prononcer sur une éventuelle annexion à Montréal.

Hier, en fin d'après-midi, au cours d'une réunion spéciale, la date de la consultation populaire a été arrêtée. Le scrutin aura lieu de 9h à 19 h. On se rappelle que mardi et mercredi dernier, 1,231 personnes s'étaient rendues à l'hôtel de ville pour signer le registre afin de permettre la tenue d'un référendum à ce sujet. Le conseil avait donc le choix de retirer son projet de règlement ou de consulter ses électeurs. Plus tôt au cours des derniers jours, le maire d'Anjou, M. Jean Corbeil, avait incité les Pointeliers à s'opposer à l'annexion, non sans soulever par la suite des protestations de la part des élus de Pointes-aux-Trembles.

PROCÈS DE L'AGENT VERMETTE DE LA GRC

Mieux vaut suivre les déclarations de Kaplan que la chronique judiciaire

■ Si les reportages effectués sur le déroulement du procès de l'agent Claude Vermette, accusé d'avoir subtilisé les listes de membres du parti

LEOPOLD LIZOTTE

québécois, en I973, semblent quelque peu décousus ces jours-ci, c'est évidemment à cause de l'interdit de publication qui frappe les audiences lorsque les jurés sont écartés de la salle dès que les avocats soulèvent un point de droit qui n'est pas de leur ressort.

Et comme les objections foisonnent, ce qui provoque des arguments et des réparties prolongées, ces messieurs-dames en sont presque réduits à ne revenir au Palais que pour attendre pendant des heures dans une chambre sans fenêtres, prendre une marche de collégiens sur le Champ-de-Mars, et aller luncher ensemble à l'heure du midi. Fort heureusement que pour le public, il y a , à Ottawa, le solliciteur-général du Canada, Me Robert C. Kaplan, qui semble définitivement attentif à tout ce qui se passe devant le juge Claire-Barrette Joncas, et qui, deux fois en quarante-huit heures, a fait son petit commentaire quotidien sur l'affaire.

Mercredi, il a établi une relation qui ne manquait pas d'être directe, entre les retombées judiciaires clairsemées de la Commission Macdonald, et les accusations portées conte M. Vermette et ses compagnons.

Jeudi soir, il est allé beaucoup plus loin et... plus vite, en faisant une autre déclaration à la Presse Canadienne, qui a été publiée simultanément à Toronto, à Montréal, et sans doute un peu partout au pays, sur les résultats de recherches prétendument inutiles faites dans les locaux de la G.R.C. dans les heures précédentes, en ajoutant un commentaire de son cru sur le témoin dont les déclarations avaient provoqué ces fouilles .

Mais hier, M. Kaplan , qui ne se présente en cour 4.11 que par deux avocats interposés, n'a pu s'entendre rappeler par le magistrat qui préside le procès, qu'on ne doit pas dévoiler au public ce qui se passe hors la présence du jury.

Quant aux journalistes, eux, ils se le sont fait dire une autre fois, et ils n'ont conséquemment même pas le droit de révéler si les interventions répétées du solliciteur-général, même si elles ont été faites à la distance d'Ottawa, ont fait ou non l'objet de protestations ou de requêtes de la part de l'une ou de l'autre partie.

Leur discrétion va même être mise à une plus dure épreuve encore. Normalement, en fin de procès; ils auraient pu livrer au public l'essence de ce qui, par exemple, a été longuement débattu hier.

Mais le juge leur a recommandé instamment de laisser tomber, lors de ces compte-rendus retardés, et peut-être de ce fait, devenus un peu caduques, certaines précisions qui auraient pu encore avoir texture croustillante, à ce moment-là.

Tout ce qu'on peut donc rapporter de la journée d'hier, c'est que les douze hommes et femmes qui étaient en attente depuis 9h.3O a.m. ont été appelés en cour vers I5h.3O, et qu'il ne leur a fallu occuper leurs sièges que pendant 2 minutes et quelques..., le temps d'accepter, avec un sourire figé, les excuses du juge Barrette-Joncas, évidemment embarassée devant aurant de déplacements inutiles pour ces gens, en si peu de jours.

POUR INTÉRESSER LES ÉTUDIANTS

Le CSE souhaite un visage différent pour l'école secondaire

■ Il faut refaire au plus tôt le visage des écoles secondaires, qui ne répondent plus aux besoins des élèves: on y constate un fort taux d'absentéisme, une prolifération des inadaptés scolaires, du vandalisme, de la violence, des échecs.

MARIO FONTAINE

Ce triste bilan, c'est le Conseil supérieur de l'Éducation qui le dresse, dans un avis rendu public hier. Et pourtant, soutient l'organisme consultatif, il ne serait pas nécessaire de bouleverser les structures pour résoudre le problème mais simplement de mettre en oeuvre un certain nombre d'améliorations simples et efficaces.

«C'est sans doute que les choses simples et de bon sens ont de la difficulté à être appliquées, en particulier dans le milieu scolaire», de dire le président du Conseil, M. Claude Benjamin, qui déplore la situation actuelle. Une situation guère reluisante à ses yeux, notamment parce que les élèves ne se sentent pas à l'aise dans leurs écoles.

Les écoles se détériorent de façon lamentable, ce qui n'arriverait pas si les élèves y trouvaient un milieu de vie tout autant que de formation, selon lui. Sortir, en quelque sorte, du carcan des grilles horaires et des autobus scolaires et faire en sorte que l'enfant soit bien à l'école.

Des exemples: pourquoi s'étonner que ces longs adolescents encombrent les corridors alors qu'ils n'ont tout simplement pas de chaises sur lesquelles s'asseoir, les locaux de classe étant verrouillés entre deux cours. Pourquoi participeraient-ils à la vie de l'école alors qu'ils n'ont rien à dire sur ce qui les touche directement comme le choix de leurs cours, les règlements ou les enseignants.

«L'école doit avoir une image différente, il est urgent de donner aux élèves le goût de vivre à l'école secondaire», résume Mme Vézina-Parent, membre du CSE. Le Conseil ne propose pas de solution simple, unique, mais plutôt une mosaïque d'avenues souvent d'application aisée, à condition que chacun retire ses oeillère et accepte d'élargir sa vision de l'école.

Travailler ou étudier?

Le Conseil supérieur de l'Éducation a parallèlement publié, hier, une volumineuse étude (634 pages) intitulée «Après l'école secondaire: étudier ou travailler. Choisit-on vraiment?» Ses deux auteurs (le ministère préfère souvent utiliser les présumés néologismes auteure ou autrice...) y autopsient ce moment charnière de la fin du secondaire, où les élèves choisissent entre le marché du travail — ou du chômage — et la poursuite des études.

On y constate tout d'abord que les élèves du secteur général ont plus de chance de poursuivre des études que ceux du secteur professionnel. Une vérité de La Palice, puisque le professionnel est défini comme terminal dès le départ. D'autres aspects de l'étude étonnent toutefois davantage.

On y déplore par exemple que les filles décident moins souvent que les garçons de poursuivre des études au collégial, surestimant le risque d'échec possible et sous-estimant les bénéfices à retirer d'une scolarité plus poussée. Il faut «faire un effort soutenu pour désexiser l'orientation scolaire et professionnelle à l'école secondaire», recommande-t-on notamment, sans mentionner que les deux sexes se retrouvent en nombre égal au niveau collégial et qu'il y a désormais plus de filles que de garçons à l'université.

L'étude propose une série de mesures pour que le jeune devienne plus autonome quand vient le temps pour lui de déterminer son avenir. Parce qu'on constate une grande indécision chez bon nombre d'entre eux, plusieurs s'engageant dans des études supérieures sans même trop savoir ce qu'ils veulent.

LA NOTE DE PASSAGE DE 60 P.C. AUX EXAMENS

Le courant de contestation s'est amplifié à Montréal

■ Ils étaient des centaines d'élèves d'écoles secondaires dans les rues de Montréal, hier, à manifester leur opposition au fait que, l'an prochain, les notes exigées pour réussir seront de 60 p. cent et non plus de 50 p. cent comme c'était le cas depuis plusieurs années.

MARIANE FAVREAU

Profitant du beau temps, le mouvement amorcé mercredi dans les polyvalentes du nord de la ville et qui s'était amplifié jeudi, avec une longue marche vers les bureaux du ministère de l'Education, a pour ainsi dire «bourgeonné» hier. Des mouvements de débrayages ont été signalé dans plusieurs parties de la CECM et une dizaine d'écoles secondaires ont été touchées par ce mouvement printanier.

Les jeunes ont utilisé une tactique bien éprouvée: un groupe d'une école «empêche» les autres d'entrer et tous se rendent à une autre école en faisant du chahut pour inciter leur confrères à quitter leur cours et à les suivre. Généralement, le tout se fait sans trop de peine mais on a signalé hier quelques cas de vandalisme: on brise des carreaux de porte pour la débarrer et pénétrer dans l'école. Ce fut le cas notamment à l'école Stella Maris.

A Joseph-François Perreault, les manifestants ont investi la cafetaria et c'est la direction qui a renvoyé tous les élèves chez eux. Il en a été de même dans d'autres écoles où la direction, par mesure de sécurité, a préféré donner congé.

A la poly Pierre-Dupuy, par contre, les élèves de l'école n'ont pas suivi sauf exceptions. Et fait remarquable, signale une mère qui était à l'école à ce moment, les élèves ont fait une sorte de haie pour protéger plantes et décorations pendant que des intrus envahissaient l'école.

Un père d'élève d'une autre école s'est plaint à LA PRESSE de la faiblesse des directeurs qui plient devant les jeunes: «Faut-il faire sortir tout le monde parce que quelques-uns manifestent? Et qui respectent la liberté de ceux qui veulent travailler? Sur quoi se base-t-on pour prendre ces décisions?»

A la CECM, on explique que chaque directeur d'école est maître de la situation et que sa première règle est d'éviter tout danger pour ses élèves. C'est donc pour éviter toute violence, par mesure de sécurité, qu'on peut décider de fermer l'école.

Au milieu de l'après-midi un groupe d'environ 500 élèves a abouti devant l'immeuble de la CECM rue Sherbrooke est, pour faire connaître sa protestation aux autorités. Par ailleurs, à l'école Emile-Nelligan où un groupe a débrayé, des élèves voudraient déposer une revendication écrite à la direction. Enfin, des représentants du ministère ont expliqué aux jeunes que des représentants écoliers seront appelés à rencontrer les autorités pour discuter de la question.

Rappelons que dans la région de Québec, un mouvement semblable avait perturbé les écoles le mois dernier sur la question des notes de passage. Il s'y joignait cependant la contestation d'une nouvelle grille-horaire qui n'avait l'heur de plaire ni aux élèves ni aux enseigants.

Une souscription pour la construction du siège social de l'UPA

■ L'Union des Producteurs agricoles du Québec (UPA) a découvert une nouvelle formule pour contrer la hausse excessive des taux d'intérets: la souscription populaire.

En fait, en caricaturant un peu, c'est la solution que cette centrale syndicale a mise de l'avant pour financer près de la moitié des $ 6,5 millions que coûtera la construction de son nouveau siège social dont l'occupation est prévue pour septembre prochain à Longueuil. Il s'agit probablement de la première fois au Québec qu'une centrale syndicale demande à ses membres une participation financière volontaire pour la construction d'un édifice.

La campagne de souscription volontaire bat son plein présentement dans le milieu agricole et on estime que l'objectif de $3 millions sera atteint d'ici un an. L'objectif fixé pour chacun des $ 52,000 membres de la centrale est de $ 100 alors que ses 225 employés et les divers élus des 30 fédérations affiliés sont invités à offrir $ 500.

Quel argument a t-on servi aux agriculteurs pour obtenir leur appui? « Si nous devons emprunter $ 3 millions de moins pour l'édifice, cela signifie une économie d'intéret de l'ordre de $ 12 millions sur 30 ans»,dit le secrétaire général de l'UPA,M. Jean-Claude Blanchette.

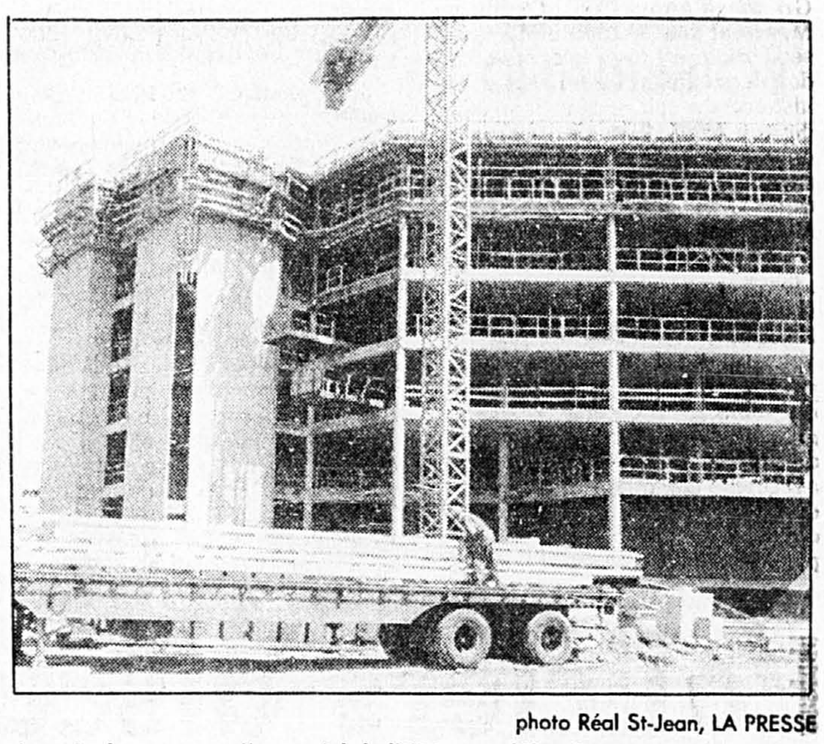


photo Réal St-Jean, LA PRESSE

Le coût du nouveau siège social de l'UPA sera défrayé pour près de la moitié par une souscription populaire dont l'objectif est de $3 millions.

EN INFORMATIQUE

Le Québec sous-développé doit réagir rapidement

■ Non seulement le 3e congrès annuel de l'Association de la recherche en communication du Québec qui s'est terminé hier soir à Montréal a-t-il suscité un grand intérêt, mais il a permis à ses quelque 175 participants de se sensibiliser à cette nouvelle réalité dans laquelle nous nous engageons imperceptiblement: la révolution de l'information.

Après deux journées de travail excessivement chargées (avant-hier, 26 conférences ont été prononcées dans le cadre de trois sessions de travail) que peut-on retenir de ces assises? D'abord une évidence: le Québec est terriblement en retard dans ce domaine et il est impératif qu'il réagisse rapidement s'il ne veut pas que s'accentue son état de sous-développement. Si on reconnait le caractère urgent de la situation, on est cependant conscient que le contexte économique défavorable dans lequel nous nous trouvons ne facilitera certes pas l'affirmation des choix politiques qui devront nécessairement être faits. Pourtant, comme l'a dit Roger Jauvin, qui a présidé le groupe de travail qui a préparé un rapport de conjoncture sur la recherche et le développement en communication au Québec, il faudra réagir tout de suite faute de quoi le Québec risque de devenir un immense «secteur mou».

Sur le plan économique, par exemple, on estime qu'il faut absolument que les différents partenaires économiques reconnaissent que la télématique est un véritable «pôle de croissance». On recommande à cet effet de favoriser le développement de ce secteur de telle sorte que soient ainsi maximisés les effets positifs sur l'emploi et les gains de productivité. L'Etat a évidemment un rôle important à jouer en tant qu'agent de développement économique et on l'invite à adopter différentes mesures incitatives (fiscalité, capital de risque, politique d'achats, etc) qui permettront la croissance de ce secteur.

Syndicat des professeurs du Collège de Rosemont

ON NE NÉGOCIE PAS AVEC DES TERRORISTES!

— La menace d'un holocauste collectif de 17 000 travailleurs du secteur public et parapublic, de même que la rançon d'un demi-milliard réclamée d'ici une semaine par l'état-patron de concert avec la chambre de commerce aux 300 000 travailleurs de ces mêmes secteurs, représentent un acte sans précédent de terrorisme politique à grande échelle auquel toute personne soucieuse de l'avenir de nos institutions syndicales autant que démocratiques, a le devoir impératif de s'opposer avec la dernière énergie!

— Le syndicat des professeurs du collège de Rosemont affilié à la fédération nationale des enseignants du Québec-CSN, met en garde et dénonce toute tentation ou velléité de nos dirigeants syndicaux d'aller négocier quoi que ce soit avec ces **TERRORISTES!**

— S'ils s'avisaient malgré tout de le faire, qu'ils sachent d'ores et déjà qu'ils auraient à rendre compte de leur **TRAHISON!** Nous ne les avons pas élus pour qu'ils aillent négocier la dégradation de nos conditions de travail.

— Quant au gouvernement actuel qui renie aujourd'hui sa propre signature apposée en 1979 au bas des conventions collectives, par laquelle il s'engageait formellement à respecter de façon intégrale et jusqu'à son terme ce **contrat** de travail, où trouvera-t-il désormais l'appui et la légitimité pour se scandaliser et dénoncer:

— Le «non respect des **conventions»** par les fédéraux,

— La «trahison» par les neuf autres provinces du front commun contre Ottawa,

— Et la volonté de Terre-Neuve de **«réouvrir» le contrat** d'électricité des chutes Churchill?

CERTAINEMENT PAS CHEZ LES 300 000 «TABARNACOS» DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARA-PUBLIQUE POUR QUI CE GOUVERNEMENT EST EN VOIE DE DEVENIR UN

TRUAND COMME LES AUTRES

LE SYNDICAT DES PROFESSEURS DU COLLÈGE DE ROSEMONT
(position adoptée par l'assemblée générale le 28 avril)

Oui, vous pouvez rencontrer l'âme soeur grâce à nous

Le centre de rencontres distinguées

Le Club

2015, rue Drummond, suite 908
Montréal, Québec, H3G 1W7
Lundi au vend.: 12h à 21h; sam.: 10h à 17h
849-9291. Rendez-vous gratuit



alter ego

«un autre soi-même»

Le choix d'un partenaire compatible dépend directement de la compétence de l'agence que vous choisissez.

Lundi au vendredi de 9h à 21h

288-2303 (Métro McGill)

625, av. Président-Kennedy, 4e étage, Montréal

UN CHARME POUR L'OEIL



Garantie 30 jours ou argent remis
livraison même journée

VERRES DE CONTACT SOUPLES

BAUSCH & LOMB 125.00$ LA PAIRE

JACQUES TELLIER o.o.d.
opticien d'ordonnances
8415, rue Saint-Denis
(métro Jarry)
381-5311 — 387-1575

fcac
Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche

BOURSES DE RECYCLAGE

Le Fonds F.C.A.C. met sur pied un concours de bourses de recyclage conçu à l'intention des personnes qui sont disposées à entreprendre des tâches de recherche après avoir interrompu leur activité scientifique pour se consacrer à un travail de nature différente: éducation de leurs enfants, administration, etc.

Ces bourses permettent aux bénéficiaires de faire un stage d'une durée de six mois à un an dans l'établissement de recherche de leur choix, situé en milieu industriel, universitaire ou gouvernemental.

NOMBRE ET VALEUR DES BOURSES

Quinze bourses d'une valeur maximale de 18 000 $ peuvent être attribuées pour l'année 1982-1983.

ADMISSIBILITÉ

1. Les détenteurs d'un diplôme de 2e ou de 3e cycle qui ont déjà obtenu un poste de chercheur, mais qui auront assumé des fonctions n'impliquant pas une responsabilité de recherche depuis au moins 3 ans à la date d'entrée en vigueur de leur bourse.
OU
Les détenteurs d'un diplôme de 2e ou de 3e cycle qui auront obtenu leur dernier diplôme depuis au moins trois ans à la date d'entrée en vigueur de leur bourse et qui n'ont jamais occupé un poste supposant une activité de recherche.

2. Les candidats doivent être citoyens canadiens ou immigrants reçus et résider au Québec depuis au moins un an.

DATE LIMITE: 15 juin 1982

Les [illegible] sont disponibles aux endroits suivants:

☐ Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche
979, rue de Bourgogne
4e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1W 2L4
Tél.: (418) 643-3862

☐ Services aux étudiants des universités du Québec

PROJET DU GROUPE D'ANIMATION URBAINE

«Il va falloir apprendre à jouer tous ensemble»

De la ville de Montréal qu'il considère une des plus, sinon la plus intéressante d'Amérique du Nord, Marc Pouliot rêve de faire, d'ici cinq ans, avec l'aide de ses concitoyens, des entreprises du secteur privé et de la bonne volonté des édiles,un lieu privilégié, où les autochtones s'amusent ferme,se rencontrent volontiers et où ils partagent,à quelque palier de la société qu'on se situe, loisirs et activités culturelles. « On se dit souvent fiers d'être Montréalais, dit Marc Pouliot, le dynamique directeur du Groupe d'animation urbaine de Montréal,qui met la dernière main à une spectaculaire exposition de photographies, mise en marche au cours de l'automne dernier et qu'on pourra voir dès le 10 mai prochain.«Mais, dans le fond, nous sommes très possessifs avec nos richesses.Portés à les garder pour nous autres...».

MADELEINE DUBUC

On se rappelle que c'est au Groupe d'animation urbaine de Montréal dont Madame Marie-Josée Drouin est la présidente,qu'on doit des réalisations telles que «L'histoire du soldat» de Stravinski donnée par l'OSM dans les parcs de Montréal au cours de l'été dernier ainsi que l'exposition sur le quartier St-Henri,présentée au Musée des arts décoratifs.

Et l'enthousiaste directeur,qui a ajouté, au cours des années à sa formation initiale de psychologue, l'expérience de nombreux voyages à l'étranger et celle de collaborateur de l'architecte Phillys Lambert ajoutera: « J'ai vu presque toutes les grandes villes du monde. Je les ai regardées avec des yeux d'homme conscient de l'importance pour chacune de conserver ses richesses afin de les partager mieux avec les autres.J'ai vu les San Franciscains décorer leur ville, la peindre, la garder impeccable; j'ai entendu les gens de la Nouvelle-Orléans qui n'ont qu'un vieux quartier qui soit vraiment intéressant le vanter comme si c'était la fin du monde. Plus près de nous, j'ai vu, au cours des deux dernières années, les Newyorkais, stimulés par la campagne «I love New-York», reprendre goût à leur ville et faire des efforts inouïs pour lui redonner une allure plus propre et plus accueillante...

Jouer ensemble

«Ici, il va falloir apprendre à sortir de nos pantoufles,à jouer ensemble.Dans les rues, dans les parcs, sur les places publiques. Il va falloir que l'art cesse d'être élitiste, confiné dans les musées ou les grandes salles de concert qui coûtent trop cher à bien du monde. Et amener à Montréal, une ville qui mérite d'être connue, les gens de l'extérieur: les banlieusards qui s'ennuient dans leur cour arrière, les congressistes du monde entier, les touristes qui pourront se vanter d'être venus nous voir...»

On rencontre Marc Pouliot dans son bureau de directeur du Groupe d'animation avec quelques-uns de ses collaborateurs dont la majorité sont bénévoles. L'exposition «Le Montréal des Montréalais» dont il veut nous parler a réussi à intéresser pas moins de 3000 citoyens et on vivra avec elle,tout au cours du mois de mai.Composée de photographies prises par des Montréalais de tous âges dans leur propre ville,l'exposition va connaître un coup d'envoi spectaculaire le 10 mai prochain,au Carré Phillips. Au cours de cette journée du lundi, la circulation sera fermée entre 19 heures et 21 heures le long de la rue Ste-Catherine, entre les rues Crescent et Bleury et aux vitrines de tous les magasins et boutiques, 400 photographies sélectionnées par un jury de spécialistes seront exposées et les spectateurs seront invités à voter pour désigner quinze finalistes. Tous les dimanches, jusqu'à la fin du mois,entre 14 heures et 17 heures, on fermera également la rue Sainte-Catherine aux automobiles. De plus, une animation sans pareille se fera,tout au long de la gigantesque exposition, avec des jongleurs, des clowns, des musiciens.« La rue appartiendra aux Montréalais, dit Marc Pouliot. Ce sera la fête et ça ne fait que commencer...»

Le Groupe d'animation urbaine de Montréal, nous explique la présidente, Marie-Josée Drouin, c'est un organisme à but non lucratif formé de citoyens soucieux de sensibiliser les gens à mieux jouir des ressources de leur ville,que ces ressources soient extérieures: parcs, places, quartiers ou qu'elles soient culturelles: musique, chant, danse, théâtre, animation.« L'idée, précise Madame Drouin, n'est pas nouvelle. Elle existe dans plusieurs villes d'Amérique et d'ailleurs. Ici, elle est née chez les membres du YMCA. C'est cet organisme qui, d'ailleurs, commanditait, l'été dernier, «L'histoire du soldat». Depuis janvier,cependant, le Groupe d'animation urbaine est devenu autonome.Il compte sur le secteur privé et sur les citoyens pour sa survivance.»

Au cours de l'été, d'autres réalisations organisées par le Groupe d'animation urbaine viendront forcer les Montréalais à sortir de leur coquille.Avec «Le Montréal des Montréalais»,ils ont déjà commencé à le faire. Tout en constituant un document concret sur la vie d'une ville grande et riche et qui vit à l'heure des années 80.



Pierre Foglia

Le crime de l'«Ocean-Express»

RIMOUSKI — Officiellement, je suis à Rimouski et demain à Matane pour assister à un colloque régional sur l'information. J'ai accepté l'invitation des organisateurs de venir adresser quelques mots à mes confrères du Bas-du-Fleuve, comme depuis deux ans j'accepte à peu près toutes les invitations du même genre, principalement dans les écoles et dans les cercles de presse régionaux...

Et chaque fois je leur fais le même show: le gars gêné, mal à l'aise devant un micro qui ne sait pas trop quoi dire. Je crois que c'est un bon show parce que, effectivement, je suis un gars gêné. Mais c'est un show quand même et je commence à être tanné du personnage même si c'est le seul que je puisse jouer avec quelque vraisemblance. Bref, j'avais déjà décidé de mettre fin à ma carrière de guignol quand j'ai reçu cette invitation de Rimouski et Matane. Comme toujours dans ces cas-là, la voix était flatteuse et pressante:

— On aimerait vous revoir, M. Foglia, ça va être le fun, rien de formel, promis...

Mais moi je n'avais vraiment pas envie...

— Ecoutez, c'est trop loin, ma vieille auto ne se rendra jamais jusque chez vous...

— On peut vous payer l'avion si vous voulez...

L'avion!... Prendre l'avion pour aller à Rimouski, ça me fait la même impression que de prendre mon char un dimanche matin qu'il fait beau pour aller chercher un paquet de cigarettes à deux coins de rues...

— Je vous remercie, mais j'ai peur en avion.

— Il y a l'autobus!

L'autobus... Prendre l'autobus pour aller à Rimouski ça me fait la même impression que d'aller me chercher un paquet de cigarettes, un dimanche matin qu'il pleut, à pied.

— Non, pas l'autobus!

— Dans ce cas, il reste le train...

C'est vrai, il reste encore des trains! J'oublie tout le temps de m'en souvenir. Pourtant, quand je m'en souviens, je n'ai rien oublié de la première fois que j'ai pris le train, c'était pour aller à l'école. Ni de la seconde: c'était pour aller voir ma blonde. Ni de la troisième: c'était pour aller faire la guerre... Mais mon plus beau trip de train c'est encore LA PRESSE qui me l'a payé il y a quelques années, en m'envoyant couvrir la Coupe du Monde de soccer en Allemagne, événement qui se déroulait en même temps dans plusieurs villes. Moi, j'étais à Munich, c'était tellement plate que j'ai pris le train pour aller à Hambourg où c'était aussi plate. Alors, j'ai repris le train pour Berlin... pour m'apercevoir finalement que je tripais de plus en plus sur les trains et de moins en moins sur le soccer.

Pendant trois semaines, j'ai écrit mes papiers dans des salles d'attente, j'ai dormi dans le couloir des premières, j'ai aidé des dames à mettre leurs valises dans le filet du haut, et à Stuttgart, j'ai même fumé un join avec un sous-chef de gare qui m'a remercié en m'embrassant sur la bouche...

Bref, quand le gars de Rimouski m'a dit: «Il reste le train...», j'ai répondu OK. Officiellement, je suis donc à Rimouski pour participer à un colloque sur l'information. En réalité, j'y suis parce que je voulais prendre le train. J'ai pris le train dans la nuit de mercredi, l'Ocean-Express qui va jusqu'à Halifax par la vallée de la Matapédia. J'ai pris le train mercredi mais en fait, je ne dors plus depuis dimanche. C'est que je me suis mis à penser à une affaire complètement folle: jamais de ma vie je n'étais tombé en amour dans le train, mais cette fois, j'étais sûr que ça allait arriver.

Depuis dimanche dernier que j'y pensais, alors je n'ai pas été surpris du tout quand, mercredi soir, je l'ai trouvé là, côté fenêtres, grande et brune, avec des ongles rouges et des souliers dorés à talons très hauts. Je me suis assis à côté d'elle sans hésiter et nous n'étions pas arrivés à Saint-Lambert que la passion nous embrasait déjà...

— Vous aimez les trains, mademoiselle?

— Ah oui, ah oui, surtout la nuit...

— Moi, c'est au petit matin, quand le soleil se lève sur La Pocatière et que le rail longe le fleuve de si près qu'il s'y mouille...

— Ah oui, c'est beau, continuez...

— Moi, c'est au petit matin, mademoiselle, quand, dans Trois-Pistoles endormi entre le train, long pénis d'acier qui viole ce qui reste de l'intimité de la nuit...

— Ah oui, encore, encore...

Evidemment, c'est le dialogue que je ruminais silencieusement. A voix haute, je n'ai été capable que de lui dire platement:

— Vous allez loin, mademoiselle?... Et elle me répond plus platement encore:

— Non, je descends à Drummondville... Ce qu'elle fit, la sotte.

C'est aussi à Drummondville qu'est monté mon second compagnon de voyage. Un emmerdeur de la pire espèce, celle qui a quelque chose à vendre. Lui voulait me vendre une carte de membre des «Voituriers Unis du Québec». Avec cette carte, je pourrais obtenir des escomptes chez certains commerçants, mais surtout, je pourrais recruter d'autres membres qui, à leur tour, recruteraient, etc., etc. Bref, dans un an, je serais millionnaire en faisant travailler les autres...

— Mais c'est le principe de Tupper Ware!

— C'est ça, vous avez compris!

A Montmagny, il s'est enfin tu. A Rivière-du-Loup, il dormait. Quand le soleil s'est levé comme prévu à La Pocatière, il ronflait le tabarnak... (avis aux agents de Via Rail, vous trouverez son cadavre dans le wagon B 1614 de «l'Ocean-Express» sous les sièges de la troisième rangée, section fumeurs).

Je serai de retour lundi... en autobus.

Policiers disculpés

La Commission de police du Québec vient de déclarer non fondée une plainte contre des policiers du service de police de la CUM, soulignant que dans les circonstancee, «il est indiscutable que les policiers ont usé du droit qui appartient à tous les citoyens, celui de se défendre contre une attaque à leur intégrité physique».

La plainte avait été portée par M. Gérald Samson contre l'agent Vital Renouf et ses collègues à la suite d'altercations qui eurent lieu le 28 mars 1981 en fin d'après-midi.

Les policiers s'étaient rendus sur la propriété de M. Samson après qu'un automobiliste effrayé eut fait appel à leur protection. L'automobiliste se baladait avec sa famille, décida de rebrousser chemin et pour ce faire engagea son véhicule dans l'entrée de M. Samson pour exécuter sa manoeuvre de retour.

C'est alors que M. Samson, jugeant ce geste intolérable, courrut jusqu'au véhicule, ouvrit la portière et s'empara des clés. Lorsque les policiers intervinrent, M. Samson se fit agressif, saisissant l'un des agent à la gorge. L'agent signifie à M. Samson qu'il le met sous arrêt. Une bousculade s'ensuivit et l'autre agent appelle des collègues à l'aide.

L'altercation reprend au moment où deux autres agents arrivent dont l'un va immédiatement porter secours à ses collègues. Mais M. Samson, un homme costaud, a toujours le dessus. C'est alors que l'agent Renouf saisit une lampe de service et que dans la bousculade un coupatteint M. Samson à la tête. D'où la plainte.

On souligne que l'un des policiers a lui aussi été blessé et qu'il fut obligé de rester 22 jours sans travailler.

Dans leur rapport, les commissaires notent finalement qu'il ne fait aucun doute que l'agent Renouf a agi légalement dans les circonstances et qu'il était fondé, selon la loi, d'employer la force nécessaire pour maîtriser M. Samson.

le SAINT-MALO
MANOIR POUR RETRAITÉS
— Trois (3) repas par jour servis à la salle à manger.
— Vin inclus au souper.
Tél.: 651-0290

LIQUIDATION 3 JOURS SEULEMENT
DIMANCHE 2 mai 10h00 à 16h00 | LUNDI 3 mai 9h00 à 18h00 | MARDI 4 mai 9h00 à 18h00
Manufacturier doit liquider
500 sections d'éléments muraux légèrement endommagés
jusqu'à 80% de rabais
100 sections à 49 $ ou moins chacune
100 sections à 99 $ ou moins chacune
Venez voir notre grand choix de 8 finis aux couleurs: crème, bourgogne, blanc, brun, teck, noyer, travetain, chêne foncé et chêne clair
FURNALE Passez à notre usine
3737A, chemin de la Côte Vertu Saint-Laurent 337-8162

Agence «Detec of Canada Ltée»
PIERRE D.-MASSUE
DÉTECTIVE
«Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec».
Licencié par la Cité de Montréal
• INVESTIGATION
• SURVEILLANCES
• FILATURES
• TOUTES PREUVES POUR LA COUR
• INFIDÉLITÉ CONJUGALE
CONFIDENTIEL — DISCRETION ASSUREE
387-8757

Le Fleuralie
UNE RETRAITE DE RÊVE
(2e et 3e âges)
CONVALESCENCE ou VACANCES de rêve à la SEMAINE ou au MOIS
APPARTEMENTS MODÈLES
OCCUPATION IMMÉDIATE
APPARTEMENTS DISPONIBLES SANS PENSION ET SANS ENTRETIEN, PRIX À PARTIR DE $355 mensuel
Incluant les autres services.
• Suites luxueuses (1½ et 3½), (4½ sur demande) avec balcon privé et porte-patio.
• 3 délicieux repas servis à la salle à manger.
• Soins infirmiers (24 heures).
• Technicienne en loisirs sur place.
• Salle de quille, billard, tourbillon, etc...
• Terrain paysager (200' x 150').
• Terrasse extérieure, avec B.B.Q.
RABAIS DE $500 Pour tout bail signé en AVRIL 82 pour occupation d'ici à juillet 82.
Aucune augmentation d'ici à juillet 83.
6880 est, boul. Gouin, Montréal-Nord (près Langelier)
Informations: (514) 323-7222 ou 327-8923

Ne ratez pas
L'OUVERTURE DE NOTRE NOUVELLE SUCCURSALE
591 est, boul. HENRI-BOURASSA
(à la bouche du métro)
(anciennement chez Bardet)
et dites vous bien QU'ON A TOUJOURS DU PAIN CHAUD SUR LA PLANCHE...
LA BOULANGERIE ET PÂTISSERIE BORDELAISE
3522, rue Masson (angle 14e Avenue à Rosemont)
heures d'ouverture: tous les jours de 9 h à 22 h
376-6582

IMPORTANTE EXPOSITION DE PIÈCES ET DE TIMBRES
MONEX 82
30 AVRIL, 1er et 2 MAI
70 kiosques de pièces, timbres, papier monnaie, médailles et articles de collection.
Exposition de la Monnaie royale canadienne et de la Poste canadienne.
Moyennant des frais d'entrée de 2 $ seulement, vous pourrez vous aussi être l'un des milliers d'heureux collectionneurs qui visiteront cette exposition incroyable. (Entrée gratuite pour les enfants de 12 ans et moins accompagnés d'un adulte)
VENEZ ACHETER, VENDRE OU ÉCHANGER parmi les plus grands marchands nord-américains.
Participez à trois grands encans de pièces rares, timbres, papier monnaie, article de collection comprenant ivoire, pierre de savon, bijoux en or et en argent, bronze, étain, peintures, horloges, montres de poche, etc.
AU NOUVEL HÔTEL «LE CENTRE SHERATON»
Drummond et boul. Dorchester
1201, Dorchester
Montréal
HEURES DE L'EXPOSITION: Vendredi et samedi de 10h à 21h
dimanche 10h à 18h
Prix de présence toutes les demi-heures
Venez voir ce que valent vos timbres et monnaie. Vous avez peut-être une fortune sans le savoir

Je peux vous apprendre à faire de la voile cet été
Téléphonez-moi ou renvoyez-moi le coupon-réponse. Je vous enverrai la documentation complète sur mes cours d'initiation à la voile, d'initiation à la croisière et club de voile «Tanzer 22», dans les plus brefs délais.
Stefan Marshall
697-3267
NOM
ADRESSE
TELEPHONE
École de voile Stefan Marshall
22 Coolbreeze
Pointe-Claire, Québec H9S 5G4

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS président du conseil d'administration
ROGER-D. LANDRY président et éditeur
la presse
JEAN SISTO éditeur adjoint
YVON DUBOIS directeur de l'information
MICHEL ROY éditorialiste en chef

L'idéologie de la CEQ

La Centrale de l'enseignement du Québec vient de distribuer à ses membres un nouvel instrument pédagogique. Ce n'est pas la première fois que la CEQ s'intéresse à l'activité professionnelle de ses membres. Comme la démarche n'est pas coutumière, au plan des activités syndicales, il vaut la peine de jeter au moins un coup d'oeil sur cet instrument de travail.

Le dossier présente une description de la situation socio-économique actuelle. Il doit aider les jeunes à en saisir la problématique et il présente des solutions de changement capables de transformer la crise qui afflige la population québécoise. À l'aide de travaux et même de jeux, on étudie les problèmes de chômage, de taux d'intérêt ou de perte de pouvoir d'achat. On interprète les causes et fournit les solutions. «Les jeunes ont le droit de savoir, entre autres choses, que le chômage de leurs parents n'est pas le fruit du hasard ou de l'irresponsabilité individuelle», dit une vice-présidente de la CEQ.

Exemple: une réplique du jeu de l'oie. Tu es mis à pied et tu n'es pas syndiqué: recule de deux cases; tu es mis à pied et tu es syndiqué, touchant une compensation financière: avance de trois cases... C'est, paraît-il, pour faire le contre-poids de la propagande patronale des instruments pédagogiques officiels.

Il faut d'abord s'étonner que la centrale puisse ainsi distribuer 35,000 copies d'un instrument pédagogique qui n'a pas été accepté par le ministère. Car c'est le ministère qui a la responsabilité de tout le matériel pédagogique devant servir aux professeurs de toutes les écoles. Il manifeste ici une impuissance et une faiblesse tout simplement désolante.

De plus, comment expliquer qu'une centrale ait le droit de présenter aux enfants une idéologie qui est loin d'être celle de la majorité? «Ce n'est pas vrai que l'école est neutre», déclarait un des auteurs du document. Cela contredit les positions de la CEQ concernant la restructuration scolaire.

Si la CEQ a fait l'énorme dépense de publier 35,000 copies du cahier, c'est qu'elle s'attend à ce que ses membres y trouvent une certaine affinité avec leur propre idéologie. Est-ce vrai que les enseignants du secteur public québécois se situent à l'intérieur de cette vision du monde? À partir de ce que l'on peut savoir de la mentalité de plusieurs professeurs de diverses régions, on est facilement porté à croire que la centrale ne représente pas la majorité de ses membres. Les enseignants seraient partisans de la grille marxiste? Ils seraient socialistes? Ils seraient anti-bourgeois? anti-institutions? anti-société actuelle?

Il serait stupide que l'État accepte de financer un corps professoral qui emploierait sa fonction à miner les fondements mêmes de la société qui le fait vivre plus qu'honorablement. Si les enseignants ressemblent à leur centrale, l'État et la population sont tout simplement bernés par ceux à qui ils ont confié la responsabilité de leurs enfants. Si non, les enseignants sont bernés par leur centrale.

Le malheur: l'obligation d'appartenir à un syndicat unique. Tant qu'il en sera ainsi, les syndicats ne pourront défendre une idéologie minoritaire et prétendre représenter leurs membres. Ils pourront encore moins conserver le droit de transmettre leurs idées révolutionnaires à des enfants.

JEAN-GUY DUBUC

Mon vrai défi

Divers médias ont fait état de rumeurs et d'hypothèses qui ajoutent mon nom à la liste des candidats éventuels à la direction du Parti libéral du Québec. Je veux dissiper à ce sujet les équivoques que les comptes rendus de presse ont pu faire naître. À ceux qui m'interrogeaient, j'ai répondu en boutade qu'un homme sérieux ne refuse jamais d'examiner les possibilités qui lui sont offertes dans la vie. Mais, dans les circonstances actuelles, outre le fait que le PLQ a toujours un chef, il n'est évidemment pas question que j'envisage un nouveau défi puisque je n'ai pas encore relevé celui qui m'a conduit à *La Presse*.

L'oeuvre que j'ai entreprise ici il y a 18 mois, avec la confiance et l'appui d'une équipe dont je suis solidaire, est vitale pour assurer la survie de *La Presse*. Les deux prochaines années seront déterminantes. Il faudra des sacrifices, du courage et beaucoup de travail encore. Mais, avec le concours et la loyauté du personnel de cette grande maison, je sais que nous réussirons.

En ma qualité de président et éditeur de *La Presse*, j'ai prononcé depuis le début de l'année quelques discours dans lesquels j'ai exprimé avec franchise mes opinions sur l'état de la société et la conduite des affaires publiques. Il se peut qu'on y ait vu des velléités politiques. Tel n'est pas le cas: je m'exprimais et je continuerai de m'exprimer en toute indépendance sur la situation économique et sociale en ma qualité d'éditeur de *La Presse*. C'est une fonction dont je mesure pleinement la lourde responsabilité. Je suis fier de l'occuper. Et d'y rester.

ROGER-D. LANDRY

Indemnités de départ

On apprend que le ministère des Affaires sociales doit émettre sous peu des directives quant aux indemnités de départ que les institutions de l'État peuvent accorder à leurs cadres lorsque ceux-ci quittent leur emploi. Cette initiative ne vient sûrement pas trop tôt.

Depuis un certain temps, un député de l'opposition en particulier nous permet de découvrir, suite aux questions qu'il pose à l'Assemblée nationale, qu'il y a presque autant de politiques à cet égard qu'il y a d'institutions. Certaines de celles-ci se montrent plutôt raisonnables en limitant le montant des indemnités mais d'autres dépassent nettement les bornes.

Il y a plus. Dans quelques cas, on a pu constater que des gens reçoivent de telles indemnités fort substantielles alors même qu'ils partent de leur plein gré. Et parfois pour aller occuper d'autres fonctions de cadres dans d'autres institutions relevant elles aussi du gouvernement.

Il est normal qu'on accorde une compensation financière à un cadre qu'on congédie. C'est un substitut à la sécurité d'emploi dont il ne jouit pas. Mais on doit distinguer entre les cas de congédiement et ceux de départ volontaire. Et on a besoin de directives pour harmoniser les pratiques et éviter les abus dont les contribuables, après tout, font les frais.

VINCENT PRINCE



Droits réservés

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE DU QUÉBEC

Le blocage des salaires ne résout rien

Un document de travail du gouvernement péquiste prévoyait il y a deux mois que le déficit budgétaire de l'année fiscale 1982-83 atteindrait environ $4 milliards si rien n'était fait pour le réduire. Par la suite le président du Conseil du Trésor, M. Yves Bérubé, faisait savoir que le déficit ne serait que de $3.3 milliards, puisque le gouvernement se proposait de réduire la masse salariale du secteur public de quelque $700 millions. D'ailleurs le sommet économique de Québec, convoqué pour relancer l'économie, a été en réalité un sommet budgétaire, puisqu'il n'a servi qu'à exposer à la population la nécessité d'annuler les hausses salariales des employés de l'État prévues pour juillet et décembre.

IVAN GUAY
Collaboration spéciale

Comme ce sont les travailleurs du secteur privé qui, par leurs impôts, paient les salaires du secteur public et que ceux-ci sont supérieurs aux salaires du secteur privé, le sommet de Québec a été une opération de relations publiques. C'est aussi pourquoi le gouvernement a accepté de créer une Commission parlementaire spéciale sur la fonction publique, qui permet au public de s'exprimer sur cette question. C'est ainsi que cette semaine la Chambre de commerce de la province de Québec (CCPQ) a présenté un mémoire à cette Commission dans lequel elle recommande «une diminution des effectifs du secteur public, un gel des rémunérations et l'abolition de la sécurité absolue d'emploi».

Selon la CCPQ, les quelque 342,000 employés de l'État ont des revenus «supérieurs de 20 pour cent» à ceux du secteur privé et leurs salaires croissent «50 pour cent plus vite» que ceux du secteur privé. Il est évident qu'il s'agit là d'une généralisation, car bien des salaires du secteur public n'ont pas cet écart avec ceux du secteur privé. Cependant la CCPQ a globalement raison et pour corriger la situation elle fait un certain nombre de recommandations. La première d'entre elles suggère «que le gouvernement réduise pendant deux ans les effectifs de la fonction publique en ne remplaçant pas ceux qui partent». C'est assez judicieux mais insuffisant. Pourtant la Chambre ajoute «qu'au terme de cette mesure les effectifs ne puissent croître au maximum qu'au même taux que la population du Québec, soit 0.6 pour cent par année». C'est là que la CCPQ devient beaucoup moins réaliste, car il ne suffirait pas de deux ans pour réduire notablement les effectifs pléthoriques de l'État.

À moins de croire à la nécessité de l'intervention étatique dans toutes les activités des citoyens, on ne voit pas pourquoi le gouvernement pourrait embaucher 2000 employés par année, parce que la population s'accroît de 40,000 habitants par an. Avec de tels barèmes, il n'est pas étonnant que le déficit annuel du gouvernement soit passé depuis dix ans de $340 millions à $3.3 milliards. Bien sûr, la Chambre prévoit dans sa recommandation no 7 «que le montant total de la rémunération du secteur public et parapublic ne croisse jamais à un taux supérieur à la croissance du Produit intérieur brut». Mais comme la masse salariale est déjà beaucoup trop grande, le problème reste entier. Le problème va même en s'aggravant, car la politique salariale du gouvernement péquiste a pour effet de contourner des restrictions telles que celles préconisées par la Chambre de commerce.

L'égocentrisme bureaucratique

Le mois dernier, par exemple, alors que le gouvernement est en pleine période d'austérité et de compression budgétaire il offrait une série de promotions dont 80 pour cent comportaient des postes de sous-fifres de tous acabits dont la principale fonction consiste à analyser, réglementer, surveiller le travail des autres employés. On crée de plus en plus de postes de direction, de planification, de gestion, de contrôle, de vérification, etc., pour un nombre de moins en moins grand de gens qui font un travail concret et efficace. C'est un peu comme dans les armées d'opérette où il y a plus de colonels que de soldats. Cette tendance à la hiérarchie dans l'appareil d'État accroît les coûts et réduit la productivité, et à toutes fins utiles annule le blocage des salaires par les promotions et la création de postes intermédiaires et supérieurs. Bref, le blocage total des salaires pour 18 mois, tel que recommandé par la Chambre de commerce, ou un blocage partiel, tel qu'envisagé par le gouvernement, ne sont que des expédients qui ne résoudront rien. Le déficit budgétaire continuera à croître au-delà de $3 milliards par année.

L'autre recommandation suggère «que le gouvernement retire aux syndicats le privilège de grève dans les secteurs publics ou parapublics où l'État est la seule source d'approvisionnement». Cette formule est juste mais elle a le défaut de ne pas offrir une solution graduelle au retrait du droit de grève dans le secteur public. Il faudrait d'abord l'interdire dans les services vitaux, tels l'électricité, le gaz, les hôpitaux et les transports en commun de Montréal et de Québec. Mais il faudra remplacer ce droit de grève par un autre moyen de pression syndical.

Quelle que soit la pertinence des recommandations de la [illegible] deux recommandations très intéressantes. Elle suggère «que le gouvernement amende la Loi sur la fonction publique afin d'abolir la sécurité d'emploi et de la remplacer par l'interdiction de congédiement ou de mutation sans raison valable». La sécurité d'emploi absolue pour les employés de l'État ne se justifie plus. Non seulement parce qu'elle est une injustice pour les employés du secteur privé, mais surtout parce qu'elle n'est plus un substitut ou même un complément pour un salaire inférieur.

[illegible] vraiment retenue par le gouvernement. Il faudrait un courage politique que le goût du pouvoir ne permet pas. Du moins jusqu'à preuve du contraire!

BILLET

Lettre à des ami(e)s féministes

Cher(e)s Paul et Denise,

Excuse-moi, Denise, de nommer Paul avant toi: je te nommais la première dans ma dernière lettre. Il va de soi que tu seras la première nommée dans ma prochaine lettre.

Normande et moi sommes heureux(euses) de vous inviter à la réunion de fondation de l'Association pour l'égalité grammaticale des sexes, qui aura lieu à notre local habituel le dimanche 16 mai prochain, à 20 heures.

Quand nous vous avons rencontré(e)s la dernière fois, vous paraissiez déjà convaincu(e)s de la nécessité d'une telle association. Nous comptons donc sur vous pour nous aider à bien faire comprendre aux participant(e)s à quel point la grammaire française est sexiste, elle qui proclame depuis toujours que le masculin l'emporte sur le féminin.

Nous sommes, Normande et moi, des partisan(e)s de la parenthèse. Nous croyons toutefois que, dans certains cas, le féminin devrait primer carrément. Je pense par exemple à ma tante Yvonne qui avait toutes les qualités; bonne, fine, douce, joviale, généreuse. Elle était mariée à mon oncle Arthur qui, lui, avait tous les défauts: violent, hargneux et, en surcroît, un vrai peigne de corne. Pourquoi devrais-je dire aujourd'hui qu'ILS SONT DÉCÉDÉS? Pourquoi ne pourrais-je pas dire qu'ELLES SONT DÉCÉDÉES? Lui était un vaurien.

Ce sexisme grammatical n'est pas seulement injuste, il est souvent ridicule. Prenons par exemple cinq des plus grandes femmes de l'histoire: Jeanne d'Arc, Madame Curie, Florence Nightingale, Maria Goretti et ma tante Yvonne. Je dirai d'elles qu'ELLES SONT DÉCÉDÉES. Mais si j'inclus ce crétin d'Arthur, je devrai dire: ILS SONT DÉCÉDÉS... Non, jamais! J'aimerais mieux mourir!

Certes, la lutte sera longue et difficile. On nous objectera que la multiplication des parenthèses alourdit le style. Foutaise! On s'y habituera. On s'est bien habitué aux virgules et aux majuscules...

Ne lâchons pas. Rappelons-nous les luttes épiques que nous avons dû mener auprès du gouvernement pour obtenir que le féminin soit utilisé au même titre que le masculin dans les demandes d'emploi publiées dans les journaux. Non seulement précise-t-on maintenant «tous les postes annoncés sont ouverts aux femmes et aux hommes», on demande des «agentes», des «ingénieures», même des «bûcheronnes». N'emploie-t-on pas couramment maintenant les mots «auteure», «écrivaine»? Ne dit-on pas Madame la ministre, Madame la député? Le jour n'est pas loin où nous aurons nos «pompières», nos «éboueuses», nos «garde folles».

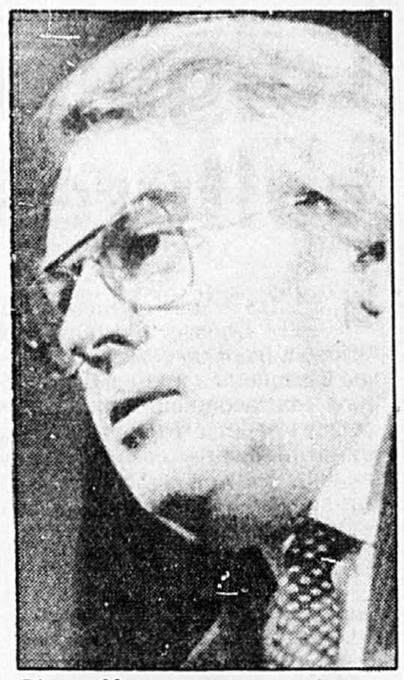
Normande et moi sommes fier(e)s de vous annoncer en primeur un nouveau livre sur nos luttes féministes. Exactement 3,297 parenthèses. Nous prévoyons un grand succès de librairie, peut-être même un prix littéraire. À bientôt.

JEAN TAILLEFER

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 1er MAI 1982

Le premier ministre Mauroy a su toujours répondre clairement



Pierre Mauroy

■ «Une bien belle séance!», s'est exclamée la Sagouine quand, dimanche matin dernier, on lui a demandé ses impressions après qu'elle eût assisté au spectaculaire débarquement en hélicoptères du premier ministre de France et d'une partie de sa suite dans la cour d'école du petit village acadien de Bouctouche.



PIERRE VINCENT

(de notre bureau de Québec)

Viola Léger aurait, d'ailleurs, pu trouver matière à émerveillement ainsi tout au long des six jours du voyage de Pierre Mauroy au Canada et au Québec. À Ottawa, par exemple, au dîner d'État offert par M. Trudeau, en présence de 180 grands Canadiens, dont Michel Jasmin, Jean-Louis Roux et Marie-Claude Asselin; à Toronto, où Bill Davis, jouant les Johnny Carson, promit sérieusement à son hôte français de renforcer les liens culturels entre l'Ontario et la France, qui est tout de même, a traduit l'interprète, «L'une des deux pays fondatrices du Canada»; ou à Chicoutimi, où un imposant service de sécurité (hélicoptère tournoyant dans le ciel, tireurs d'élite sur les toits...) s'énervait devant une foule paisible, qui était tout simplement curieuse de voir de près cette grande visite annoncée à grand renfort de publicité pendant toute la semaine; ou encore à ce dîner d'État offert par René Lévesque, à $75 le couvert, auquel assistaient 225 personnes, dont Riopelle, Louis Laberge et Victor-Lévy Beaulieu... Même Richard Hatfield a tenu à ce que son invité emporte chez lui un souvenir impérissable de son passage en Acadie, il lui a lu un texte exclusivement en français et il a consenti à faire toutes sortes de pirouettes administratives pour répondre au voeu du premier ministre de France de visiter un village acadien typique.

Un besoin de retour aux sources

La veille de sa visite à Bouctouche, devant des journalistes acadiens et québécois, qui cherchaient à comprendre pourquoi les Français insistaient autant pour chambarder l'horaire et faire ce long détour, Pierre Mauroy parlait d'un besoin de retour aux sources. «Le village exprime toujours mieux que la ville ce qui a été l'histoire et ce que sont les gens», commence-t-il.

Puis, il risque une explication sociologique: «Peut-être est-ce à cause du bris de la famille en nos temps modernes, qui fait que nous éprouvons le besoin de nous rattacher au passé. Ainsi, dans ma famille, il y a une continuité pendant des siècles, mes ancêtres habitent toujours dans la même région au nord de la France, ils sont bûcherons de père en fils, jusqu'à mon père, qui viendra à la ville et sera instituteur.»

Devant les Franco-Ontariens, devant les Acadiens et devant les Québécois, Pierre Mauroy parlera beaucoup et souvent de ce «dialogue avec nous-mêmes». Du «rameau issu du peuple français», qu'il retrouve avec émotion.

Mais, la conjoncture économique obligeant, le premier ministre de France n'avait pas placé son voyage sous le thème des retrouvailles sentimentales, mais plutôt sur la volonté de la France d'accroître les échanges entre le Canada et la France. Ils sont à 0,7% en ce moment, et on rêve les faire grimper à 2% d'ici à cinq ans. On le voit, la politique rapportera toujours plus que l'économique dans le triangle Paris-Ottawa-Québec. Et, il est bien évident qu'en dépit du fait que les discussions aient principalement portées sur l'économique, les résultats de ce voyage sont d'abord et avant tout politiques, chacun interprétant à son avantage le discours du premier ministre français.

Contrairement à son prédécesseur, Raymond Barre, M. Mauroy n'a pas cherché ses mots à Ottawa, il a tout de suite trouvé les formules pour plaire à M. Trudeau. «Nos liens privilégiés avec le Québec ne doivent en aucune façon entacher nos rapports avec le Canada, qui est un pays ami, avec lequel nous voulons avoir des relations normales». Ton bienveillant pour le gouvernement fédéral, et légèrement évasif pour le Québec, c'en fut assez pour que les «Feds» concluent que désormais la France favorisera l'axe Ottawa-Paris au détriment de Paris-Québec.

Lors d'une conférence de presse, en équilibre sur les deux pattes arrières de sa chaise, le premier ministre Trudeau pousse sa chance un peu plus loin et tente de compromettre son invité, en l'impliquant dans sa vision personnelle du Québec post-référendaire. Là, ce sera trop, et M. Mauroy priera son hôte de le laisser en dehors de cette histoire.

M. Trudeau ne sera d'ailleurs pas le dernier politicien canadien à vouloir tirer un avantage politique du voyage de M. Mauroy.

À Toronto, entre deux gorgées d'un grand cru de la péninsule du Niagara, le premier ministre de France porte un toast à la Reine du Canada et félicite le premier ministre ontarien pour ce qu'il fait pour le français dans sa province. M. Davis met ses 500,000 Franco-Ontariens dans sa pipe, et fume avec une douce délectation.

À Moncton, M. Mauroy remerciera Richard Hatfield pour «sa politique courageuse» à l'égard du français en Acadie; le premier ministre néo-brunswickois comprend mal le français, mais il a tôt fait de saisir le capital politique qu'il vient de se faire en cette avant-veille de campagne électorale, qu'il songe maintenant à mener dès le mois de juin.

Au Québec, Pierre Mauroy utilisera des mots qui feront dire à certains que la France épouse la thèse constitutionnelle du Parti québécois, alors, le premier ministre de France, prudent, rappellera que son pays ne veut, en aucun cas, se permettre la moindre ingérence dans les affaires internes du Canada.

Pas un voyage de l'ambiguité

Dès le départ, M. Mauroy a voulu que son voyage ne soit pas «celui de je ne sais quelle ambiguité, mais, au contraire, celui de la clarté», et il y sera parvenu au niveau des textes à tout le moins, tant dans ses déplacements au pays de l'érable qu'au pays de la fleur de lys.

Pesant bien chaque mot pour encourager les bonnes relations franco-canadiennes, pour clarifier et «normaliser» ses liens avec Ottawa, M. Mauroy s'est, en même temps, toujours bien gardé de ménager les susceptibilités québécoises. Chaque fois qu'on a tenté de lui faire dire ses préférences entre le Canada et le Québec, il a toujours répondu clairement que la France choisissait et le Québec et le Canada. Le premier ministre de France n'est ni pour ni contre René Lévesque, et il n'est ni pour ni contre Pierre Trudeau, bien au contraire, comme dirait l'autre.

Ce qui n'empêche pas toutefois que, pendant qu'aujourd'hui, à Matignon, Pierre Mauroy calcule et recalcule les répercussions économiques possibles de son long séjour au Canada, les politiciens canadiens, eux, récoltent déjà les dividendes politiques laissés par le voyage du premier ministre de France au Canada et au Québec.

«On n'a pas le temps de s'arrêter pour réfléchir»

■ La crise des cloches aux Communes d'Ottawa...ça vous rappelle quelque chose?

La démocratie canadienne était en cause!

Les conservateurs étaient en train de sauver le système parlementaire fédéral du mépris manifesté par le gouvernement libéral.



GILBERT LAVOIE

(de notre bureau d'Ottawa)

Roch LaSalle se portait à la défense des Québécois contre une autre agression fédérale, celle d'un projet de loi permettant à Ottawa d'exproprier un corridor de terrain au Québec pour permettre l'exportation de l'électricité de Terre-Neuve.

Les libéraux de leur côté nous protégeaient contre les dangers de la tentation totalitaire des conservateurs. Une simple concession et s'en serait fini du gouvernement par la majorité.

L'affrontement terminé, c'est la réforme parlementaire qui était devenue une urgence. Vous en avez entendu parler depuis? Probablement pas. La question devait être référée à un comité de la Chambre, mais elle fait encore l'objet de discussions informelles entre les leaders des partis aux Communes. Les libéraux avaient convenu d'en discuter à leur caucus de mercredi, mais la question a cédé le pas à d'autres préoccupations.

Il en est ainsi à tous les mois dans ce monde éphémère que constitue la Colline parlementaire fédérale.

Il y a un an, c'est le dialogue Nord-Sud et la réforme constitutionnelle qui passionaient les politiciens et les média. Le premier ministre préparait «SON» Sommet économique de Montebello en amenant la moitié de la presse parlementaire dans des périples internationaux en Europe, en Afrique, au Proche Orient et en Amérique du sud. Un comité de la Chambre des communes consacrait un temps précieux à la préparation d'un rapport sur le dialogue Nord-Sud. L'avenir de toute l'humanité était alors en cause.

Depuis septembre dernier, c'est à peine si la question a été soulevée par les média ou les dirigeants politiques de la capitale fédérale.

La même chose est en train de se reproduire dans le domaine constitutionnel. Maintenant que le rapatriement de la constitution est fait, plus personne ici ne songe sérieusement à ce qui pourrait constituer une véritable réforme constitutionnelle, impliquant le partage des pouvoirs et la réforme des institutions fédérales. Demandez donc à Jean Chrétien s'il désire conserver le portefeuille de la Justice pour mener la deuxième phase de la réforme constitutionnelle à terme. Vous aurez la réponse.

Les sujets «à la mode» ces temps-ci sur la Colline parlementaire revêtent un caractère tout aussi éphémère.

Les méga-projets «sables bitumineux, pipeline de l'Alaska» devaient être la solution au marasme économique actuel, dans la stratégie de développement économique que nous a présentée le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, dans son budget de novembre. Déprimés et à court d'idées, les députés fédéraux avaient été armés de chiffres fabuleux pour répondre aux questions angoissées des chômeurs de leurs comtés. Six mois plus tard, les plus grands méga-projets sont en train de s'effondrer, la politique énergétique fédérale nage dans l'incertain et le gouvernement ne peut même plus compter sur les revenus fiscaux accrus qu'il espérait retirer des ressources énergétiques pour réduire son déficit budgétaire.

La prochaine urgence

Au cours des semaines à venir, l'électorat canadien se verra servir de nouveaux thèmes politiques tous aussi «urgents» les uns que les autres.

Le désarmement en est un. Mais ce n'est même pas le conflit autour des îles Malouines qui cause tout à coup une telle préoccupation.

C'est tout simplement qu'on a décidé aux Nations Unies en 1978, de la tenue d'une autre conférence sur le désarmement en 1982. Le premier ministre Trudeau y prononcera un discours et la machine bureaucratique chargée de préparer la position de notre pays sur cette question noircit des memorandums et des rapport internes depuis plus d'un an. Les fonctionnaires impliqués admettent sous le sceau de l'anonymat qu'ils n'attendent pas grand chose de cette conférence. Malgré tout, les députés ont été mis à contribution et ont consacré trois mois de travail à la préparation de recommandations à l'endroit du gouvernement. Le premier ministre a admis cette semaine qu'il n'avait même pas lu le rapport. L'hiver dernier, il avait admis la même chose après la publication du rapport des Communes sur le dialogue nord-sud.

Les fonctionnaires font le travail, les média vulgarisent et dramatisent ces exercices intellectuels et les politiciens suivent. Dans six mois, on n'entendra plus parler du désarmement sur la Colline parlementaire.

Que font et que pensent nos élus dans ce tableau? Ils prononcent des discours rassurants et optimistes devant les clubs sociaux de leurs comtés mais ils reconnaissent leur impuissance et leur désarroi lorsqu'ils reviennent dans la capitale fédérale.

«On n'a pas le temps de s'arrêter pour réfléchir» confiait récemment un député de la région de Montréal. Le lundi, c'est le travail dans le bureau de comté et le reste de la semaine, c'est la course entre les réunions des comités parlementaires, les caucus, les sessions de la Chambre des communes, les votes etc. Quant aux fins de semaines, elles sont prises entre les inaugurations officielles, les activités politiques du comté, et la famille... quand il reste du temps.

Le sort des membres du cabinet n'est guère plus enviable, et même un ministre aussi détendu que Judy Erola reconnaissait cette semaine, sur un ton épuisé, qu'elle ne trouvait pas le temps de s'arrêter un peu de temps à autre pour réfléchir.

«Lorsque j'étais député, je pensais que les ministres détenaient le pouvoir» a confié un jour Pierre de Bané. «Mais depuis que je suis ministre, je me dis que le Premier ministre détient le pouvoir. Mais je n'en suis pas certain».

Après deux ans au pouvoir, l'actuel gouvernement nous offrira de nouveaux espoirs d'ici l'été, sous la forme d'un remaniement ministériel, et de nouveaux énoncés d'intentions pour relancer l'économie. Mais il y a de fortes chances alors, que les courses au leadership qui s'annoncent chez les libéraux et les conservateurs monopolisent l'attention de tout le monde. Pendant qu'on parle de ça, on oublie ses malheurs.

La récession s'accentue et on a conservé les habitudes de consommation des années 60



Marie-Josée Drouin
collaboration spéciale

■ Statistiques Canada annonçait cette semaine que la production nationale du Canada avait chuté plus rapidement au cours du premier trimestre de 1982 qu'au cours du quatrième trimestre de 1981. Déjà, au cours de ce dernier trimestre de 1981, le produit intérieur brut était tombé de 0,8% après une chute de 1,1% au trimestre précédent. Nous voilà donc subissant un troisième trimestre de contraction de notre production, en plein coeur de ce que les économistes définissent comme étant une récession. En fait, on appelle récession deux trimestres consécutifs de chute dans la production nationale. Le Canada en est déjà à son troisième trimestre.

Chose surprenante, les derniers chiffres qui nous étaient disponibles avaient démontré qu'en février dernier l'économie canadienne marquait une légère amélioration. La production nationale était passée à $116,745 millions (dollars de 1971) en février comparativement à $116,485 millions en janvier. On aurait pu penser que la récession tirait à sa fin.

Aujourd'hui, on se demande toujours si on sortira jamais de cette situation de stagnation, voire même de récession conjuguée à une inflation persistante. Certes on ne peut pas apporter une solution catégorique à ce problème. La stagflation est un produit des comportements, des politiques économiques, des théories, des attitudes que nous affichons et que nous défendons depuis déjà près de deux décennies.

Moyens financiers sapés partout

La prospérité de l'après-guerre et des années soixante a engendré une gamme de programmes destinés à nous rendre la vie plus aisée, plus confortable, plus facile. Aux promesses de protection, de soutien que nous faisait l'Etat-providence, on a substitué les exigences, les droits acquis de nombreux citoyens et de divers groupes de pression. Plus encore, la gamme de ces droits s'élargissait au point de saper les moyens financiers des gouvernements, à tous les niveaux.

Aujourd'hui, c'est à qui fera la première concession. Les médecins veulent maintenir et même accroître leur pouvoir d'achat, les travailleurs syndiqués rêvent de se rapprocher des médecins, les fonctionnaires défendent leurs salaires et leur sécurité d'emploi. On ne veut plus de coupures budgétaires, ni dans les services publics, ni dans les services sociaux, ni dans l'éducation. On repousse aussi vivement l'idée d'une augmentation des impôts. Bref, malgré que la prospérité et la vigueur économique des années 60 soient disparues, on en a conservé les habitudes de consommation.

En plus, certains chocs ont rendu beaucoup plus vulnérable l'économie canadienne. Evidemment, la crise du pétrole aurait pu, dans un pays riche en ressources énergétiques, nous ouvrir des options économiques intéressantes. Mais la crise du pétrole éclatait en octobre 1973 et il nous a fallu attendre l'automne 1980 pour en arriver à s'entendre sur un programme énergétique national. Entre-temps, on a tergiversé, on a tout fait pour éviter de nous plier aux nouvelles exigences du marché international du pétrole, on s'est montré hésitant et chancelant dans nos politiques de conservation. Bref, on choisissait de repousser l'échéancier plutôt que de s'adapter. Ainsi, aujourd'hui, alors que le prix international du pétrole tombe, nous subissons tout de même des hausses de prix parce que nous en sommes toujours à nous ajuster à l'augmentation qui a suivi la crise iranienne de 1979. C'est pourquoi, nous restons plus vulnérables aux pressions inflationnistes que ne le sont nos voisins du Sud. Aux Etats-Unis on croit que 1982 se terminera par un taux d'inflation d'environ 7 à 8%, au Canada, il serait fort surprenant que l'inflation tombe en deçà de 10%. On comprendra désormais que le dollar canadien sombre à $0,81 sur le marché américain.

Doit-on blâmer les gouvernements? Ce serait trop facile. L'opinion publique y est pour beaucoup de choses. Peut-on oublier que notre gouvernement fédéral actuel fut élu, en grande partie, parce qu'il promettait de repousser les hausses du prix du pétrole, en fait parce qu'il promettait de repousser l'échancier?

Parmi les autres chocs que nous subissons toujours, il faut inclure les changements fondamentaux qui ont remodelé l'ordre économique international. Plusieurs pays en voie d'industrialisation nous livrent une concurrence acharnée, non seulement dans des secteurs traditionnels comme la chaussure et le textile mais aussi dans des secteurs plus avancés comme l'électronique et l'acier. D'où l'urgence de moderniser notre appareil productif et de nous orienter plus efficacement vers de nouveaux secteurs de pointe et vers des services de plus en plus sophistiqués. A court terme, comme ce fut le cas pour le pétrole, il serait plus facile de nous isoler, d'imposer des barrières tarifaires et des contingentements. Mais, là encore, nous serons vite dépassés par les événements. Les exigences de notre société politique ne nous permettent pas de prendre un tel risque.

D'autant plus qu'il faut aussi s'adapter aux effets de la croissance démographique de l'après-guerre et à la venue sur le marché du travail d'un très grand nombre de femmes et de jeunes. La croissance de la main-d'oeuvre canadienne a été parmi les plus rapides de tous les pays de l'OCDE.

En plus, la prolifération des programmes gouvernementaux, la réglementation et l'intervention accrue de l'Etat conjuguées aux querelles constitutionnelles ont alourdi l'appareil gouvernemental — à tous les niveaux de gouvernement — de telle sorte que le processus décisionnel est bloqué ou à tout le moins sclérosé. Souvent la bureaucratisation des entreprises a eu des effets semblables sur le secteur privé. Ainsi nos institutions sont de moins en moins adaptées à notre époque.

Faut-il perdre espoir? La clé des années 80 repose sur la souplesse, l'habileté de bouger rapidement vers des secteurs à haute productivité, de combiner des activités économiques, de réaliser des synergies et aussi de se sortir le plus rapidement possible de ces secteurs qui alourdissent le système économique. Mais depuis vingt ans des habitudes contraires se sont installées et, sans une volonté politique clairement exprimée, on ne peut malheureusement pas penser que nos hommes politiques se montreront plus ouverts, plus flexibles que ne l'est l'électorat.

D'ici là, on continuera de parler de stagflation, de récession qui s'étire sur deux ou trois trimestres, de reprise momentanée, de poussée inflationniste, de taux d'intérêt volatiles, etc... Les changements qui s'imposent vont au-delà des cycles économiques.

Marie-Josée Drouin est économiste, directeur général de l'Institut Hudson et membre du conseil d'administration du Trust Général.

CINÉMA SANS COUPURES ET SANS PUBLICITÉ GRÂCE À LA COLLABORATION DE ALCAN

LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER

ALCAN

De Claude Miller
Avec
Patrick Dewaere
Patrick Bouchitey
Claude Piéplu
Christine Pascal

SAMEDI 1er MAI 22h30

8 Rouyn-Noranda
12 Val d'Or
15 Québec
17 Montréal
22 Rimouski
23 Chapeau
24 Sherbrooke
30 Hull
45 Trois-Rivières Câble 8

IMAGE PAR IMAGE
Radio Québec

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 1er MAI 1982

La guerre des «deux» cultures à Paris

■ PARIS — Les affrontements entre Québec et Ottawa ont trouvé à Paris un domaine privilégié quelque peu inattendu: la culture. Inattendu pour le public, les artistes et les créateurs: pour la majorité d'entre eux, l'essentiel reste de pouvoir monter (ou voir) un spectacle ou une exposition sans se demander si les subventions viennent de Québec ou d'Ottawa.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
(collaboration spéciale)

La culture québécoise a suffisamment de difficultés à percer à Paris pour qu'on juge souhaitable une certaine forme de collaboration entre les institutions du Québec et d'Ottawa. Au contraire, les deux «centres culturels» — le «Canadien» de la rue de Constantine et le «Québécois»de la rue du Bac semblent plus que jamais à couteaux tirés.

Ottawa dépense beaucoup à Paris

«Le gouvernement fédéral dépense des fortunes à Paris dans le domaine culturel, gronde-t-on, rue du Bac. Alors que la culture fait partie des compétences québécoises. Mais on fait tout pour faire apparaître la culture québécoise comme une manifestation provinciale dans le grand ensemble canadien...»

Rue de Constantine, on aurait plutôt tendance à se considérer victime de conflits politiques déplacés. Non seulement les gens du Centre canadien ne sont-ils jamais invités rue du Bac, mais encore on a soupçonné le Centre québécois de réajuster ses programmes pour «doubler» son concurrent. «Absurde!» vous répond la rue du Bac. Le résultat en tout cas est souvent le même. On a vu à quelques reprises deux activités similaires programmées même jour et même heure aux deux endroits (vernissage par exemple).

Ce qui a pour résultat de couper en deux le public potentiel (souvent le même) qui fréquente les deux centres. «Le Centre culturel canadien doit servir de rampe de lancement à des artistes canadiens, me dit Jean Herbiet, le nouveau directeur.

«Cela doit leur permettre de se faire connaître des critiques du milieu professionnel.» Il va sans dire que les critiques en question sont déjà sollicités chaque jour par cent manifestations différentes, et qu'il est plutôt absurde de se les disputer le même jour entre le Canada et le Québec — un choix qui ne les concerne guère.

La rue du Bac a d'autant plus matière à mauvaise humeur, que le Centre canadien a à la fois des moyens considérables et, depuis quelque temps notamment, des idées. Le règne de Gilles Lefebvre avait été marqué par un certain classicisme, pour ne pas dire conservatisme. L'interrègne d'Aline Legrand (80-81) par une nette baisse de régime: moins de manifestations, deux fois moins de visiteurs (2,000 au lieu de 4,000). Depuis septembre dernier et — en gros — l'installation de Jean Herbiet, on déborde d'activités et tout en continuant les activités traditionnelles (musique de chambre pas très grand public, expositions), on essaie de coiler davantage à l'actualité: un «vidéo» sur Gilles Carle au moment de la sortie des «Plouffe» par exemple. En février, gros succès avec un débat autour de «Marguerite Duras à Montréal» — plusieurs centaines de personnes. Il faut dire que le Conseil des arts avait défrayé le passage de trois critiques québécois venus exprès pour la circonstance.

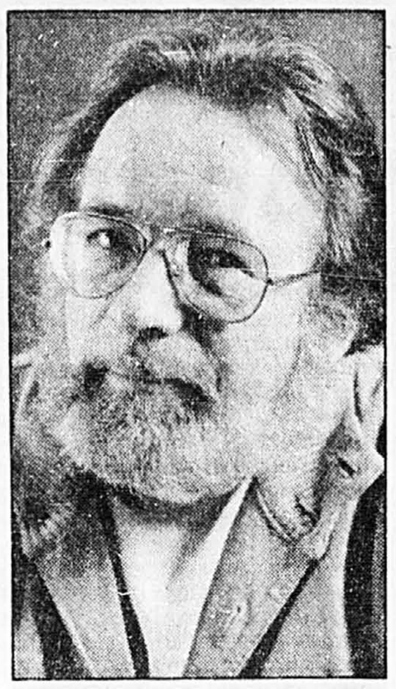
Les premiers à s'étonner

Qu'il s'agisse de cinéastes, de peintres, d'auteurs, la plupart d'entre eux se produisent ou exposent indifféremment rue du Bac ou rue de Constantine, et tout à fait indépendamment de leurs opinions politiques. A tort ou à raison, ils sont les premiers à s'étonner de se retrouver au milieu d'une querelle qui les dépasse et dont parfois ils font les frais. L'impact de manifestations culturelles canado-québécoises est déjà assez modeste pour qu'on ne le coupe pas de moitié. Qui d'ailleurs dans les milieux professionnels ou de la critique parisienne sait vraiment faire la différence entre les deux centres?

A vrai dire, dans cette affaire, les hostilités sont plus déclarées côté québécois. Côté canadien on est tout à fait disposé aux arrangements à l'amiable. Jean Herbiet, qui a été douze ans directeur du Théâtre français au Centre national des arts à Ottawa n'a guère le profil d'un fanatique militant fédéraliste. Les principaux responsables du centre non plus (pourquoi le seraient-ils plus que des journalistes ou responsables de Radio-Canada ou de l'Office national du film).

Mais l'oecuménisme de la rue de Constantine, c'est aussi qu'on le veuille ou non la sollicitude du puissant pour le faible — et inversement les susceptibilités du Centre québécois s'expliquent par la pauvreté: le Centre canadien a un budget de fonctionnement de $350,000 pour ses projets... et l'annexe culturelle québécoise $15,000, rue de Constantine. C'est un hôtel particulier luxueux de quatre étages, avec de belles salles d'exposition, un petit auditorium, une bibliothèque spacieuse. Le centre de la rue du Bac, même s'il est bien situé et plus directement ouvert au public, est de dimension beaucoup plus modeste.

Bien sûr, côté Québec, il y a des manifestations prises en charge de Québec par certains ministères — dont une exposition annuelle par les Affaires intergouvernementales. Mais cela n'a rien à voir avec les huit expositions annuelles (solo ou de groupe) amenées à grands frais du Canada rue de Constantine. Rue du Bac, mis à part les services autrefois logés à



Jean Herbiet, le nouveau directeur du Centre culturel canadien à Paris.

la délégation même (documentation), on fait presque dans le bénévolat, avec des auteurs ou artistes de passage qui «ne coûtent rien».

En comparaison, la rue du Bac doit le plus souvent se contenter de ce qui passe, ou des manifestations prévues par la délégation. On pourrait faire appel aux films québécois produits par l'ONF — ils sont gratuits. On le fait parfois, mais «pas trop souvent»: c'est mal vu d'être à la remorque des institutions fédérales.

Querelle absurde? Côté québécois, on ressent comme une intrusion dans le champ provincial cette débauche culturo-fédérale à Paris, et on la juge intolérable. Pendant que du côté canadien, on se donne le beau rôle avec des moyens beaucoup plus importants.

Il est vrai que là aussi on cherche parfois la guerre: Québec invite-t-il sept comédiens pour la sortie des «Plouffe», aussitôt l'ambassade fait venir Roger Lemelin et lui fait faire une tournée en province pour éviter de laisser le champ libre aux «séparatistes». Les arrière-pensées ne sont pas d'un seul côté. Il reste que les «intrusions fédérales» dans ce domaine ne se passent pas seulement à Paris — voir le Conseil des arts et l'ONF — et on peut se demander si Paris constitue le bon terrain pour ce genre de règlements de comptes.

DEMAIN L'AN 2000



Quelle façon de traiter du texte!

Yves Leclerc
(collaboration spéciale)

■ Je ne connais pratiquement pas de bureau aujourd'hui où le thème du traitement de texte n'est pas abordé de façon régulière... et je ne parle encore que de ceux où les «machines à écrire électroniques» n'ont pas encore envahi les surfaces des pupitres. Ce qui était un luxe et un appareil coûteux et exotique il y a deux ou trois ans à peine est maintenant un accessoire «normal», souvent considéré comme indispensable.

Dans la plupart des cas, les entreprises choisissent un des «quatre grands» des fabricants de traiteurs de texte (dont deux sont Montréalais), Micom, AES, Wang, ou Xerox. Et elles achètent donc des équipements spécialement dessinés pour cela, et ne devant servir qu'à cette seule fonction. De plus en plus, cependant, une autre option s'offre, qui tente particulièrement les petites et moyennes entreprises:

Il est désormais possible de s'équiper d'un petit ordinateur «à tout faire» pour le prix d'un «word processor» classique. En effet, les logiciels de traitement de texte offerts sur ces petites machines (que jusqu'à récemment on tendait à considérer comme des jouets) se comparent de plus en plus à ceux des équipements «professionnels». Cependant, il y a un an encore, cela n'était vrai que dans le reste de l'Amérique du Nord. Heureusement, c'est en train de le devenir ici aussi, grâce à un certain nombre d'adaptations faites au Québec pour apprendre aux microordinateurs à parler (et surtout à écrire) le français.

J'en connais au moins trois actuellement disponibles: l'Infobox, sur un «Superbrain» modifié d'Intertec, le «Stylographe» d'Investim sur SWTP, et enfin la version francisée du «Wordpro» de Commodore réalisée par Jacques Brun, dont je parlerai plus en détail parce que c'est la dernière que j'ai eu l'occasion de mettre à l'essai, et qu'elle comporte des caractéristiques inédites.

Disons tout de suite que le problème principal à résoudre, ce n'est pas tant de traduire les messages et les commandes du programme. Souvent, d'ailleurs, on ne prend même pas la peine de le faire, car pour l'utilisateur, les abbréviations deviennent vite de simples codes dénués de signification.

Un alphabet allongé

La vraie difficulté est celle des «caractères français». Les gens qui n'ont jamais eu à y faire face tendent à croire que le français utilise le même alphabet que l'anglais. Erreur, grossière erreur: alors que l'anglais n'a que 26 lettres, le français en a (typographiquement, du moins), 39. C'est-à-dire les mêmes 26, plus le C avec cédille, cinq voyelles avec accent circonflexe, trois avec accent grave, trois avec tréma, et une avec accent aigu.

Or, la plupart des écrans de terminaux d'ordinateurs sont incapables de reproduire tous ces caractères. Certains le peuvent, à la condition qu'on leur crée un nouveau «jeu de caractères» ou alphabet. Quelques-uns, enfin, sont «naturellement» bilingues ou multilingues.

Dans le cas des imprimantes ou machines à écrire qui servent à recopier sur papier le texte produit, la situation est moins difficile: toutes les imprimantes de qualité «lettre» peuvent reproduire l'alphabet français à peu près complet (parfois directement, parfois par surimpression de deux caractères). Et plusieurs des imprimantes économiques (à «aiguilles» ou «matrices») les plus récentes ont cette capacité à un plus ou moins large degré: Centronics, Epson, etc.

Quelle importance cela a-t-il? Après tout, bon nombre de gens se servent d'une machine à écrire anglaise et ajoutent des accents par après! Et si votre imprimante reproduit les accents français, qu'importe que votre écran ne le fasse pas?

Un traitement de texte a pour deux principaux avantages qu'il permet une rédaction et une correction beaucoup plus facile des textes, et qu'il en accélère grandement l'impression. Or, si d'une part quand vous voulez corriger ou simplement vous relire, votre écran ne vous montre qu'un charabia de codes à peu près incompréhensibles, c'est une bonne moitié de la valeur du traitement de texte qui s'envole; et si en plus il faut ajouter sur le papier des accents à la main page après page après page, voilà le gros de l'autre moitié perdu. Aussi bien retourner à votre Underwood traditionnelle.

Le gouvernement du Québec a encore compliqué la vie des traiteurs de texte en décrétant que dans le jeu de caractères français officiels, même les majuscules doivent pouvoir être accentuées. Ce que, à ma connaissance, aucun terminal au monde ne faisait jusqu'à maintenant, même pas (j'allais dire surtout pas) en France. Et que seul, pour autant que je sache, le Commodore de Jacques Brun fait actuellement sur écran.

Fantaisie au clavier

La seconde difficulté est celle du clavier. Depuis une douzaine d'années, les fabricants d'ordinateurs et de terminaux ont semblé prendre un plaisir démoniaque à développer chacun sa disposition non pas des lettres ordinaires, qui suivent le modèle standard appelé QWERTY, mais des «caractères spéciaux» utilisés par l'informatique, qui comprennent entre autres les lettres accentuées. Certains ont suivi tant bien que mal la disposition des machines à écrire «bilingues» auxquelles nous sommes habitués, d'autres ont ajouté un bloc de touches spéciales au clavier, certains enfin ont saupoudré les caractères additionnels au petit bonheur la chance, avec tant de poésie qu'il est impossible de s'y retrouver.

La solution de Brun est de suivre le plus près possible la disposition classique des machines à écrire (y compris la frappe à deux touches des accents grave et circonflexe, mais à une seule touche de l'e accent aigu). Ce qui coïncide presque exactement avec un nouveau standard encore peu connu du gouvernement fédéral, et qui constitue pour l'habitué des claviers mécaniques un retour agréable et rassurant en territoire connu, après des aventures sur diverses dispositions exotiques.

Pour le reste, le Commodore se présente comme une machine «tout en un» intégrant dans un boîtier unique clavier, écran et ordinateur central. Seules l'unité de disquettes et l'imprimante sont à part. Et le logiciel Wordpro (version 4+) se compare très correctement aux programmes des machines professionnelles. C'est-à-dire qu'il comprend la plupart des fonctions habituelles d'entrée de texte (insertion), de correction, de déplacement de lignes ou de blocs, de remplacement d'un mot ou groupe de mots par un autre, de combinaison et refonte de plusieurs textes en un seul, et enfin de mise en page (choix de marges, justifications, numérotation automatique des pages, double ou triple interligne, etc.).

Un dernier élément qu'il faudrait peut-être mentionner, c'est qu'en même temps que les microordinateurs se rapprochent des systèmes de traitement de texte, ceux-ci commencent à se donner des allures de microordinateurs, et à se «déspécialiser». Si bien que dans quelques années, il est possible brouillée qu'elle aura pratiquement disparu... et que toutes ces machines (souhaitons-le du moins) parlent français comme vous et moi.

LE MOUVEMENT PACIFISTE

Un cri du coeur contre l'absurdité

— 1 —

■ Une vague pacifiste sans précédent déferle sur l'Occident. Après avoir pris naissance en Europe de l'Ouest, à propos de l'implantation des nouvelles armes nucléaires américaines, voilà qu'elle se déploie maintenant avec force aux États-Unis, au sein même d'une des deux grandes puissances. Il y a quel-

ALBERT JUNEAU
collaboration spéciale

ques semaines, près d'un demi-million d'Allemands de l'Ouest ont protesté dans différentes villes du pays contre le réarmement nucléaire. Aux États-Unis, une résolution de MM. Edward Kennedy et Mark Harfield, en faveur d'un gel de la production des armements nucléaires, a déjà reçu l'adhésion de 22 sénateurs et de 150 représentants. Le mouvement a fait boule de neige dans divers États et plusieurs villes. Au même moment, un groupe d'hommes publics, dont l'ancien chef du Pentagone, M. Robert McNamara, proposaient que les États-Unis renoncent à utiliser les premiers l'arme atomique en cas de conflit.

Plus de trois tonnes d'explosif par habitant

À l'origine, la peur d'une épouvantable catastrophe, la peur de l'apocalypse nucléaire: l'arsenal nucléaire mondial comprend plus de trois tonnes d'explosif par habitant. Pour les pacifistes, il n'y a plus de rapport entre, d'une part, les besoins de défense et de dissuasion des États-Unis et de l'URSS et, d'autre part, la quantité, la puissance des armements accumulés.

L'étude la plus récente publiée par l'ONU sur ce sujet révèle des chiffres éloquents. En supposant une guerre totale, les pertes de vie humaine s'élèveraient entre 70 et 90 millions aux États-Unis et à 75 millions environ en URSS. Entre 70 p.c. et 65 p.c. du potentiel industriel serait détruit, sans compter les dommages à l'environnement [illegible] communications...). Qu'ajouteraient donc alors à la force de dissuasion des Américains ou des Soviétiques 1,000 ou 2,000 missiles supplémentaires? Ces sombres prévisions dépassent de loin les pires tragédies survenues lors du dernier conflit mondial.

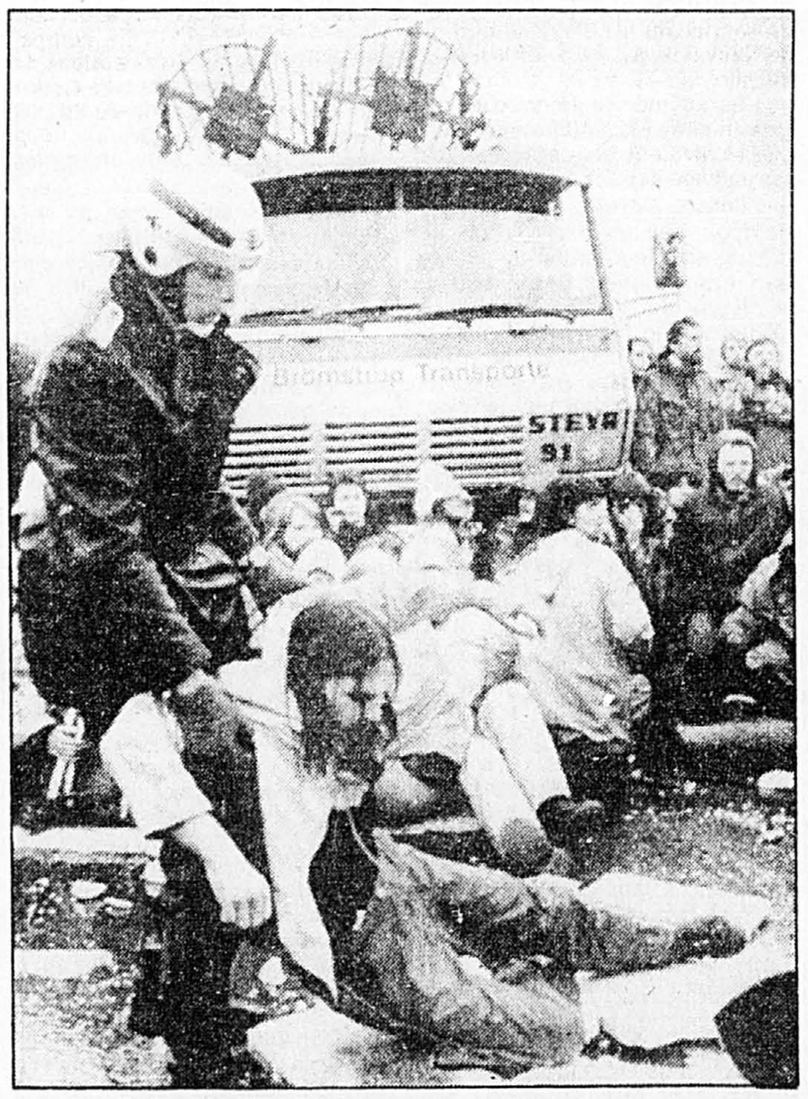
Plus encore, les développements futurs auront pour effet de banaliser l'arme nucléaire, c'est-à-dire de rendre son emploi plausible, parce que les tirs peuvent être plus précis et les charges plus faibles. Le Pershing-2 par exemple, que les Américains veulent implanter en Europe, porte une charge de 10 kilotonnes (Hiroshima 13 kt) et atteint sa cible à 30 mètres près. La bombe à neutrons et le missile de croisière appartiennent aussi à la nouvelle catégorie d'armements nucléaires légers, leurs effets sont largement réduits par rapport aux premiers engins atomiques.

Par ailleurs, les ententes réciproques entre les deux grandes puissances n'ont pas contribué à diminuer les risques. Les quinze traités et protocoles intervenus entre les États-Unis et l'URSS depuis 1963 visaient à consacrer un équilibre, mais toujours dans une perspective de surarmement. Au cours des dix dernières années, le nombre d'ogives nucléaires stratégiques est passé de 2,500 à 8,040 en URSS et de 5,700 à 9,480 aux États-Unis.

L'équilibre de la folie

La pensée du mouvement pacifiste fut clairement résumée par l'ancien directeur des négociations Salt II pour les États-Unis, M. Paul C. Warnke — aujourd'hui ardent pacifiste — lors d'une entrevue qu'il donna à l'hebdomadaire ouest-allemand «Der Spiegel» la semaine dernière. «Si nous pouvions maintenant, dit-il, au moyen d'une baguette magique, arrêter le surarmement nucléaire, nous obtiendrions ainsi beaucoup plus de sécurité. Car, peu importe le nombre d'armes nucléaires que nous continuerons à produire, les Soviétiques vont nous rejoindre. L'équilibre est toujours maintenu, mais à un niveau plus élevé», et il ajoute: «Aucune partie ne possède la supériorité nucléaire, aucune ne l'obtiendra.»

En somme, pour les pacifistes, la course actuelle aux armements est devenue une absurdité, parce que ni les États-Unis, ni l'URSS ne peuvent espérer prendre une avance décisive. Pourquoi alors



Près d'un demi-million d'Allemands de l'Ouest ont protesté récemment dans différentes villes du pays contre le réarmement nucléaire.
téléphoto UPI

continuer à accumuler tous ces stocks d'armes? Au-delà d'un certain niveau de surarmement, on passerait de l'équilibre de la terreur à l'équilibre de l'insensé ou de la folie. Bref, si l'arme nucléaire a eu un effet dissuasif indéniable jusqu'à maintenant et contribué à préserver la paix mondiale durant plus de 35 ans, elle serait en train de perdre ces vertus et de conduire l'humanité à la pire des catastrophes.

Mais un des traits fondamentaux de la vague pacifiste est qu'elle se manifeste uniquement en Occident. À part quelques éclats de voix en Allemagne de l'Est, c'est le calme le plus complet en Europe de l'Est et en URSS. Ce fait a une portée considérable, car en ouvrant un débat public sur la politique de défense, les Occidentaux créent un climat d'incertitude et d'hésitation qui risque d'affaiblir leurs positions vis-à-vis l'URSS. L'opinion publique occidentale peut alors devenir un enjeu déterminant dans le rapport de forces entre les deux grandes puissances. À cause de leur étanchéité, les régimes totalitaires jouissent d'un pouvoir de marchandage supérieur, face aux démocraties libérales, perméables et fluctuantes.

Ce qui se passe actuellement en Europe est révélateur à plus d'un point de vue. Depuis que le débat sur les euromissiles est engagé, les Soviétiques ont indéniablement marqué plusieurs points et supplantent les Américains, grâce à une diplomatie habile et résolue. Pour l'URSS, le mouvement pacifiste est devenu une donnée fondamentale qu'elle tente d'influencer et d'orienter selon ses intérêts. Une question se pose alors: où mène le pacifisme européen? Contribuera-t-il vraiment à un renouvellement des doctrines militaires suicidaires ou fera-t-il simplement le jeu de Moscou?

LUNDI: Le pacifisme fait-il le jeu de Moscou?

PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 1er MAI 1982

LA MAINMISE SUR L'ARCTIQUE

Les peuples du Nord s'intègrent mal à la vie industrielle

—1—

Le bar du seul hôtel de Resolute est plein. Il est minuit et dehors il fait clair. Le soleil s'est couché à dix heures du soir. Il se lèvera dans moins de trois heures.

A 2,100 milles au nord de Montréal dans l'océan Arctique, à ce temps-ci de l'année, il fait — 30 degrés à l'extérieur et la noirceur ne vient jamais.



MAURICE JANNARD

(de notre bureau d'Ottawa)

A l'intérieur du bar, l'on retrouve des Blancs et des Inuit. C'est l'heure de la fermeture mais les clients s'attardent. Le portier, plutôt costaud, commence à s'impatienter. Il s'adresse d'abord aux Inuit et leur dit de s'en aller. Seul un Inuk refusera de le faire. Pointant une table où sont installés des Blancs il dit: «Pourquoi eux, ils ne sortent pas?».

Le portier menace d'appeller la Gendarmerie royale et le traite «d'ordure». L'Inuk va prendre place à une autre table. Poliment, le gardien demande aux autres clients de partir. L'Inuk sort en même temps qu'eux.

De telles scènes se vivent quotidiennement dans les localités nordiques, comme il fut constaté trois jours plus tard à Yellowknife, près de 1,000 milles au sud-ouest de Resolute. Ce soir-là, les premiers clients d'un bar mis à la porte seront des Indiens et des Métis.

A l'invitation du gouvernement fédéral, une vingtaine de journalistes de tous les coins du pays font une tournée d'une semaine complète dans l'Arctique canadien. Le but du voyage est de voir sur place le développement industriel (mines et puits de forage) qui s'amorce au nord du 60e parallèle.

La région renferme des quantités fabuleuses de toutes sortes de métaux, indispensables à l'avenir de la société industrielle. Les réserves de pétrole et de gaz sous les glaces et le sol gelé en permanence sont évaluées à des dizaines de milliards de dollars.

Mais, en attendant que toutes les belles promesses se matérialisent, l'immédiat prend une tournure moins reluisante. L'implantation industrielle bouscule et dérange une nature d'une beauté inouïe et fragile où des peuples sont installés depuis des millénaires. Les Inuit, par exemple, y vivent depuis 4,000 ans.

Esquimau vient d'un mot indien, repris par les gens du Sud, qui signifie «mangeur de viande crue». Eux se désignent par inuit, qui veut dire «le peuple». Au singulier, inuk signifie «la personne». Les compagnies et le gouvernement fédéral espèrent que les autochtones s'intégreront à la vie industrielle telle qu'elle est conçue dans le Sud.

Toutefois, le succès dans ce domaine est loin d'être ce que prétend la propagande gouvernementale. La société basée sur le travail de neuf à cinq heures n'intéresse qu'une minorité d'autochtones. La plupart d'entre eux préfèrent conserver leur mode de vie traditionnelle (chasse et pêche) pour se subvenir. Même si la motoneige et le téléviseur ne sont pas rares dans leur demeure.

L'expérience tentée avec les Inuit à la mine de Nanisivik, localité située dans la partie nord de l'île de Baffin, est éloquente.

L'heure des expériences

La mine a débuté sa production en 1976 et l'objectif initial était d'avoir un personnel composé à 60 pour cent d'Inuit. Comme l'a affirmé le gérant de la mine, Wolf Rustig, après sept ans, il n'y a que 25 pour cent d'autochtones dans la main-d'oeuvre.

Rustig élabore: «De toute évidence, nous n'avons pas réussi et il y aurait mille raisons pour expliquer cet échec. Mais, il est certain au départ que le travail de huit à cinq heures ne plait pas aux Inuit».

Celui-ci espère que la prochaine génération d'autochtones, qui sera plus instruite, s'adaptera plus facilement au mode industriel.

La production minière à Nanisivik devait durer vingt ans et là aussi il y a eu erreur de calcul. La mine terminera ses activités dans cinq ans et la compagnie devra démanteler toutes les installations et les équipements communautaires. «Il semble que le géologue ait mal évalué les réserves», confie à LA PRESSE un représentant fédéral.

Le projet a coûté $60 millions, dont une bonne partie a été financée par Ottawa.

Le problème de recrutement des Inuit et Indiens se pose ailleurs aussi. Aux puits de forage de la Dome Petroleum dans la mer de Beaufort ou ceux de la Panarctic sur l'île Melville, les représentants des compagnies afffichent ouvertement leur insuccès. Ce qui décourage le plus les compagnies, c'est de voir les Indiens et Inuit quitter le travail à chaque mois de juin et partir à la chasse et à la pêche pour plusieurs mois.

Il s'agit pourtant d'une activité essentielle puisque chaque famille, au complet, part durant les mois d'été chercher la nourriture dont elle aura de besoin pour le restant de l'année.

Le président de l'Association des Indiens dénés, George Erasmus, souligne que ce sont surtout les jeunes et les célibataires qui vont travailler dans l'industrie. «Ils y vont pour faire un coup d'argent, dit-il, car nos deux sociétés sont bien différentes et nos gens ne peuvent s'intégrer».

Erasmus affirme que le déracinement est la source de l'alcoolisme chez les autochtones.

Le leader déné pense également qu'Ottawa ne fait pas beaucoup pour conserver le mode de vie des peuples du Nord. «Pourquoi Revenu Canada poursuit-il les trappeurs pour qu'ils remplissent des rapports d'impôts, souvent des années en arrière, eux qui ne ne peuvent ni lire ni écrire?».

Bien qu'il semble apparent que le gouvernement et les compagnies prennent des précautions, la venue de l'industrie dans le Grand Nord sera toujours source de violence pour ces peuples.

Un haut-fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes déclarait il y a quelque temps qu'il faudrait au moins sept générations pour que les autochtones changent complètement de mode de vie. Il avait probablement raison.

LUNDI: Des projets à remplir un conte de fée.

Des salaires annuels de $45,000

Pour amener des ouvriers spécialisés à s'isoler dans le Grand Nord et à travailler à des températures de -50 degrés l'hiver, les compagnies doivent offrir des salaires et des avantages peu ordinaires.

Mais la semaine de travail est longue! Comme dit la publicité de la compagnie Cominco, qui exploite la mine Polaris à 2,100 au nord de Montréal dans l'Arctique, pour gagner un salaire de $48.000 par année, un homme de métier doit être prêt à travailler 66 heures par semaine pendant dix semaines de suite.

Après ce temps, il pourra passer deux semaines dans sa famille et le transport est payé jusqu'à l'aéroport le plus proche de sa demeure. A la mine Polaris, le salaire de base est de $14.09 de l'heure pour un ouvrier spécialisé et $9.59 pour un journalier.

Ces conditions sont assez semblables à celles que l'on retrouve dans les autres mines, sur les plates-formes de forage et dans les campements de base des compagnies de pétrole. Le salaire annuel dans l'Arctique atteint facilement $45,000 et les heures de travail varient entre dix et douze heures par jour.

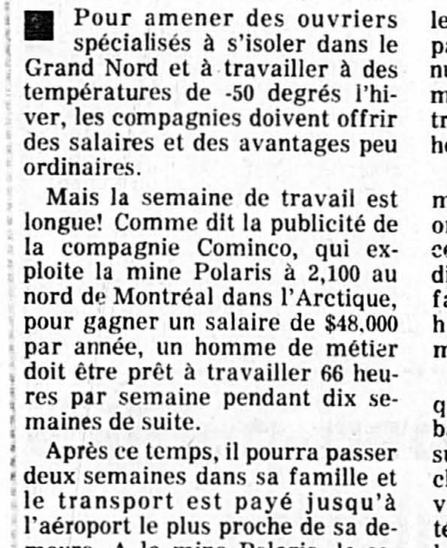
Rencontré à la cafétéria de la mine Polaris, un mineur originaire de Val-d'Or, travaille à cet endroit depuis neuf mois et se dit très satisfait. «Ça fait mon affaire, souligne-t-il, d'avoir des heures aussi longues. Ça fait moins de temps à passer le soir».

Par contre, trois francophones qui travaillent au campement de base de la compagnie Panarctic, sur l'île Melville, se sentent loin de chez eux. «S'il y avait eu du travail au Québec, on y serait restés», disent les trois. Ils travaillent dans la cuisine et leur salaire annuel varie entre $18,000 et $22,000 par année, à raison de dix heures par jour, sept jours par semaine.

Les trois estiment, toutefois, que pour ce genre de travail ils ne réussiraient pas à gagner autant dans leur province natale. Après avoir quitté le Québec ils sont allés s'installer à Calgary. Ils étaient manifestement ravis de rencontrer des journalistes du Québec et de parler français, ce qui ne leur arrivait pas souvent au camp de la Panarctic. Leurs deux semaines de congé régulières, ils les passent à Edmonton ou Calgary.

Quant à Rick Luciani, de Montréal, il travaille dans le Nord depuis cinq ans. Il est actuellement au service du personnel à la mine de Nanisivik, à plus de 1,900 milles au nord de Montréal. Il souligne que le taux de roulement chez les travailleurs est de 60 pour cent, c'est-à-dire que six personnes sur dix doivent être remplacées chaque année.

Il soutient que ce taux n'est pas élevé comparé à d'autres endroits. Il a déjà travaillé dans l'Ungava pour la Société Asbestos et dit que le roulement dépassait souvent 100 pour cent.



Marc Laurendeau

(collaboration spéciale)

Le manifeste du PLQ définit des balises pour le leadership

En lançant son projet de manifeste intitulé «Prendre les devants», la Commission politique du Parti libéral du Québec ne divulgue pas une découverte aussi mirobolante que celle de la poudre à canon. Mais, par contre, en axant toute sa démarche sur la croissance économique et la productivité, la Commission politique dote la formation d'un document bien construit, réaliste, inspiré d'un certain flair et capable de recueillir une large adhésion populaire.

La trame du projet de manifeste réfère constamment à la Révolution tranquille. Il s'agit de perfectionner les secteurs où les objectifs des réformes ont été atteints (services sociaux et de santé, affirmation de la culture québécoise), de corriger les secteurs où la Révolution tranquille est allée trop loin (taille de la bureaucratie et trou dans les finances publiques), de transformer les secteurs où les objectifs de la Révolution tranquille ont été faussés, déviés de leur trajectoire (utilisation d'Hydro-Québec pour financer les déficits, relations de travail, etc.) et de défricher les secteurs où la réalisation des objectifs est restée en plan (l'économie en particulier).

Cette nostalgie de la Révolution tranquille à retrouver et à refaire, va parfois jusqu'à présenter le gouvernement Lévesque comme l'incarnation du néo-duplessisme. Constamment, le projet de manifeste identifie les objectifs de l'avenir à la Révolution tranquille, au second virage qu'il s'agit de ne pas rater à cause du nationalisme obsessif.

Retour aux débuts du régime Bourassa

Lorsqu'on y réfléchit un peu, cette idéologie de la croissance économique nous ramène plutôt aux débuts du régime Bourassa, qui promettait une maximisation des chances d'emploi. La Révolution tranquille, pour sa part, avait été une modernisation des structures de l'État québécois, devant lui permettre de ne pas manquer le bateau de l'ère industrielle. Le Parti québécois, à cause de personnages comme MM. René Lévesque et Jacques Parizeau, s'est souvent identifié lui aussi à la Révolution tranquille. Plusieurs textes gouvernementaux comme du parti ont revendiqué cet héritage. On peut constater que, des deux côtés de la barricade, il n'y a pas, ces temps-ci, une profusion d'idées nouvelles ou de thèmes inédits.

Le projet de manifeste du PLQ ne se contente pas de mettre l'accent sur la croissance économique. Il propose une vision large, laquelle sent moins le réflexe protectionniste, le repli vers les minorités ethniques et les milieux d'affaires qui transparaissait dans le manifeste libéral de 1977 intitulé «Le Québec des libertés».

Traditionnellement, depuis 1960, la Commission politique du PLQ est un instrument capital au sein du PLQ pour définir les situations et les programmes. À cet égard, les idées apportées par les 20 membres actuels de la Commission (comprenant deux députés, MM. Pierre Fortin et Christos Sirros) et rigoureusement mises en forme par le président Me René Dusseault et l'économiste Ghislain Fortin, renouent avec un passé de dynamisme qui a caractérisé cette commission.

Un détail saute cependant aux yeux. Alors que le chef du PLQ avait gardé la main haute sur la rédaction de la politique constitutionnelle de son parti (Livre beige) et même sur le programme socio-économique à l'approche des élections (Livre rouge), la préparation du projet de manifeste semble s'être faite hors de son contrôle et de son influence quotidienne. En conférence de presse jeudi, on constatait que Me Dusseault était nettement plus en verve pour expliquer le manifeste. M. Ryan s'est contenté d'une approbation très générale. Il a d'ailleurs nuancé l'exposé de Me Dusseault en affirmant que le Livre rouge pourrait de nouveau servir de base à la rédaction du futur programme.

Un changement de leadership pas exclu

Rien n'exclut que le manifeste «Prendre les devants», par les solutions qu'il propose, n'appelle implicitement un changement de leadership. Bien sûr, M. Claude Ryan avait été triomphalement porté à la direction du PLQ pour doter cette formation d'une pensée rigoureuse et d'une recherche d'intégrité. En toute justice, l'on doit reconnaître qu'il a livré la marchandise. Mais son arrivée au PLQ s'est faite dans un contexte où la population, majoritairement favorable au fédéralisme renouvelé, pouvait accueillir avec enthousiasme un homme capable de proposer une formule médiane originale. Aujourd'hui, elle peut difficilement supporter qu'on lui parle encore de Constitution.

Les préoccupations se sont déplacées vers le terrain économique. L'ingratitude de la vie politique est telle que le PLQ pourrait se mettre à la recherche d'un leader capable d'incarner l'idéal de prospérité, de réussite économique. Depuis longtemps, M. Robert Bourassa, l'ancien premier ministre, s'est placé en piste. Ses discours exploitent le thème de la prospérité.

Mais il n'est évidemment pas le seul à manier cet idéal de croissance. Dans les consultations officieuses, des membres du PLQ ont commencé à sonder la disponibilité d'hommes d'affaires et de dirigeants d'entreprise. Ainsi, l'ex-président des HEC, M. Pierre Laurin, par exemple, aurait exprimé un refus. Mais les démarches se poursuivent ailleurs.

On se réjouit que la Commission politique du PLQ ait évité le piège du simplisme et n'ait pas sombré dans les théories néo-conservatrices à la Reagan. En cela, elle s'accorde avec le chef, M. Claude Ryan, et évite de reléguer le PLQ trop à droite de l'échiquier. À titre de réserves, notons que les outils de croissance ne sont pas décrits dans le détail. Le PLQ s'engage plutôt, dans ce premier stade, à créer une expansion, un climat favorable aux investissements.

En matière constitutionnelle, le projet de manifeste propose de modifier le fédéralisme, de l'infléchir (par des négociations et par la présence de Québécois à Ottawa) dans le sens des intérêts du Québec. Il s'agirait d'utiliser les ressources de la Cour suprême et du Sénat réformé (Conseil fédéral, selon le PLQ). Mais l'on ne doit guère se faire d'illusions à court terme sur cet espace de respiration recherché par le Québec. Ni le PLQ ni le PQ n'obtiendront plus de pouvoirs tant que M. Pierre Trudeau restera en poste. L'expérience a prouvé que les plus beaux projets prennent très vite le chemin des tablettes.



Lysiane Gagnon

Un coup bas aux syndicats

En refusant de respecter sa propre signature au bas des contrats qui le lient à ses syndiqués du secteur public, le gouvernement Lévesque vient d'envenimer pour très longtemps le climat déjà mauvais des relations de travail.

Le pire patron, pour un syndicat, c'est un patron qui n'a pas de crédibilité, qui ne respecte pas ses engagements et à qui l'on ne peut se fier. Telle est désormais l'image qu'aura l'Etat-employeur, et cela, pour longtemps. Dorénavant, les leaders syndicaux les plus radicaux seront toujours justifiés de dire à leurs troupes qu'il ne faut pas faire de quartier à un interlocuteur qui, dans un geste sans précédent mais qui risque hélas d'avoir valeur de précédent, a décidé un jour de ne pas respecter sa parole, et qui retire d'autorité des avantages qu'il avait librement consentis dans le processus de négociation.

Ce geste-là, de fait, est infiniment plus grave que le revirement des premiers ministres anglophones au sommet d'Ottawa, qui sont revenus sur leur parole à l'endroit du Québec, mais cela dans un contexte d'alliances et de contre-alliances politiques qui n'ont rien à voir avec l'engagement formel que représente une convention collective dûment signée, et qui ont «déchiré» non pas un contrat mais un «traité» d'alliance ponctuelle qui était parfaitement susceptible d'être révisé d'ici à la conclusion des négociations constitutionnelles.

Or, quand on se rappelle la façon dont le gouvernement Lévesque a vécu cette soi-disant «trahison» du Canada anglais, avec des hauts cris dramatiques de vierge offensée, à coup de crises de nerfs, de démissions et de dépressions...Il est tristement comique de le voir appliquer six mois après le même traitement à ses propres employés!

• • •

Mais au fait, pourquoi avoir attendu six mois pour «proposer» aux syndicats la réouverture des conventions? Tout à coup ça pressait, il fallait que tout le monde se décide d'ici deux semaines. Mais cette idée-là, le premier ministre l'avait en tête depuis le début de décembre au moins, il en avait parlé dans une interview exclusive à LA PRESSE, selon la bonne vieille technique du ballon d'essai. Pourquoi ne pas avoir entrepris à ce moment-là des négociations avec les syndicats, au lieu de les acculer au pied du mur à la dernière minute? Etait-ce pour se donner le temps de mettre en scène cette grosse entreprise de conditionnement de l'opinion publique que constituent les «sommets» économiques? Etait-ce pour se donner le temps de fixer dans l'opinion l'image des gros méchants syndiqués privilégiés, nouveaux boucs émissaires de la crise, et pour bien les culpabiliser?...

Ces derniers en tout cas ont réagi avec une dignité remarquable, malgré ce que toute la démarche gouvernementale a de scandaleux. Et ils ont bien raison de refuser une entente à l'amiable: qu'ils laissent au gouvernement l'odieux de présenter une loi à l'Assemblée nationale pour renier sa propre parole.

• • •

Car s'il est indéniable que les employés du secteur public sont à tous égards favorisés par rapport à ceux de l'entreprise privée, il faut bien voir que c'est le gouvernement et lui seul qui en est responsable. Les syndicats n'ont fait que jouer le jeu normal de la négociation en demandant beaucoup, et en faisant des grèves dans les secteurs les plus névralgiques — des grèves dont l'exercice a été facilité par les lois ineptes du même gouvernement, qui a toléré avec une inconscience inouïe que les plus faibles, les malades, soient ainsi pris en otage.

Qui a consenti aux syndicats un régime de sécurité d'emploi sans équivalent nulle part au monde (la permanence après deux ans, la garantie à vie d'un emploi à l'intérieur d'un rayon de 50 kilomètres ou alors la mise en disponibilité à plein salaire)? Qui a consenti aux syndicats l'indexation plus l'enrichissement, la détermination rigide de la notion de «poste» qui coûte des sommes astronomiques en empêchant la mobilité à l'intérieur d'un établissement? Qui leur a consenti des congés parentaux qui constituent davantage, à ce qu'on sache, des vacances supplémentaires que des occasions de partage réel des tâches au sein des foyers?

Mieux encore, c'est presque sans avoir à faire de pression sur le gouvernement que le front commun syndical a obtenu ces concessions dont certaines, au dire de ses propres négociateurs, n'étaient même pas jugées prioritaires. Les conventions ont été signées quelque temps avant l'ouverture de la campagne référendaire, et à cette époque le militantisme syndical était loin d'être à son maximum: il y avait eu moins de jours de grève en milieu hospitalier qu'au cours des négociations précédentes, les enseignants n'étaient pas portés à débrayer, et c'était un secret de polichinelle que les syndiqués de la base, plutôt péquistes et pour le «oui», ne voulaient pas de levée de boucliers contre le gouvernement à la veille du référendum.

Mais la psychose gouvernementale était telle, concernant le moindre risque de débrayages massifs avant le référendum, qu'on a signé, littéralement, n'importe quoi. Et qui plus est, avec satisfaction! Ré-écoutons ce commentaire du ministre des Finances, M. Parizeau, lors de la présentation du budget pré-référendaire du 25 mars 1980: *«Ce sont là des augmentations que l'Etat peut porter sans renoncer à continuer de baisser les impôts...Le gouvernement émerge de ces négociations avec l'impression d'avoir été un valable gardien des fonds publics et de n'avoir pas, tel le précédent gouvernement, cédé à la tentation de faciliter une échéance électorale.»*... C'est à mourir de rire: à l'époque même où ce «valable gardien des fonds publics» pratiquait des politiques expansionnistes, toutes les autres administrations avaient déjà commencé depuis un an au moins à mettre la pédale douce sur l'augmentation des dépenses publiques, les syndiqués du secteur privé savaient déjà que l'enrichissement n'était plus possible et le commun des mortels commençait déjà à essayer de se prémunir contre l'inflation. Car le gouvernement Lévesque aura beau invoquer la flambée imprévue des taux d'intérêts, il est faux de dire que la situation actuelle ne pouvait pas être prévue au moins dans une certaine mesure, la preuve en étant que le Québec, de toutes les administrations subissant les mêmes taux d'intérêts et la même récession, est la seule à se voir incapable de rencontrer ses engagements.

• • •

Mais le pire, dans cette histoire, c'est que ce coup bas que vient de porter le gouvernement aux syndicats va avoir d'épouvantables répercussions sur la population, et ce, de deux façons. D'une part, les services publics risquent d'être secoués par des grèves plus violentes que jamais. D'autre part, après ce coup porté aux syndicats, le gouvernement voudra les ménager sur d'autres plans, et n'osera pas procéder aux révisions qui s'imposent pour protéger les malades contre les grèves. C'est exactement l'inverse qu'un «bon» gouvernement aurait fait: il aurait réfléchi à ses engagements, respecté sa parole et les contrats signés, et protégé la population, en instituant pour régir les grèves dans les services de santé un régime clair, [illegible] viendrons la semaine prochaine.

D'ici là, souhaitons-nous entre nous, nous tous et toutes qui ne sommes pas des gens de pouvoir mais qui faisons les frais de toutes les luttes de pouvoir, une heureuse fête des Travailleurs...



Téléphoto CP

DROIT DE VETO DU QUEBEC

Trudeau conseille à Lévesque d'en discuter avec ses homologues

■ OTTAWA (PC) — Le premier ministre Trudeau n'a pas l'intention de convoquer une conférence constitutionnelle pour changer la formule d'amendement de manière à ce que le Québec ait un droit de véto.

Toutefois, a-t-il dit, hier en conférence de presse, le premier ministre Lévesque pourrait, à la réunion annuelle des premiers ministres provinciaux, en août, tenter de ramener le sujet à l'ordre du jour sur la base du fait que le gouvernement fédéral est disposé à revenir en arrière pour défendre la formule de Victoria (qui notamment donne un droit de véto au Québec).

"M. Lévesque devrait indiquer qu'il regrette d'avoir accepté la formule de Vancouver (qui permet à une province de ne pas souscrire à un amendement constitutionnel affectant ses pouvoirs moyennant une compensation financière dans les domaines d'éducation et de culture) et espérons-le, les autres premiers ministres l'écouteront", a dit M. Trudeau.

Il a déclaré qu'il serait d'accord pour ajouter cette question à l'ordre du jour de la conférence constitutionnelle prévue d'ici un an sur la question des droits aborigènes, mais qu'il faudra que ce soit M. Lévesque et les autres premiers ministres qui en fassent la demande.

"M. Lévesque devra montrer ses couleurs d'abord et se demander s'il veut réellement améliorer la constitution canadienne, ou s'il veut que le Québec se retire du Canada", a dit M. Trudeau.

Par ailleurs, le premier ministre Trudeau a laissé plusieurs députés libéraux pantois cette semaine quand il annoncé à son caucus qu'il ne prévoyait pas se retirer avant au moins deux ans.

Plusieurs députés se demandaient, hier,si le premier ministre ne blaguait pas et voulait simplement confondre un peu plus ceux qui spéculent sur la date de son départ.

M. Trudeau aurait dit à son caucus d'arrêter de faire des spéculations sur le moment de son départ qu'il voulait briser le record de longévité politique de Sir Wilfrid Laurier.

M. Laurier a été 15 ans et trois mois premier ministre; M. Trudeau n'a quitté son poste que neuf mois au cours des 14 dernières années.

Un député présent a confié: "Je ne savais pas comment prendre ça".

Selon un autre, c'est le sénateur Keith Davey qui a laissé filtrer l'information.

Le stratège libéral désire en effet que M. Trudeau se présente aux prochaines élections.

NOTES POLITIQUES



Jacques Bouchard

«Mon travail à *La Presse* n'est pas encore terminé»

ROGER-D. LANDRY

■ Pour l'instant du moins, il n'est pas question que le président-directeur général et éditeur du quotidien LA PRESSE, M. Roger- D. Landry, envisage de briguer la direction du Parti libéral du Québec.

Interrogé à ce sujet à la suite des récentes rumeurs selon lesquelles il avait été pressenti pour remplacer l'actuel chef du PLQ, Claude Ryan, le président de la PRESSE a été clair: «J'aime et j'adore le travail que je fais actuellement. Pour moi, mon travail ici n'est pas encore terminé. Nous sommes sur le chemin de la relance de l'entreprise et il reste encore bien des choses à faire», a-t-il affirmé. Il devait aussi ajouter qu'il devait tenir compte, dans les décisions qu'il aura à prendre prochainement, de l'équipe qui l'a secondé dans son travail de restructuration du journal entrepris il y a 18 mois.

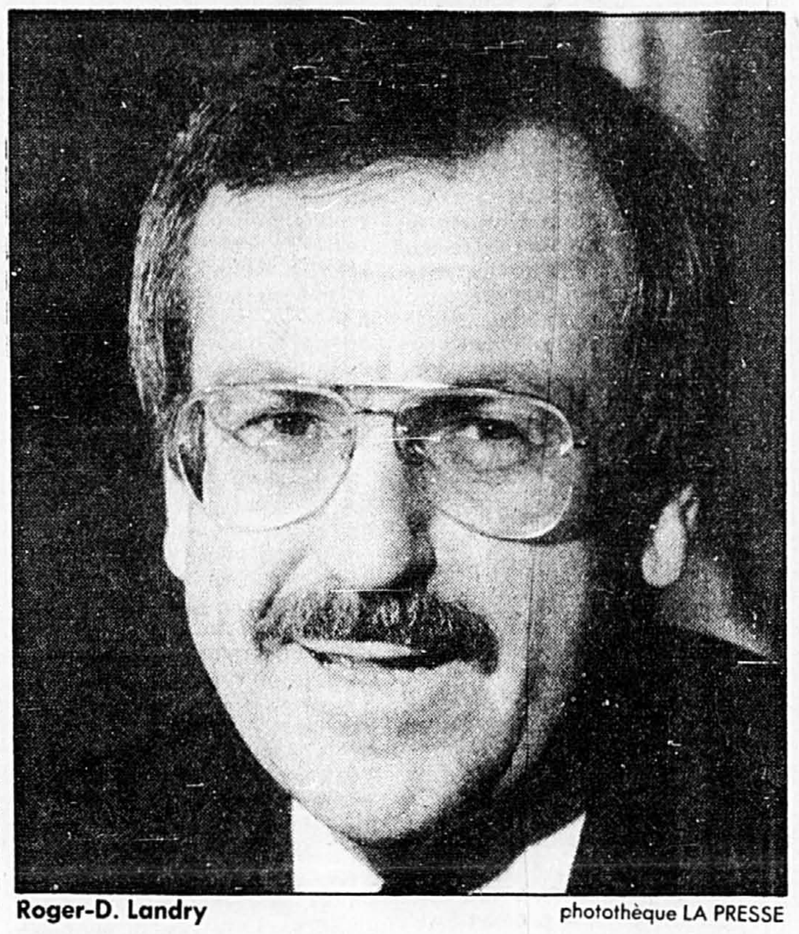
Dans les conditions actuelles, M. Landry a affirmé qu'il n'était pas enclin du tout à accepter l'idée de quitter LA PRESSE et son équipe, bien qu'il ne soit pas l'homme à refuser les nouveaux défis, comme celui de diriger la province, dans cette période difficile que nous traversons. Mais il serait prêt à accepter ce défi, semble-t-il, si cette proposition lui était faite plus tard.

Mais s'il laisse passer la chance qui semble lui être offerte, il serait alors un peu tard pour lui de faire le saut en politique active. M. Landry a 47 ans.

Comme éditeur de LA PRESSE, a souligné M. Landry, «je ne peux décemment laisser courrir cette rumeur, car j'ai des responsabilités auprès de nos lecteurs».

«J'ai un job que j'aime, et nous commencons à peine à LA PRESSE à sortir de de nos difficultés financières et de réorganisation. Pour l'instant, je n'ai pas le temps de m'attarder à regarder cette possibilité», a-t-il précisé.

D'autant plus, a ajouté M. Landry, que M. Claude Ryan est toujours le chef de cette formation politique et que son avenir devrait être décidé par les militants à l'occasion du congrès général du parti qui aura lieu, en septembre, dans la Vieille capitale.



Roger-D. Landry — photothèque LA PRESSE

Volonté populaire

Ceci étant dit, il est manifeste, selon les propos recueillis, que M. Landry a en effet été «officieusement» approché par certaines instances du PLQ pour prendre la relève de Claude Ryan, dont le leadership est maintenant ouvertement contesté sur la place publique.

Et si jamais, comme cela pourrait être le cas prochainement, il y avait une certaine unanimité autour de son nom, M. Roger- D. Landry, a clairement indiqué, hier, qu'il prendrait le temps de réfléchir et de consulter certains collaborateurs avant de prendre une décision.

Reconnu comme un brillant administrateur, un homme pratique qui colle à la réalité, certains estiment qu'il serait le candidat idéal pour reporter le PLQ au pouvoir et redresser l'administration de la province, qui donne de plus en plus de la bande avec le gouvernement péquiste.

D'ailleurs, selon les derniers sondages, dont l'un a été publié dans LA PRESSE, on note chez la population un désenchantement certain face aux politiciensa traditionnels. A cet égard il a été nettement démontré que les gens sont désabusés de l'attitude manifestée par les vieux politiciens.

M. Landry jouirait donc de l'avantage d'être un homme neuf dans la vie politique québécoise, ce qui dans le contexte actuel, ne pourrait être qu'un facteur extrêmement favorable. Il aurait du moins l'avantage de partir avec un préjugé favorable.

Plusieurs noms

Le nom de M. Roger-D. Landry s'ajoute donc à plusieurs autres qui circulent déjà comme des aspirants potentiels à la sucession de Claude Ryan, qui ne peut plus maintenant espérer se maintenir à la barre du PLQ.

Les principaux noms qui ont été cités depuis quelques mois sont ceux de Claude Castonguay, exministre des Affaires sociales, Robert Bourassa, Raymond Garneau, Pierre Lortie, président de la Bourse de Montréal. A l'exception de Pierre Lortie, les autres personnes mentionnées ont l'handicap certain de faire partie du régime qui a précédé celui du Parti québécois.

Il est donc permis de croire, qu'une certaine unanimité se dessine chez les libéraux en vue de favoriser l'élection d'un chef qui aurait l'avantage de ne pas être identifié à aucun clan, même si l'expérience avec Claude Ryan n'a pas donné tous les résultats escomptés, dont celui de prendre le pouvoir le 13 avril dernier.

On s'interroge d'ailleurs, dans le milieu libéral, sur les motifs qui poussent Claude Ryan à s'entêter de la sorte et de vouloir rester absolument à la tête du PLQ. Certains estiment, à cet égard, que ce dernier désire aller jusqu'au bout, se faire expulser à toute fin utile du PLQ, et ainsi pouvoir prétendre qu'il n'avait finalement rien à voir avec cette formation politique. En laissant ainsi du «sang» à la sortie, il pourrait toujours prétendre qu'il aura été la victime des intrigues jusqu'au dernier moment.

Son image d'homme intègre serait alors préservée et il pourrait toujours envisager un retour à son ancien métier d'éditorialiste.

20,000 travailleurs du secteur «péri-public» ne sont pas à l'abri du gel des salaires

■ QUEBEC (PC) — Même s'ils ne sont pas touchés présentement par la proposition gouvernementale, quelque 20,000 travailleurs du secteur dit "péri-public" ne sont pas pour autant à l'abri du gel des salaires.

Il s'agit des syndiqués d'Hydro-Québec (12,000), de la Sûreté du Québec (4,500), de la Société des Alcools du Québec (2,500), de l'Office de la construction du Québec (700), des régies de la Place des Arts et du Grand Théâtre (450), du Centre de recherches industrielles du Québec (300), de la Société québécoise d'assainissement des eaux (70), de la Société des industries culturelles (12) et de la Société du Palais des congrès de Montréal (34).

La rémunération de ces travailleurs provient des fonds publics et ces organismes-employeurs doivent se présenter au gouvernement pour obtenir des mandats de négociation.

Ils risquent d'être affectés par un gel partiel ou total des salaires dans la mesure où leur rémunération est supérieure à celle du secteur privé.

Dans le cas des 12,000 syndiqués d'Hydro-Québec et des 4,500 agents de la SQ, les conventions collectives ne prévoient aucune augmentation avant leur expiration, le 31 décembre.

Pour ces deux groupes de travailleurs, le négociateur en chef du gouvernement, Me Lucien Bouchard, observe que "le problème se posera à la renégociation, en janvier."

Le contrat de travail des employés de la SAQ expire le 30 juin et plusieurs autres groupes de syndiqués sont présentement en négociation ou le seront avant la fin de l'année.

Parmi eux, on retrouve plusieurs unités de négociation à la Régie de la Place des Arts et à la Régie du Grand Théâtre.

La convention collective des 700 travailleurs de l'OCQ ne viendra à échéance que dans deux ans. Elle prévoit cependant une indexation des salaires au coût de la vie pour le premier juillet.

"Pour le moment, il ne faut préjuger de rien pour l'avenir", observe un porte-parole du Conseil du trésor.

S'il devait appliquer le même principe que pour les professionnels de la santé, le gouvernement pourrait leur consentir un "ajustement" pour la période écoulée depuis l'expiration de leurs contrats et réduire les augmentations pour la période commençant le premier juillet.

Le Vérificateur général blâme le gouvernement

■ QUEBEC (PC) — Le Vérificateur général du Québec, M. Rhéal Châtelain, vient de blâmer le gouvernement du Québec pour le traitement qui est réservé aux recommandations qu'il formule.

Dans une intervention hier devant l'Institut d'administration publique du Canada, M. Châtelain a été très critique face au gouvernement de M. Lévesque, en dépit du ton modéré qui caractérise habituellement les propos du Vérificateur général.

M. Châtelain a rappelé que le premier ministre Lévesque promettait depuis 1977 d'élargir le mandat du Vérificateur, pour lui permettre notamment de porter un jugement sur la qualité et l'efficacité de l'administration du gouvernement.

"Après cinq ans, nous en sommes encore aux voeux et aux accords verbaux sur les bienfaits théoriques de la vertu", a dit M. Châtelain. "Il ne s'est rien produit de concret".

"Nous ne percevons pas un grand empressement de la part du gouvernement à nous accorder ce nouveau mandat".

M. Châtelain a sévèrement blâmé l'attitude des ministres et de l'opposition lors de la dernière séance, l'automne dernier, de la commission parlementaire des Comptes publics.

"Les ministres cherchaient à conserver l'initiative des discussions plutôt que de répondre des gestes administratifs de leur ministère qui avaient suscité les commentaires du Vérificateur", selon M. Châtelain.

Quant à l'opposition libérale, elle "tirait profit de la présence des ministres pour relancer des débats partisans".

M. Châtelain va même à suggérer que seuls les hauts-fonctionnaires, et non plus les députés, participent à cette commission parlementaire pour la rendre efficace.

Tant que le mandat du Vérificateur général n'aura pas été élargi et que les contrôles adéquats n'auront pas étré mis en place, les contribuables québécois ne sauront jamais s'ils en ont pour leur argent avec les taxes qu'ils payent au gouvernement, a conclu M. Châtelain.

Selon lui, les députés doivent "faire les premiers pas".

"Ils s'exposent autrement à ce que les contribuables leur laissent savoir qu'ils en ont assez", a-t-il dit en citant le cas des citoyens de Californie qui, lors d'un référendum, ont voté une proposition forçant le gouvernement à réduire largement les impôts.

Drapeau toujours populaire

■ MONTREAL (PC) — Même si elle semble avoir diminué, la popularité du maire de Montréal, M. Jean Drapeau, est bien loin d'être éteinte, et si une élection municipale avait eu lieu au cours des derniers jours, il aurait fort probablement été réélu.

C'est du moins ce qu'on peut dégager de la cinquième et dernière tranche, rendue publique hier, d'un sondage effectué par Sorecom-INCI pour le compte de l'émission d'actualités Newswatch, du réseau anglais de la Société Radio-Canada.

Selon les résultats de ce sondage, 33 p. cent des Montréalais ayant accepté de donner une réponse ont dit qu'is voteraient pour le maire Drapeau, tandis que 28 p. cent ont affirmé qu'ils opteraient pour un adversaire de l'actuel premier magistrat de Montréal, et que 33 p. cent d'autres ne savaient pas pour qui ils auraient voté. Trois p. cent n'auraient pas voté ou auraient annulé leur bulletin, et trois p. cent ont refusé de répondre.

Il est à noter que l'échantillonnage du sondage [illegible] francophones et d'anglophones alors que la proportion des deux groupes linguistiques dans la région montréalaise est de 80 p. cent et de 20 p. cent respectivement.

Sixième recul de MacEachen sur son budget

■ OTTAWA — Le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, se prépare à faire un autre pas en arrière avec son budget controversé de novembre — cette fois en ce qui concerne son projet de taxer certaines catégories de polices d'assurance-vie et qui a fait l'objet d'une avalanche de protestations.

M. MacEachen a confié au comité des finances des Communes, hier matin, qu'il négocie actuellement des modifications avec les compagnies d'assurance et les assureurs après avoir reçu "des boisseaux de lettres de protestations" de la part d'individus et d'organismes.

Ces plaintes concernant sa proposition d'assurance sont au nombre des 50,000 à 60,000 lettres qu'il a reçues au sujet de [illegible] son budget et qui ont bouleversé les intérêts de certains groupes tout autant que des particuliers, a-t-il avoué.

La révocation ou l'audoucissement de la proposition de taxer les intérêts provenant d'épargnes réalisés par des polices d'assurance constituerait la sixième fois que le ministre des Finances a partiellement fait des concessions sur ses mesures budgétaires annoncées le 12 novembre.

Le budget comporte plusieurs mesures affectant l'assurance-vie, mais M. MacEachen a dit que le principal sujet de dispute concerne la proposition de taxer les intérêts que les détenteurs de polices vie entière retirent sur la partie des épargnes de la police.

M. MacEachen s'en est pris à l'industrie de l'assurance qui, dit-il a répandu des mythes au sujet des intentions du gouvernement, ajoutant "ce que je m'efforce d'accomplir, c'est de tourner la page et peut être d'avoir des discussions plus rationnelles".

Nouvelles négociations sur la question des rivières à saumon

■ QUEBEC (PC) — Des négociations particulières vont être relancées dans les prochains jours entre les représentants du gouvernement québécois et ceux du Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) sur la question délicate des rivières à saumon.

Tel semble être là l'un des résultats tangibles du sommet des chefs indiens et du premier ministre [illegible] maine.

Le gouvernement a déjà signé une entente avec les Micmacs de Maria, en Gaspésie, et un protocole d'entente a également été obtenu récemment avec les Mic[illegible] éclaté l'été dernier la "guerre du saumon". Il n'est toutefois pas encore asssuré que cette dernière entente soit entérinée par les Indiens de la réserve de Restigouche.



Alain Dubuc

Les effets d'une dévaluation à 75¢

■ Les rumeurs d'une dévaluation très prochaine du dollar canadien se multiplient depuis quelques temps.

Cela n'a pas manqué de raviver le vieux débat entre les partisans de cette mesure, pour qui ce serait une façon de sortir de la crise, et ses adversaires, qui craignent une nouvelle flambée inflationniste. Le hic, c'est que tout le monde a raison: la dévaluation est en effet une arme à double tranchant.

Une très intéressante étude de la firme Data Resources of Canada Ltd permet de mesurer ces effets contradictoires, de mettre les points sur les «i» en chiffrant l'impact qu'une dévaluation de notre dollar jusqu'à 75 cents US pourrait avoir sur les diverses facettes de l'économie. Cette simulation, à partir d'un modèle économétrique de l'économie canadienne, réalisée pour le *Financial Times*, permet de mettre un peu de côté la théorie et de parler à partir des faits.

En gros, un scénario de dollar à 75 cents signifierait une baisse de 5 pour cent des taux d'intérêt, la création de 100,000 emplois, une croissance plus forte, mais une hausse de l'inflation de 2.5 pour cent. Est-ce préférable au statu quo?

L'impact du scénario

Le simple fait de ne plus soutenir le dollar à son niveau actuel déclenchera une réelle réaction en chaîne dans l'économie.

Tout commencera avec les taux d'intérêts. On sait que c'est pour soutenir le dollar que les taux d'intérêt sont excessivement élevés. La Banque du Canada maintient les taux canadiens au-dessus du niveau des taux américains pour éviter que des milliards de dollars de capitaux flottants quittent notre pays pour aller rapporter davantage aux USA.

Si on arrête de soutenir le dollar, jusqu'à concurrence de 75 cents, cela donnerait une certaine marge de manoeuvre à la politique monétaire. Selon la simulation de Data Resources, on pourrait alors laisser glisser le taux préférentiel des banques à charte de 17 pour cent à 12 pour cent. De quoi faire rêver tous les propriétaires de maison!

A elle toute seule, cette baisse des taux a un impact direct sur l'économie, en permettant une relance des investissements et de la consommation. Toujours selon ce modèle, la création d'emplois, que Data Resources estime à 92,000 au Canada dans les douze prochains mois, bondirait à 192,000, une hausse de 100,000 emplois.

Quant à la croissance économique, le produit national brut réel, après inflation, augmenterait à un rythme de 5.3 pour cent au lieu de 4.0 pour cent. La prévision de base, une croissance de quatre pour cent, peut étonner; c'est qu'elle porte sur les douze prochains mois, soit la deuxième moitié de 1982 et la première de 1983, soit après le gros de la récession.

L'hydre de l'inflation

Par contre, l'inflation sera alimentée de deux façons. D'une part, la dévaluation fera que tous les produits que le Canada achètera à l'étranger coûteront environ 10 pour cent de plus. Comme le quart de la consommatiopn est importée, cela provoquera un bond considérable de l'inflation, qui passerait, selon le modèle, de 9.4 à 11.8 pour cent. Ensuite, le simple fait de la croissance économique viendra renforcer ces pressions inflationnistes.

Outre la baisse des taux, un autre ingrédient viendra alimenter la croissance économique, c'est la dévaluation elle-même. Parce que le dollar canadien aura perdu dix pour cent de sa valeur, les produits canadiens deviendront meilleur marché pour les acheteurs étrangers. Cela accroîtra les exportations dans un premier temps, et dans un second temps, permettra un effet de substitution: le coût plus élevé des importations fera que les consommateurs se tourneront davantage vers les produits fabriqués au Canada. Ce double phénomène aura un impact sur les profits des entreprises, dont la croissance serait de 55 pour cent, plutôt que de 40.

Un choix diffile

Ce scénario divise économistes et dirigeants d'entreprises, selon une ligne de partage qui dépend de leur sphère d'activité. Les principaux opposants viennent du secteur financier, les banquiers et surtout, les bonzes de la Banque du Canada.

Outre le fait que la banque centrale a fait de la lutte à l'inflation sa priorité unique, ses dirigeants craignent une dévaluation parce que, selon eux, cela provoquerait un mouvement de panique à l'égard de la devise canadienne: une fois que l'on engagerait le processus de dévaluation, on ne pourrait plus en contrôler l'ampleur.

A l'autre extrémité du spectre, tous ceux pour qui la relance et la création d'emploi est une priorité n'hésiteront pas à encourager la mesure. A cela s'ajoutent les secteurs industriels qui dépendent du marché extérieur, qui voient d'un bon oeil ce stimulant aux exportations. De façon générale, nombre d'hommes d'affaires qui, au départ, appuyaient la démarche monétariste de la Banque du Canada, commencent à déchanter devant l'ampleur de la récession.

Enfin, entre les deux extrêmes, certains, comme au *Financial Times*, sans encourager la dévaluation à un niveau donné, souhaitent qu'Ottawa laisse flotter le dollar, et arrête de le soutenir à un niveau artificiel.

Une arme à double tranchant

Même si l'on est séduit par les effets rapides que la dévaluation aurait sur l'économie, il faut admettre que c'est un outil dangereux, et ce, pour deux raisons. Le principal danger est que les effets bénéfiques soient de très courte durée, et que l'inflation provoquée par la dévaluation vienne à nouveau ralentir la croissance et faire chuter le dollar encore plus, enclenchant un cercle vicieux. C'est pourquoi une économie qui désire dévaluer doit redoubler de vigilance à l'égard de la hausse des prix.

Le second écueil est plus pernicieux. La dévaluation rendra la tâche des producteurs plus facile. Sans avoir levé le petit doigt, ils deviendront du jour au lendemain plus compétitifs sur les marchés extérieurs. Ils risquent donc de s'asseoir sur leurs lauriers et de relâcher leurs efforts pour améliorer la productivité. C'est arrivé, notamment dans les pâtes et papiers, quand le dollar à chuté à $0.90 US. Dans une telle éventualité, les avantages comparatifs procurés par la baisse du taux de change seront de courte durée, et l'on se retrouvera en encore moins bonne posture un an plus tard.

C'est pourquoi même si la dévaluation du dollar représente une bonne sortie de crise, on peut se demander si l'économie canadienne et ses dirigeants sont assez murs pour l'utiliser sans se brûler les doigts.

Alsands s'écroule

LE QUÉBEC PERD $2.2 MILLIARDS DE RETOMBÉES

■ OTTAWA — Alsands, l'ambitieux projet d'exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca a connu hier une fin abrupte alors que les deux partenaires privés du gouvernement, Shell et Gulf, ont rejeté la dernière proposition d'Ottawa et Edmonton pour sauver l'entreprise.

GILBERT LAVOIE
de notre bureau d'Ottawa

Cette décision constitue l'un des pires revers pour les gouvernements fédéral et de l'Alberta, qui comptaient sur ce mégaprojet pour garantir l'auto-suffisance énergétique du pays, tout en générant des retombées économiques de l'ordre de $19 milliards de dollars réparties dans toutes les provinces, et touchant tous les grands secteurs de l'économie canadienne.

La nouvelle a été annoncée hier après-midi, à la suite d'une réunion du comité directeur d'Alsands à Calgary, pour étudier la dernière proposition des gouvernements, qui avaient offert d'assumer 84 p. cent du coût du projet évalué à $13.1 milliards.

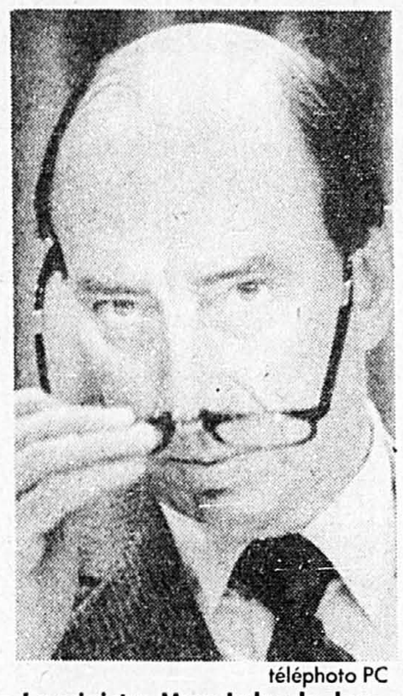
300,000 emplois

Le président d'Alsands, M. Ed Czaja, a dit annoncer la décision avec beaucoup de regrets, en faisant remarquer que le projet aurait contribué grandement à l'économie canadienne. Selon lui, l'exploitation des sables aurait produit au moins 30,000 emplois directs et indirects sur une période d'une trentaine d'années.

M. Czaja n'a pas blâmé directement les gouvernements dans ce dossier, mais il a déclaré que si l'offre faite cette semaine au consortium avait été présentée il y a deux ans ou même à la fin de 1981, les compagnies l'auraient probablement acceptée.

Le président de Shell Canada, M. William Daniel, a expliqué de son coté qu'en dépit de la dernière offre gouvernementale, les risques pour le secteur privé étaient trop grands, compte tenu de la situation économique actuelle.

A Ottawa, le ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, a dit regretter le refus des compagnies, mais il a indiqué que les gouvernements n'étaient pas en mesure d'aller plus loin dans leurs garanties.



téléphoto PC

Le ministre Marc Lalonde, lorsqu'il a rencontré les journalistes, hier.

Pas de blâme

Le ministre n'a pas blâmé les compagnies, et il a fait valoir que la diminution dans les prix du pétrole importé et les taux élevés d'intérêt avaient été les causes principales des hésitations du secteur privé. M. Lalonde a fait valoir que plusieurs autres mégaprojets avaient également été mis de côté aux États-Unis au cours des derniers mois, pour les mêmes raisons.

L'échec d'Alsands remet en cause la promesse d'auto-suffisance énergétique pour 1990 mise de l'avant par le gouvernement fédéral.

M. Lalonde a donné l'assurance hier que ce but pourrait être atteint grâce au potentiel pétrolier de la mer de Beaufort et de la côte Atlantique, et en favorisant davantage la mise en valeur du pétrole brut classique de l'Ouest, de même que la récupération du pétrole accrue du pétrole et du pétrole brut amélioré.

Le ministre a expliqué qu'étant donné les mesures d'économie d'énergie mises de l'avant, la consommation nationale de pétrole anticipée pour 1990 était de l'ordre de 1.4 million de barils par jour, comparativement à 1.7 million actuellement. Il a déclaré que les sources de pétrole conventionnel permettaient d'entrevoir une production de 1.1 million de barils par jour en 1990, mais il a affirmé que les 300,000 barils supplémentaires nécessaires à la consommation intérieure seraient produits par d'autres sources comme la côte est ou la mer de Beaufort.

Relance dans un an?

M. Lalonde s'est dit persuadé par ailleurs que la situation économique permettra la relance du projet Alsands sur une plus petite échelle, possiblement d'ici à un an.

La baisse du prix du pétrole sur les marchés internationaux avait considérablement diminué l'urgence de l'exploitation des sables bitumineux en terme de sécurité énergétique au cours des derniers mois. L'avenir du projet a été mise en doute sérieusement à partir de février dernier, alors que cinq des huit partenaires privés du consortium s'en sont retirés, n'y laissant que Shell, Gulf, et la société Petro-Canada, avec des participations respectives de 21, 5 et 17 p. cent.

Alsands aurait dû obtenir le feu vert en 1980, mais une série de délais a finalement compromis le projet. Le long litige entre Ottawa et Edmonton sur le partage des revenus du pétrole, et les négociations ardues avec le consortium sur le prix du pétrole synthétique, les taxes et le niveau des royautés ont finalement reporté le moment de la décision à la fin de décembre 1981.

Impact

C'est surtout l'impact économique de cet échec qui inquiète aujourd'hui les gouvernements fédéral et de l'Alberta. Rien qu'en Ontario par exemple, Alsands aurait généré des retombées de $6 milliards pendant les sept années de la construction.

Le ministre Lalonde a indiqué hier que le gouvernement concentrera maintenant ses efforts vers d'autres mégaprojets énergétiques pour compenser ce manque à gagner au niveau de l'emploi, mais le choc psychologique créé par l'échec d'Alsands ne sera pas de nature à favoriser la relance de l'économie canadienne.

DANS NOS PAGES

Impôt et cylindrée

Pourquoi ne pas accorder une réduction d'impôt à l'automobiliste qui décide de changer sa voiture pour un modèle consommant moins?
Page A13

Le féminisme est dépassé

«Le féminisme est dépassé», affirme Geneviève Faribault, vice-directrice du contentieux de la Standard Life, de Montréal, au risque de soulever des protestations véhémentes chez plusieurs.
Page A12

Obligations d'épargne

Le gouvernement du Québec lancera une nouvelle émission d'obligations d'épargne le 1er juin, dont le taux d'intérêt sera déterminé vers la mi-mai.
Page A19

Ne pas trop aider les PME

Trop aider les PME peut tuer leur initiative, source de dynamise, en créant un état de dépendance.
Page A18

Indices

Montréal: 265.77 (– 0.87)
Toronto: 1548.17 (– 3.92)
New York: 848.36 (+ 3.42)

$ CANADIEN
–12/100
81.83

Impériale investit $61 millions dans sa raffinerie de Montréal-Est

■ La Compagnie pétrolière Impériale va investir $61 millions dont les deux tiers cette année, dans sa raffinerie de Montréal-Est pour recycler les huiles résiduelles de façon à les transformer en produits légers comme de l'essence.

MICHEL ROESLER

Ce programme n'est pas sans rappeler celui de Carmont dont Impériale ne fait pas partie. Il s'inscrit dans une série de travaux réalisés par cette société depuis 1973 pour permettre à la raffinerie de répondre aux impératifs du marché «prévus dès cette époque et que l'on vit depuis quelque temps», a précisé Roger Hamel, directeur général pour le Québec d'Impériale.

Ces travaux permettront de réduire les quantités de pétrole utilisées pour produire des produits raffinés.

Une somme de $21 millions est destinée à des travaux de modernisation du craqueur catalytique. Ce qui permettra de diminuer son pouvoir polluant.

Un deuxième bloc de $8 millions servira à l'amélioration de la flexibilité de la raffinerie par la modernisation de l'usine centrale.

Un montant de $10 millions ira à la modification du fonctionnement de la tour sous vide de l'unité de distillation de façon à réduire sensiblement la production d'huiles résiduelles.

Enfin, un quatrième bloc de $22 millions va permettre la réalisation d'une douzaine de projets directement reliés à l'amélioration de l'économie d'énergie, du rendement du système de contrôle des salles des chaudières et au programme de conversion énergétique.

Dans ses explications, Roger Hamel a déclaré que le but visé était de rendre la société Impériale encore plus concurrentielle en dépit de la baisse du marché (cette année les profits de cette société ont chuté de 60 pour cent).

Les retombées économiques de cet investissement, selon les dirigeants d'Impériale, seront importantes pour le Québec.

Ils évaluent à quelque 250 le nombre d'emplois créés pendant la durée des travaux et estiment à 80 pour cent de l'investissement total, soit $49 millions, la part qui ira directement à l'industrie québécoise.

Depuis 1972, Impériale aura investi $193 millions dans sa raffinerie de Montréal-Est.

Autres investissements

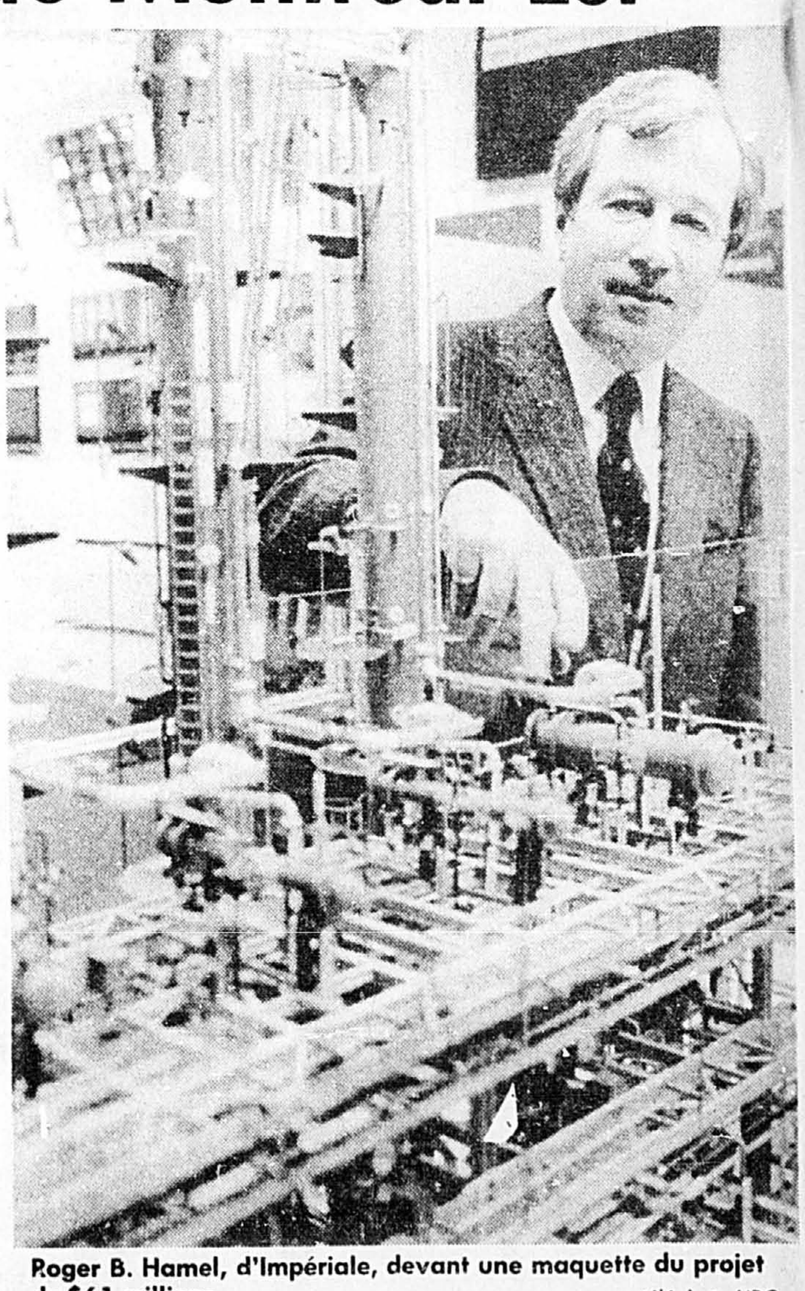
En dépit de la crise économique qui secoue particulièrement le Québec, en 1982 on prévoit plusieurs investissements d'importance qui viennent s'ajouter à celui annoncé par la société pétrolière Impériale.

On peut citer les programmes d'Alcan qui atteignent $247 millions dont $150 millions à Grande Baie, $42 millions à Jonquière, $42 millions à Vaudreuil et $13 millions à Beauharnois.

Consolidated-Bathurst prévoit dépenser $35 millions à Grand-Mère, $32 millions à Shawinigan et $61 millions à Trois-Rivières. Ce qui fait un grand total de $128 millions.

De son côté, Donohue-Wormick va investir $190 millions à Amos.

Il faut ajouter à ces gros investissements d'autres plus modestes comme ceux de Canada Wire à Montréal de $25 millions, de C.I.P. à la Tuque de $24 millions et de Noranda Mines à Noranda qui s'élèvent à $35 millions.



Roger B. Hamel, d'Impériale, devant une maquette du projet de $61 millions. téléphoto UPC

Les certificats de
DÉPÔT GARANTI
du Trust Général
le mode d'épargne d'un intérêt
SUPÉRIEUR

• Taux d'intérêt élevé
• Sécurité du capital
• Aucun coût
• Taux d'interêt garanti
• Souplesse dans le paiement des intérêts
• Conseillers financiers à votre service

14 1/4 %

Intérêts versés annuellement.
D'autres certificats à des taux differents sont offerts pour des périodes allant de 30 jours à 5 ans.
Taux sujets à confirmation.

TRUST GÉNÉRAL
Montréal/University: 1100, University, 871-7200
Montréal/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383.
Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265
Vous pouvez obtenir notre depliant et notre carte de taux dans nos succursales de courtage immobilier.
Institution inscrite à la régie de l'assurance-dépôts du Québec.
Membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

CASAVANT

Le meuble comme investissement?

Jamais personne n'y aurait cru jusqu'à ce que CASAVANT l'invente.

Il est encore temps de faire votre placement.

Exclusivement à

la maison Casavant

• 206, rue Saint-Paul ouest, Montréal (514) 845-7118

• 900, rue Girouard est, Saint-Hyacinthe (514) 773-1457

• 6, Côte de la Fabrique, Québec (418) 692-1272



Me Geneviève Faribault — photo Jean-Yves Létourneau, LA PRESSE

SELON LA PLUS JEUNE GESTIONNAIRE DE STANDARD LIFE

Le féminisme est dépassé

■ «Le féminisme est dépassé».

LAURIER CLOUTIER

Geneviève Faribault, vice-directrice du contentieux de la Standard Life, de Montréal, conclut d'elle-même une entrevue par cette opinion, au risque de soulever des protestations véhémentes chez plusieurs.

Elle ajoute toutefois que son affirmation se base sur son expérience personnelle («je n'ai jamais senti de discrimination ou souffert de harcèlement sexuel») et n'est peut-être pas valable pour toutes.

La plus jeune pour le plus vieux

À 30 ans, Geneviève Faribault est sans doute devenue en novembre la plus jeune vice-directrice du contentieux au Canada et pour la première compagnie d'assurance-vie à s'établir au pays, en 1833, soit il y aura 150 ans l'an prochain.

Après l'Aide juridique sur la Côte Nord et le Cojo (Comité organisateur des Jeux olympiques), elle entra chez la Standard Life en 1977.

Préférant la théorie et la recherche à la pratique du droit, Geneviève Faribault a vite découvert que «les gens du siège social n'accordaient pas beaucoup de leur temps à la représentation de la Standard Life à l'extérieur. C'est pourtant bon pour le moral des employés et des représentants».

Elle s'est donc lancée dans la publication d'articles spécialisés et surtout dans les conférences devant les associations d'assurance, de planification fiscale et successorale et l'Institut canadien des actuaires.

«Adorant travailler sous pression», elle avoue pouvoir disposer de plus de temps pour sa carrière parce qu'elle n'a pas d'enfant et que son conjoint, poète, travaille beaucoup à la maison.

N'ayant complété sa licence en droit qu'en 1972, la vice-directrice ne recommanderait pas aux jeunes toutefois de se lancer dans cette voie, en raison de la détérioration du marché, à moins de compléter ces études par un MBA. Elle se dit plutôt «fascinée par l'informatique et les affaires».

Dictionnaire québécois

Les projets ne manquent pas. Geneviève Faribault vient par exemple de signer un contrat avec l'Université McGill pour la rédaction d'un dictionnaire juridique québécois. «Chargée de la recherche des mots d'assurance, c'est un projet de plusieurs années».

Elle compte s'impliquer de plus en plus dans l'administration de la Standard Life qui doit dévoiler dans quelques jours son dernier bilan annuel, avec $2.8 milliards d'actifs, $425.8 millions de nouvelles affaires et $306.4 millions de primes.

Les prix d'excellence de
La Super Exposition d'Ameublement
décernés par l'Association canadienne de l'Industrie de l'étalage.



Mme Marie Fontaine et M. Claude Jeannotte, de Claude Fontaine Inc., en compagnie du président du jury, Monsieur Réjean Duval, président de l'Association canadienne de l'Industrie de l'étalage.



M. George Remus, designer de Cuisines Multiform Ltée, en compagnie du président du jury, Monsieur Réjean Duval, président de l'Association canadienne de l'Industrie de l'étalage.



M. Gabriel Hébert et Mlle Danielle Dubé, relationiste, en compagnie du président du jury, Monsieur Réjean Duval, président de l'Association canadienne de l'Industrie de l'étalage.



Messieurs Pierre Lefebvre et Maurice Robert de Lefebvre et Robert Inc. en compagnie du président du jury, Monsieur Réjean Duval, président de l'Association canadienne de l'Industrie de l'étalage.



Mlle Ginette Girardin, représentante de Henri Denis Patio, en compagnie du président du jury, Monsieur Réjean Duval, président de l'Association canadienne de l'Industrie de l'étalage.

Hall d'exposition
Place Bonaventure

28 avril au 5 mai

Heures d'ouverture:

tous les jours
de 11h00 à 23h00

Organisé par

Le GROUPE de gestion d'associations et d'expositions Inc.

A ne pas manquer LA CUISINE DE RÊVE en primeur au salon jusqu'au 3 mai

Riopelle, Lemieux, Pellan et Pichet, par Atelier 68 (dimanche 2 mai à 14h30)

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

Baisser son impôt en baissant sa cylindrée?

Pourquoi ne pas accorder une réduction d'impôt à l'automobiliste qui décide de changer sa voiture pour un modèle consommant moins, comme le pratique depuis plusieurs années le gouvernement fédéral (et, à l'occasion, celui de Québec) pour les logements sous forme de subvention à l'isolation?



JEAN POULAIN

Prenons l'exemple d'un automobiliste dont la voiture consomme 10 litres aux 100 km et qui aura roulé 40,000 km en trois ans, soit une consommation de 4,000 litres.

S'il change son modèle pour un autre consommant moitié moins, soit 5 litres aux 100, il aura ainsi au bout de trois ans économisé 2,000 litres d'essence, soit l'équivalent de 2 tonnes de pétrole (TEP: tonnes-équivalent-pétrole).

C'est sur cette économie que s'appliquerait automatiquement le dégrèvement fiscal, accordé pour trois années (d'où notre exemple de 40,000 km).

Le système serait simple et peu coûteux pour l'Etat puisqu'il serait automatique donc autogérable.

De plus, en favorisant le consommateur, il aurait un effet de rebondissement sur les constructeurs et les concessionnaires qui d'eux-mêmes pousseraient les modèles peu énergétivores.

Le même principe automatique d'avantage fiscal en faveur de la conservation de l'énergie pourrait s'appliquer pour les logements.

Il serait géré lui aussi par le consommateur. Il devrait seulement être attesté par un certificat, du professionnel énergéticien agréé qui aurait établi le diagnostic énergétique du logement en cause sur la consommation des installations existantes et sur les dépenses annuelles qu'elles encourent (en fonction du type d'isolation, des appareils de chauffage et des interventions proposées).

Cette formule nous est proposée par un auteur français qui a consigné par écrit sa propre expérience d'entrepreneur «agréé» dans ce domaine, et qui s'est rendu célèbre dans ce monde des nouveaux experts en économie d'énergie, par un auteur français qui a conme grâce à la télégestion thermique des bâtiments municipaux de la ville de Pau, dans les Pyrénées françaises.

Comme pour le stimulant au changement vers des voitures de plus faibles cylindrées, l'avantage fiscal et financier de reconversion énergétique des logements existants, serait applicable 3 années (1983/5).

Ce système préconisé par Max Moreau dans son livre: «L'économie de la polyénergie» serait, selon ses dires, simple, unique et parfaitement compréhensible par les consommateurs: il remplacerait les multiples aides financières de l'Etat (comme c'est aussi le cas au Canada), susciterait l'engouement dans la mesure où il économise l'impôt et n'ajouterait aucuns frais de gestion, le système étant autogérable.

L'auteur calcule que pour une perte d'impôt totale de 2 milliards de francs ($400 millions en 3 ans), 715,000 foyers ayant un revenu moyen de 100,000 francs ($20,000) entreprendraient des travaux économiseurs d'énergie (qui se paieraient, de plus, eux-mêmes par l'économie réalisée sur les frais de chauffage).

Cette suggestion de Max Moreau n'est en fait qu'un simple chapitre de son livre sur la polyénergie, dont l'objectif est de prouver que la France peut, d'ici 30 ans (en 2010), être indépendante de l'extérieur au niveau énergétique, alors qu'en ce moment elle consomme 187.5 millions de TEP (tonnes-équivalent-pétrole) tout en n'en produisant que 49.5 millions.

Cette émancipation française peut se réaliser en 30 ans en s'appuyant sur 2 piliers: les économies d'énergie systématiques (nous venons d'en aborder quelques secteurs) et la polyénergie, c'est-à-dire le recours à des ressources énergétiques multiples dont aucune ne soit prédominante (l'avenir étant incertain au niveau des progrès technologiques de certains secteurs de l'état des réserves, ou de l'évolution des coûts de tel type ou tel autre, d'énergie).

Donc la polyénergie s'oppose d'emblée au «tout pétrole» ou au «tout nucléaire».

Jouer ainsi sur tous les tableaux permettrait de laisser le temps de voir si certaines formes d'énergie deviennent à terme plus intéressantes que d'autres et aussi conserver la concurrence utile dans les prix et dans les innovations.

La polyénergie consiste aussi à ajouter des énergies «décentralisées» (s'ajoutant à celles comme le nucléaire, le charbon, le gaz, le pétrole) et qui sont renouvelables: solaire, géothermie, biomasse, micro-centrales à eau et éoliennes, etc.).

Sous cet aspect l'ouvrage est une étude complète et, même si elle s'appuie sur le cas de la France, permet de relever des points fort utiles aux spécialistes canadiens.

Elle aboutit à la quasi-suppression du pétrole en France en l'an 2010, sauf dans ses domaines spécifiques coime la pétrochimie.

Par contre — et c'est la seule critique que l'on puisse faire à cet ouvrage qui intéresse encore plus le consommateur que l'expert — la façon d'aboutir à l'émancipation énergétique n'est pas toute convaincante.

Max Moreau prévoit en effet que sur des 230 millions de TEP (tonnes-équivalent-pétrole) que consommera la France en 2010, la biomasse fournira 100 millions de TEP et le soleil, 80 millions.

Il ajoute que pour la première les ressources officielles fixent le potentiel à 23 millions de TEP mais «pèchent grandement par défaut» surtout dans les cultures énergétiques (alcool et bois de chauffage).

Pour l'énergie captée directement du soleil elle fournira 2.3 millions de TEP en 1990, puis 30 millions en 2000 et 80 millions en 2010: pour cela «il faut une politique massive de recherche dès maintenant aussi énergique que celle qui a présidé au nucléaire».

L'ÉCONOMIE DE LA POLYÉNERGIE
par Max Moreau
publié par Economica, Paris

Les Emballages Mitchel-Lincoln Limitée

NOMINATION



JOS SELES

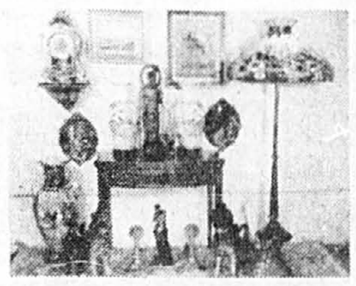
Raymond Jessome, directeur des ventes, Les Emballages Mitchel-Lincoln Ltée, est heureux d'annoncer la nomination de M. Jos Seles au poste de Représentant des comptes nationaux. M. Seles jouit d'une expérience de plus de vingt ans dans l'industrie des emballages ondulés et flexibles.

Mitchel-Lincoln est un chef de file dans la fabrication de boîtes de carton ondulé et de sacs de polyéthylène et un important concessionnaire de cintres de plastique et de produits d'emballage, d'hygiène et d'étalage.

RECHERCHONS
SOCIÉTÉ DE GÉRANCE D'IMMEUBLES COMMERCIAUX
Nous sommes très sérieusement intéressés à acquérir une société de gérance régionale. Nous avons une excellente connaissance en matière de finances, administration, marketing et construction. Toutes les réponses recevront une considération sérieuse et confidentielle.
Écrire à La Presse, Réf 9993
C.P. 6041, Succ A,
Montréal H3C 3E3

CERTIFICAT DE PLACEMENT GARANTI
17 1/4 %
2 à 5 ans
MINIMUM 500$ SANS FRAIS
Appelez-nous au:
1253 ave. McGill College 878-3351
Centre Commercial Place Rosemère 621-0710
6633 est, rue Sherbrooke Montréal H1N 1C7 253-1720
CPG à court terme (moins d'un an) aussi disponibles.
Quelques autres services des Fiduciaires:
- **hypothèques et courtage immobilier**
- **REER et REEL**
- **planification et règlement de succession**
- **administration de biens**
Le trust à la mesure de chacun
Taux sujet à changement
Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.
Fiduciaires
LE TRUST DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

IMPORTANT ENCAN PAR CATALOGUE
débutant demain à 13 heures précises. Tous les articles seront vendus sans minimum ni réserve.



Tous ces articles seront offerts demain durant l'encan qui se déroulera au **CENTRE SHERATON**
rue Dorchester et Drummond
Inspection à partir de 10 heures, samedi salon 8, dimanche salons 6 et 7
Encan incluant
Argenterie, bijoux de succession, superbe lampe de parquet en bronze et vitraux. Vase Satsuma «Palais impérial». Porcelaines. Étagères de bronze. Bol oriental en bronze. Collection de sculptures. Argenterie russe. Service à thé Beleek. Table à jeux pliante Sheraton. Vase Lalique. Vases de Gallé. Bureau-secrétaire. Panetière en noyer. Vitrine. Tapis noués main. Collection de tabatière. Grand choix de sculptures canadiennes en pierre douce d'Herb Fauchor et pièces Inuit. Oeuvres d'art canadiennes de Marie Claire, Miyuki Tanobe, Terry Tomalty, B.G. Cornelle; A. Soly, N. Poirier, Ralph Burton, A.Y. Jackson, Clarence Gagnon, etc. Pièces Art Déco. Sculptures, horloges, bronzes. Superbe paire de chien en ivoire 49" de haut. Daum, Bing & Grondhal, Royal Copenhague, Royal Worcester.
Feuilles complète de timbres neufs, série rare de timbres du Jubilé, montres de gousset en or, pièces en or et en argent, canadiennes et du monde entier, dollars d'argent, billets, médailles et nombreux autres articles. Catalogues en vente aujourd'hui 3$ chacun. Encan sous la direction d'Industries Empire Inc.



* **INTRODUCTION À L'AGENCE DE VOYAGES**
COURS DU SOIR
10 mai au 8 sept. 82
(lundi - mercredi)
de 18h30 à 21h30
Durée 99 heures
$490
Centre de Formation en Tourisme Inc.
Permis Min. de l'Education no 749720
pour informations:
Gisèle April-Fortier
Normand Fortier
878-1414

17%
Obligations à échéance de 3 ans
16 3/4% Obligations à échéance de 1 an
17% Obligations à échéance de 5 ans
intérêt annuel
Appelez:
Montréal — **(514) 866-1071**
Suite 604, 3, Place Ville-Marie, Montréal, Québec H3B 2E3
Québec — **(418) 529-9332**
M. J. Albert Gagnon, 888, rue St-Jean, Suite 308, Québec G1R 5H6
ou votre courtier
Compagnie de Placements Hypothécaires Morguard du Canada
Membre de l'Assurance-Dépôts du Canada et inscrite à la Régie de l'Assurance-Dépôts du Québec.
Taux sujets à changement.

COURS POUR REPRÉSENTANTS COMMERCIAUX
Que veulent vos clients?
Comment répondre à leurs objections?
Comment réussir une vente?
Répondre à ces questions, c'est vous assurer d'être un vrai professionnel de la vente et de savoir faire face à la concurrence.
Le Centre de formation des professionnels de la vente du Collège Marie-Victorin vous offre un cours axé essentiellement sur ces questions, donné par une équipe d'instructeurs expérimentés dans la vente et tenant compte de votre expérience.
- 5 vendredis consécutifs
- de 8h à 17h (cours de 40 heures)
- débutant le vendredi 7 mai 1982

Pour renseignements et inscriptions, sur cette session ou sur nos autres cours, communiquez dès maintenant avec le:
Centre de formation des professionnels de la vente du Collège Marie-Victorin
7125, rue Marie-Victorin
Montréal, P.Q.
325-4414

chateau port royal
CONDOMINIUMS
VIVEZ DANS UN NOUVEAU CONCEPT SÉCURITAIRE
Un édifice moderne de 10 étages qui vous offre une variété luxueuse de 2 ou 3 chambres à coucher. Prix de $59,500 à $165,000
LES AVANTAGES
(compris dans le prix)
- GARAGE
- LAVE VAISSELLE, POÊLE ET RÉFRIGÉRATEUR
- TAPIS MUR À MUR
- SYSTÈME «BURGLAR»
- PISCINE INTÉRIEURE, SAUNAS, SALLE D'EXERCICES
- PORTIER
- GICLEURS DANS CHAQUE CHAMBRE
- COURT DE TENNIS
- ABRI FISCAL MURB
- HYPOTHÈQUE DE 14¾% DISPONIBLE
- LE BAS PRIX DE $60 pi. ca.

HÂTEZ VOUS!
50% DÉJÀ VENDU
OCCUPATION IMMÉDIATE



chateau port royal
10400 l'Acadie
près de Henri-Bourassa

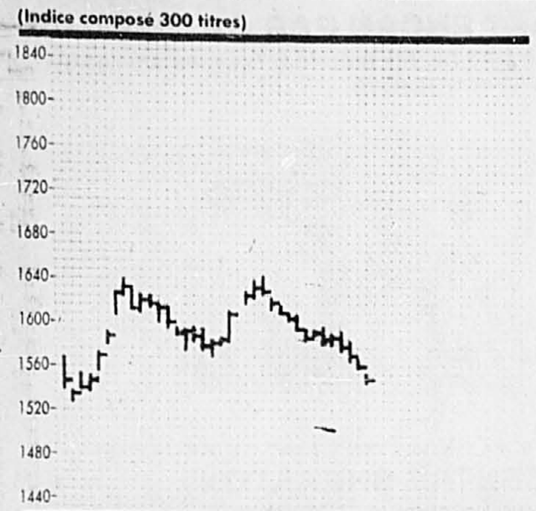
C'est l'printemps!
L'Auberge des Gouverneurs change de rythme
. . . à SAINTE-FOY, une offre qui a des airs de printemps Pour une durée limitée, l'Auberge des Gouverneurs de Sainte-Foy vous donne, à la location d'une chambre, un petit déjeuner gratuit et vous offre ses buffets chauds et froids le midi et le soir pour seulement 5 dollars chacun Un air qui plaît! Sans compter que Pierre Roche et son piano bar complètent la musique tout en détente et en chanson Ça c'est dans la note. Venez faire une ballade à l'Auberge des Gouverneurs de Sainte-Foy



Réservations sans frais: 1-800-463-2820
AUBERGE DES GOUVERNEURS SAINTE-FOY

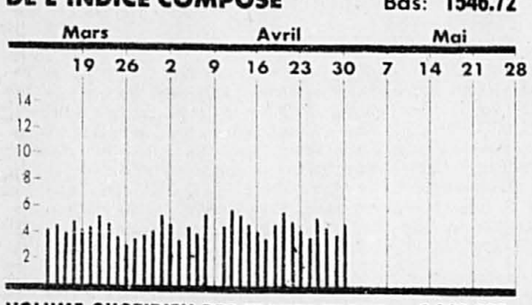
TORONTO

(Indice composé 300 titres)



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: **1551.47**
Fermeture: **1548.17**
Bas: **1546.72**



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4,833,000

INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

	Ferm.	Var.
300/COMPOSÉ	1548.17	−3.92
SERV. FINANCIERS	1087.30	+12.04
MINES ET MÉTAUX	1395.04	−8.81
PÉTROLES ET GAZ	2669.28	−8.81
INDUSTRIELLES	1106.07	−6.66

par la Presse Canadienne

TORONTO — L'indice composé de la Bourse de Toronto a cédé 3.92 et marquait 1548.17 vendredi en clôture. Au total 246 valeurs sont à la baisse, 160 et 221 inchangées. Quelque 4.8 millions d'actions ont changé de mains et la valeur se chiffrait à $52.5 millions. Seulement deux des 14 secteurs du marché progressent, les finances prenant pour leur part une avance de 12.04 à 1087.30. À l'inverse, l'or est le grand perdant de la journée: moins 58.07 à 2116.51. Les communications perdent 40.92 à 1841.24 et l'immobilier-construction 46.85 à 3748.17. Parmi les industrielles, Nova Alberta A perd ⅛ à $6, Noranda Mines ¼ à $14¾, Mitel Corp. ⅞ à $18½, Turbo Resources 12 cents à $1.29 et Falconbridge Nickel 2½ à $50. Banque de Nlle-Écosse gagne ⅝ à $21⅜, Dome Pete ⅛ à $9, Bell Canada ⅛ à $19¾, Dome Resources priv. A ⅛ à $49⅜ et Bell Canada ⅛ à $19¾.

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
A-B					
AMCA	144134	$16¾	16¼	16¾	
Abti Prce	866	$16¾	16⅝	16⅞	+ ⅛
Ackind 2p	200	$12	12	12	
Aero E	600	155	150	150	
Agassiz	3000	100	100	100	+ 5
Agnico E	16000	$6⅞	6⅝	6¾	+ ⅛
Agra Ind A	200	$8¼	8¼	8¼	− ¼
Akaitcho	z400	53	53	53	
Alt Energy	7375	$11	10⅞	11	+ ⅛
Alta Nat	700	$24½	24	24½	+ ½
Alcan	80708	$23⅜	23⅛	23½	
Algo Cent	300	$16	16	16	
Algoma St	z32	$32⅞	32⅞	32⅞	
ASTel p	900	$15⅞	15⅝	15⅝	
Alum 3rd p	700	$19¾	19¾	19¾	
Am Eagle	1300	270	260	270	
Andrs WA q	600	$15⅝	15½	15½	
Ang CT 265	100	$17½	17½	17½	− 1½
Ang CT 315	300	$21½	21½	21½	− ¼
Ang D Gld	500	55	55	55	
Anthes	3500	75	75	75	− 5
Arbor C	5400	$5½	5½	5½	
Argosy	1000	20	20	20	− 1
Argus C pr	z20	450	450	450	
Asamera	2000	$10⅛	10	10⅛	
Asbestos	z10	$12⅝	12⅝	12⅝	
Astral q	500	$5¾	5⅝	5¾	
Atco I q	1000	$7½	7½	7½	
Atlas Yk	5250	40	39	39	− 2
Atlas w	3000	8	8	8	− 1
Augmitto	5300	185	180	185	+ 5
BC Sugar A	900	$13½	13½	13½	+ ¼
BP Can	23608	$32½	32	32	− ½
Bachelor	2800	290	280	280	− 10
Banister C	200	$8	8	8	+ ⅛
Bank BC	7682	$17½	17	17	− ½
Bank Mtl	57673	$20½	20	20⅛	+ ⅜
Bk Mtl 285	2755	$26½	26½	26½	+ ⅛
Bk Mtl 250	14000	$19¾	19½	19¾	+ ¼
Bk Mtl w	13700	455	440	440	− 20
Bk NS	138175	$21⅜	21	21⅜	+ ⅛
Bankeno u	890	455	455	455	
Barbcon A	100	375	375	375	+ 25
Basic Res	500	325	325	325	
Baton A q	200	$7⅜	7⅜	7⅜	− ⅛
Baton B	100	$7½	7½	7½	− ⅛
Bay Mills	500	$7⅜	7⅜	7⅜	− ⅛
Bell Canad	80905	$19¾	19⅝	19¾	+ ⅛
Bell A pr	z7	$25⅜	25⅜	25⅜	
Bell C pr	200	$18	18	18	
Bell 2.28	700	$29½	29⅜	29⅜	+ ⅛
Bell 1.80	1060	$14⅞	14½	14⅞	+ ⅛
Bell 2.05	1950	$19¾	19⅝	19¾	+ ⅛
Bell 2.70	40009	$21⅞	21⅝	21⅞	
Bighart O G	300	$6½	6½	6½	
Bl Hawk	6000	17	16	16	− 2
Blake Res	3600	255	240	255	+ 10
Bluesky	3400	325	315	320	
Bonza O	10640	220	201	220	+ 18
Border C	300	250	250	250	+ 20
Bow Valy	24180	$14⅛	13¾	13⅞	
Bramalea	800	$5½	5¼	5¼	− ⅛
Brscade p	7924	$30⅞	30⅜	30½	− ¼
Brascan A	13297	$18⅛	17¾	17⅞	− ⅛
Brscn 1981	100	$22⅞	22⅞	22⅞	+ ¼
Brenda M	225	$8⅞	8¾	8¾	− ¼
Brinco	518	440	405	430	+ 25
Brinco p	585	435	435	435	
Br Am Bnk	139	$15½	15½	15½	
BCFP	1250	$9½	9¼	9½	+ ⅛
BCRIC	17095	355	350	355	
BC Phone	17670	$16⅜	16¼	16⅜	+ ⅛
BCPh 4⅜ p	100	$31½	31½	31½	+ ½
BCPh 5¾ p	z10	$37¾	37¾	37¾	
BCPh 6.80	z50	$12¾	12¾	12¾	
BCP 7.04 p	600	$13½	13	13	− ½
Broul Reef	13400	114	100	104	− 2
Brunswk	3650	$10	9½	9½	− ½
Budd Can	1800	440	430	430	− 20
C					
CAE	2600	$8¼	8⅛	8⅛	− ⅛
CIL	112	$24	24	24	
CIME Res	z154	42	42	42	
Cableshar	5400	$6¼	6½	6⅝	− ⅛
Cad Fry	8500	$8⅛	7⅞	8	
Cmchib w	z300	55	55	55	
Camel O G	1100	300	300	300	
Camflo	6000	$8½	8	8½	+ ¼
Camp RL	32355	$15⅝	14½	14⅝	− ⅞
Campeau q	500	$7½	7½	7½	
Can Cem	20200	$9	9	9	
CCem 2 p	100	$11¾	11¾	11¾	+ ¼
CDC q	14019	$6⅜	6¼	6¼	− ⅛
CDC pr B	390	$88¾	88¾	88¾	
CDC 1980	20520	$13⅜	13⅛	13⅛	
C Nor West	2550	$25	24¾	25	+ ½
CanP Ent	24814	$13⅜	13¼	13⅜	+ ⅜
C Packrs	300	$29	29	29	− ¼
CS Pete q	2300	$5½	490	490	− 22
Can Trust	2000	$25½	25½	25½	− ½
Canadex	3500	200	199	199	− 1
C Curtis	11000	95	95	95	
C Found pr	z100	$11½	11½	11½	
CI Bk Com	7244	$22¼	22¼	22½	− ¼
CIBC 250 p	7575	$22	21¾	21⅞	
CIBC 2.05 p	5400	$18¾	18¼	18¾	
CIBC 3562 5	19300	$26	25⅞	25⅞	− ⅛
CIBC w	750	$6¾	6⅛	6⅛	− ⅜
CIBC w 2	88040	191	185	190	+ 5
C Lencour	3900	18	17	17	− 1
C Marconi	z25	$33⅛	33⅛	33⅛	
CNat R	6150	375	370	375	
C Nat 8.50	200	$13⅞	13½	13⅞	+ ½
C Occental	265	$10⅛	10⅛	10⅛	
CP Ltd	40740	$25¾	25¼	25¼	− ⅛
CPL A p	z131	$6¾	6⅜	6¾	
C Reserve	600	$12½	12½	12½	
Cdn Tire	z50	$34	34	34	
CTire A q	13075	$36¾	36½	36¾	− ⅛
C Utilties	300	$21	21	21	
CU 10¼	400	$20	19⅞	19⅞	− ⅛
C Util 9.24	100	$16¾	16¾	16¾	− ¼
CUtil 2nd D	350	$24	24	24	
CUtil 2nd E	100	$22¼	22¼	22¼	+ ¼
CUtil 2nd F	6500	$26½	26⅜	26⅜	− ⅛
CUtil 2nd G	800	$26½	26¼	26¼	− ¼
CWN G 4 pr	z31	$5½	5¼	5¼	
Canbra	100	$7¾	7¾	7¾	+ ¼
Canray	z33	32	32	32	
Canron A	6000	$12¼	11¾	11¾	− ¼
Canuc	2500	43	42	42	− 1
Canusa	50900	160	145	150	+ 15
Canusa w	1500	20	20	20	+ 5
Cnwst Fin p	800	$22½	22½	22½	
Cara	260	$8⅛	8⅛	8⅛	− ⅛
Cara A q	9280	8	7⅞	8	
Cari OK	6850	$7⅞	7⅜	7⅞	
Carma A	3100	490	480	480	− 10
Carnia cvp	2200	$9⅞	9½	9⅝	− ⅜
Carolin M	15500	$10	9⅜	9⅝	− ⅜
Celanese	1200	$5¾	5¾	5¾	
Celanes 1 p	100	$7	7	7	+ ½
Celan 175 p	400	$12⅛	12	12	+ ¼
Cent Pat	2300	280	275	280	+ 10
Centrl Tr	z15	$7	7	7	
Ceres Res	8300	240	240	240	
Chncllr	5200	165	156	156	− 4
Cherokee	500	380	380	380	− 10
Chieftan D	₹750	$18½	18⅜	18½	− ⅛
Chieftan B	200	$49	49	49	
Chrysler	2229	$7	6⅞	7	
CHUM B q	950	$17¼	17¼	17¼	
Cinequity	2000	25	25	25	
Clbor A	12400	215	200	215	+ 15
Coastl A q	37010	425	400	400	− 10
Coho A q	525	$5⅞	5	5⅛	− ⅛
Color Y W	150	340	340	340	− 10
Cmplx	500	60	60	60	
Cominco	5390	$41⅛	40¾	40¾	− ½
Comrcl O G	600	120	120	120	
Comferm	800	$7	6⅞	7	
Coniagas	2900	130	127	127	+ 2
Con Bath A	2175	$14⅛	14	14	− ⅛
Con Fardy	1184	160	158	160	
Con Copper	500	18	18	18	
C Durham	2800	115	107	115	
Cons Prof	17000	91	90	90	− 1
C Rambler	100	440	440	440	+ 10
C Rexspar	z100	20	20	20	
Consolfex	1800	210	200	200	− 5
Con Distrb	500	$6¼	6¼	6¼	− ½
Con Gas B	z10	$36¾	36¾	36¾	
Con Glass	1200	$15	14⅜	15	− ½
CTL Bank	2700	$6⅞	6½	6⅞	+ ⅛
CTL Bk 4½	100	$52	52	52	
Conventrs	1100	$5¾	5½	5¾	+ ⅛
Conwest A	1825	325	325	325	
Conwst B q	5025	260	255	260	+ 10
Corby vt	232	$23½	23½	23½	+ 1
Corp Food	100	$49	49	49	− 2
C Falcon C	1725	$10⅜	10¼	10¼	
Corrida	3441	130	110	110	− 15
Coseka R	3240	$6⅜	6¼	6¼	− ½
Coseka 7 p	100	$5⅜	5⅜	5⅜	− ⅛
Craigmt	2700	170	165	170	+ 5
Crain RL q	400	$12⅞	12¾	12¾	− ¼
Crown 14½	17616	$19⅜	19¼	19¼	+ ¼
CZelrba A q	700	$23	23	23	
Cullaton	6000	435	395	410	− 15
Czar Res	8000	230	225	225	− 5
D-G					
Dalco Pet	1500	105	100	105	
Dalmys	100	$8	8	8	
Daon Dev	12345	258	251	251	− 4
Daon A q	1600	425	415	415	− 5
Daon 8⅝ p	500	480	480	480	+ 15
Daon 9½ p	1700	475	475	475	
D Eldona	2000	60	60	60	+ 2
Delhi Pac	4000	40	40	40	+ 1
Denison	1725	$22¼	22¼	22¾	+ ¼
Dicknsn A q	7978	154	135	145	+ 5
Dicknsn B	3278	155	145	145	− 10
Discovry	1000	115	110	110	− 14
Dist Tr A	1040	70	70	70	+ 5
Dofasco A	15645	$32¼	32	32	
Dfs 235	4900	$16	15⅞	16	− ⅛
Dofasco wt	900	$5¾	5⅜	5⅜	− ⅛
Doman I	2200	320	315	320	+ 5
Dome Cda	29310	455	445	450	+ 10
Dme Cda w2	1280	72	69	71	+ 3
Dome Mine	21000	$13¼	12⅝	12¾	− ⅛
Dome Pete	95912	$9	8⅞	9	+ ⅛
DPete A p	2360	$11⅛	11¼	11⅛	+ ⅛
DPete B p	2167	$11¼	11¼	11¼	
D Pet w	217150	79	75	79	+ 1
Dome Res p	41388	$49⅛	48⅜	49⅛	+ ⅛
DExplor	5000	47	47	47	− 1
Dom Store	220	$16⅛	16	16	
D Textie	21500	$10½	10½	10⅝	− ⅛
Domtar	620	$19	19	19	− ⅛
Dorset	z100	44	44	44	
Dr Mc C A	z94	$5½	5½	5½	
Drumnd P	6300	125	115	120	+ 10
Du Pont A	8035	$17	16¼	16¼	− 1½
Dynamar	8000	245	240	245	
Est Mirtic	2821	340	335	340	− 35
East Sul	1102	190	180	180	− 10
Echo B 300	8850	$12¼	11⅞	12	− ⅛
Echo 1986 w	z50	190	190	190	
Echo 1987 w	4150	150	140	140	− 10
Echo 1988 w	3350	150	145	145	− 5
Echo 1989 w	850	150	145	150	
Econ Inv	100	$19½	19½	19½	+ ½
Ego Res	500	49	49	49	+ 5
Elcthom X	2412	$7¾	7⅝	7¾	+ ⅛
Elcthm Y q	3325	$7¾	7⅝	7¾	+ ⅛
Elcthm Ind	3300	150	145	150	+ 5
F Calgry p	900	$6⅜	6⅜	6⅜	− ⅛
F City Fin	100	$19¼	19¼	19¼	+ 1¼
F Cty Tr C	4000	480	480	480	
F Cty Tr D	100	$7¼	7½	7¼	
F Mar	10400	125	110	110	− 20
Fisher O	37600	69	63	64	− 3
Ford Cnda	12500	$33	33	33	− 1
Francana	4800	$12¼	12⅛	12⅛	
Fraser	300	$12	12	12	− ½
Fruehauf	200	$9⅜	9⅜	9⅜	
G&H Steel	1100	$5⅜	5½	5⅜	+ ⅛
G M Res	3400	195	185	190	+ 5
GSW Cl A	500	475	450	450	− 50
GSW B q	200	445	445	445	− 5
Gandalf	10864	$15⅞	15½	15¾	+ ⅛
Gane	3000	120	120	120	+ 17
Gaz 15 p	900	$26	25¾	25¾	− ¼
G Distrb A	800	$12¾	12¾	12¾	− ⅛
GMC	3703	$51	51	51	− ¾
Genstar L	10700	$16	15⅛	15⅞	+ ⅜
Gnstar 2.35	1400	$19½	19½	19½	
Geocrude	200	189	189	189	
Gibraltar	13000	$7	6¾	6⅞	− ⅛
Goldale A q	100	370	370	370	− 10
Goldund M	11800	87	80	80	− 4
Granduc	1400	75	75	75	− 5
G L Nickl	1500	53	52	52	
GL Forest	547	$52⅛	52¼	52¼	− 1½
Gf Pacific	100	$15½	15½	15½	− ¼
Greyhnd	100	$20	20	20	− ¼
Gulf Can	64871	$14	13⅜	13¾	
Gulfstrem	6800	325	300	300	− 25
H-L					
HCI A q	10200	214	193	194	− 21
HCI Hldg B	5250	210	190	190	− 20
HCI Hld w	1000	35	33	33	− 7
Hale Res	1000	70	70	70	+ 5
Haley	100	465	465	465	+ 5
Hardee	1500	60	60	60	+ 2
Hrding A q	2500	200	200	200	+ 25
Harris A q	250	$5	5	5	
Hatleigh A	200	355	355	355	
Hawker	4800	$8½	8⅜	8½	+ ⅛
Hawker pr	z20	$37¾	37⅜	37¾	
Hayes D	4322	$7½	7⅜	7⅜	
Heritage	z1	$12⅜	12⅜	12⅜	
Highfield A	17100	225	200	225	− 25
Highwood	8000	205	200	200	
Hollinger	z23	$26⅜	26⅜	26⅜	
H Bay Mng	2400	$17¼	17¼	17¼	− ¼
H Bay Co	2421	$22¼	22½	22¼	
HBC pr	3737	$12½	12⅜	12⅜	
Husky Oil	3850	$7⅛	7¼	7¼	− ⅜
Husky A pr	z15	$22¾	22¾	22¾	
Husky B pr	z50	$22¾	22¾	22¾	
Hydra Ex	5000	40	37	37	− 3
ICG Util p	200	$10½	10½	10½	
ITL Ind pr	100	$10	10	10	
IU Intl q	500	$15⅜	15½	15½	− ⅛
Imasco	3110	$40½	40	40	
Imasco B p	4050	$42	41½	42	+ ½
Imp Life p	200	$24¼	24¼	24¼	
Imp Oil A	14384	$22¼	22	22	− ¼
Imp Oil B	619	$22⅜	22⅜	22⅜	− ⅜
Inca	4200	235	235	235	+ 2
Inco	5314	$13½	13⅜	13⅜	
Inco 7.85	100	$13¼	13¼	13¼	+ ¼
Indal	1900	$11¼	11¼	11¼	− ¼
Indusmin	100	$10½	10½	10½	
Inland Gas	145	$16	16	16	− 2
Inland G p	z50	$7	7	7	
Inter-City	3950	$8⅜	8⅜	8⅜	+ ⅛
IBM	748	$78½	78½	78½	− ¼
Intpr Pipe	13151	$17⅜	17⅛	17¼	
Ipsco	1640	$20¾	20¼	20¼	− ½
Inverness	300	315	315	315	− 5
Inv GrA q	900	$24	24	24	− ⅜
Iron Bay T	500	$5¼	5¼	5¼	
Irwin Toy	900	$24⅞	24½	24½	
Island Tel	200	$14½	14½	14½	
Ivaco	1000	$13¾	13¾	13¾	
Ivaco D p	1600	$20½	20½	20½	− ½
J Q Res	2000	40	40	40	
Jannock	1150	$6¼	6	6¼	− ¼
Jannock 8	246	$8	8	8	
Janock wt 2	350	200	195	200	+ 5
Jofre q	286706	105	100	100	− 1
Jorex Ltd	3000	44	42	44	
Joutel	6000	78	77	77	+ 4
K-Tel Intl	z50	490	490	490	
Kam Kotia	3600	115	115	115	
Kerr Add	2100	$14⅜	14⅜	14⅜	− ⅛
K Anacon	10000	67	67	67	+ 1
Labatt A	2982	$26¼	26½	26¼	
Lacana	3900	$5¼	5	5⅛	
Laidlaw A	2200	$7¾	7¾	7¾	− ¼
Laidlw B q	2800	$7¾	7¾	7¾	− ¼
LOnt Cem	700	$5⅞	5⅛	5⅛	
L Shore	2150	$12¾	12⅜	12⅜	− ⅜
Lambd M	1000	40	40	40	− 11
Laurasia	10000	22	22	22	
Lava Cap	3200	260	240	240	− 20
Leigh Inst	5500	360	340	360	+ 10
Loblaw Co	2560	$7⅞	7¾	7¾	− ⅛
Lob Co pr	200	$18¼	18⅛	18¼	+ ½
Lochiel A q	2000	80	77	80	+ 5
Lochiel B	501	85	85	85	+ 8
Logistec	z50	$5	5	5	
L L Mnrls	7200	$5⅛	495	5	− ⅛
Lumonics	3100	$14	13⅞	13⅞	− ⅛
M-O					
MDS H B	12000	$10	10	10	+ ¼
MICC A	300	$16¼	16¼	16¼	
Micc B p	300	$18½	18½	18½	− 1½
MSR Exp	1651	$5¾	5½	5⅝	− ⅛
Mclan H X	900	$10	10	10	
Mcln HY q	100	$9⅞	9⅞	9⅞	− ¼
Macmilan	2575	$19⅞	19¾	19¾	
Mcmiln 200	200	$17	17	17	+ ⅛
Mcmiln 208	5181	$15¾	15⅜	15¾	
Macquest	z1	310	310	310	
Madeline	6000	40	34½	37	− 6
Magnason	1100	470	450	470	− 5
Magnetcs	700	80	80	80	
Maistc Wil	600	480	480	480	
Malartic	4000	305	300	305	+ 5
Man Bar	520	27	27	27	
Manville	2500	210	210	210	+ 10
M Lf Gard	z4	$31¾	31¾	31¾	
Maritime q	1595	$21⅜	21¼	21⅜	+ ⅛
Mar T 860	400	$6½	6½	6½	+ ⅜
Mar T 765	100	$6	6	6	+ ⅛
Mark Spnc	9900	$11	10¾	10¾	+ ⅛
Mark Wrk	200	300	300	300	+ 5
Mass Fer	8165	273	262	270	− 1
Mas F A	400	$8⅛	8¼	8¼	− ⅛
Mas F B	1000	$8½	8⅜	8⅜	− ⅛
McGraw H	400	$10	10	10	+ ¼
Merland E	6455	$5½	5⅜	5½	
Merland p	1900	$15½	15	15	− ⅜
Met Stors p	100	$12½	12½	12½	
Dicknsn A q	7978	154	135	145	+ 5
Dicknsn B	3278	155	145	145	− 10
Discovry	1000	115	110	110	− 14
Dist Tr A	1040	70	70	70	+ 5
Dofasco A	15645	$32¼	32	32	
Dfs 235	4900	$16	15⅞	16	− ⅛
Dofasco wt	900	$5¾	5⅜	5⅜	− ⅛
Doman I	2200	320	315	320	+ 5
Dome Cda	29310	455	445	450	+ 10
Dme Cda w2	1280	72	69	71	+ 3
Dome Mine	21000	$13¼	12⅝	12¾	− ⅛
Dome Pete	95912	$9	8⅞	9	+ ⅛
DPete A p	2360	$11⅛	11¼	11⅛	+ ⅛
DPete B p	2167	$11¼	11¼	11¼	
D Pet w	217150	79	75	79	+ 1
Dome Res p	41388	$49⅛	48⅜	49⅛	+ ⅛
DExplor	5000	47	47	47	− 1
Dom Store	220	$16⅛	16	16	
D Textie	21500	$10½	10½	10⅝	− ⅛
Domtar	620	$19	19	19	− ⅛
Dorset	z100	44	44	44	
Dr Mc C A	z94	$5½	5½	5½	
Drumnd P	6300	125	115	120	+ 10
Du Pont A	8035	$17	16¼	16¼	− 1½
Dynamar	8000	245	240	245	
Est Mirtic	2821	340	335	340	− 35
East Sul	1102	190	180	180	− 10
Echo B 300	8850	$12¼	11⅞	12	− ⅛
Echo 1986 w	z50	190	190	190	
Echo 1987 w	4150	150	140	140	− 10
Echo 1988 w	3350	150	145	145	− 5
Echo 1989 w	850	150	145	150	
Econ Inv	100	$19½	19½	19½	+ ½
Ego Res	500	49	49	49	+ 5
Elcthom X	2412	$7¾	7⅝	7¾	+ ⅛
Elcthm Y q	3325	$7¾	7⅝	7¾	+ ⅛
Elcthm Ind	3300	150	145	150	+ 5
F Calgry p	900	$6⅜	6⅜	6⅜	− ⅛
F City Fin	100	$19¼	19¼	19¼	+ 1¼
F Cty Tr C	4000	480	480	480	
F Cty Tr D	100	$7¼	7½	7¼	
F Mar	10400	125	110	110	− 20
Fisher O	37600	69	63	64	− 3
Ford Cnda	12500	$33	33	33	− 1
Francana	4800	$12¼	12⅛	12⅛	
Fraser	300	$12	12	12	− ½
Fruehauf	200	$9⅜	9⅜	9⅜	
G&H Steel	1100	$5⅜	5½	5⅜	+ ⅛
G M Res	3400	195	185	190	+ 5
GSW Cl A	500	475	450	450	− 50
GSW B q	200	445	445	445	− 5
Gandalf	10864	$15⅞	15½	15¾	+ ⅛
Gane	3000	120	120	120	+ 17
Gaz 15 p	900	$26	25¾	25¾	− ¼
G Distrb A	800	$12¾	12¾	12¾	− ⅛
GMC	3703	$51	51	51	− ¾
Genstar L	10700	$16	15⅛	15⅞	+ ⅜
Gnstar 2.35	1400	$19½	19½	19½	
Geocrude	200	189	189	189	
Gibraltar	13000	$7	6¾	6⅞	− ⅛
Goldale A q	100	370	370	370	− 10
Goldund M	11800	87	80	80	− 4
Granduc	1400	75	75	75	− 5
G L Nickl	1500	53	52	52	
P-S					
PCL Indust	2000	185	180	180	
Pac Coper	12860	205	190	198	− 7
Pac NthA q	100	$11½	11½	11½	− ½
Page Pet	z53	$13¾	12⅞	12⅞	
Pgurin A q	4000	405	400	400	− 15
Paloma P	1600	325	315	315	− 10
Pamour	100	485	485	485	
Pan Cana A	100	335	335	335	+ 55
Pan Centr	z366	72	72	72	
PanCan P	300	$64½	64½	64½	− ½
Pe Ben O	1000	265	265	265	− 5
Pegasus	3000	350	330	345	− 10
Pembina	5900	$8	7¾	7¾	− ½
Penn West	z230	77	67	67	
Pen W A	866	50	50	50	+ 5
Pen Wst W	z115	14	1	1	
Pennant	6700	81	80	80	
Petro Can	200	$137¼	137¼	137¼	
Petro Sun	2600	155	150	150	
Petrotech	500	300	300	300	− 5
Phonix Oil	5400	$12¾	12¼	12¼	− ⅜

TORONTO (Revue de la semaine)

A-B

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1982 Haut	1982 Bas
A.G.F.M	300	$5½	5½	5½	+ ¼	6⅜	5
AMCA Int	151944	$18	16¼	16¾	- 1⅜	23½	16¼
Abtl Prce	2274	$17¼	16½	16⅜	- 1⅜	22⅜	16½
Abitbi 7½p	125	$26	26	26	+ ⅜	26½	24½
Acklnd 2p	1000	$12½	12	12	- ½	13½	12
Aero E	11900	165	145	150	- 10	8⅛	135
Agassiz	25696	100	90	100	+ 6	100	51
Agnico E	24758	$6⅞	6½	6¾	- ¼	7¼	6¾
Agra Ind A	5200	$8¾	8¼	8¼	+ ⅛	9¼	7½
Ahed C	1500	30	21	21	- 19	40	21
Akaitcho	1900	46	42	42	- 3	68	40
Albany	19100	86	80	80	- 4	100	51
Alt Energy	42700	$11⅜	10¾	11	- ¾	16¼	8
Alta Nat	1775	$25	24	24½	- ½	27½	22
Alcan	314902	$24	23¼	23½		27⅝	21¾
Algo Cent	1600	$16	16	16		18¼	15
Algoma St	2213	$33⅞	33¼	33⅜	- ¼	44	33
Algoma St p	7900	$16	15⅜	15⅝		17¼	15½
Alum 3rd p	5900	$20	19¾	19¾	- ⅛	20	18
Am Eagle	5336	270	260	270	- 10	360	230
Am Leduc	20954	27	22½	25	- ½	39	22
Andrs WA q	4400	$16	15½	15½	- ½	16	12
Andres W B	100	$15½	15½	15½		16	12
Ang CT 4½	100	$16	16	16		16	14
Ang CT 265	200	$19	17½	17½	- ½	19	16
Ang CT 290	450	$20	19¾	20	+ 1	21	18⅜
Ang CT 315	500	$21¾	21½	21½	- ½	22½	20
Ang D Gld	1500	55	55	55	+ 5	70	40
Ang U Dev	6600	78	75	75	- 5	92	60
Anthes	15000	90	75	75	- 10	290	75
Arbor C	24550	$5½	5½	5½	+ ¼	5½	330
Argosy	3000	22	20	20	- 3	28	20
Argus	581	$8¼	8¼	8¼		9	435
Argus B pr	475	$18¼	18	18¼	+ ½	18½	16¼
Argus C pr	862	465	460	465	+ 5	7	400
Asamera	38100	$10⅜	9⅞	10⅛	+ ¼	14¼	9
Asbestos	1350	$12¾	12½	12½		19⅞	12½
Asoc Porc	3600	260	260	260		375	240
Astral q	16000	$6	5⅜	5¾	- ⅜	6½	400
Atco I q	7789	$7¾	7½	7½	- ¼	8¾	6½
Atco II	1300	$7¾	7¾	7¾		8⅞	6½
Atl C Cop	3000	78	77	77	+ 1	110	75
Atlas Yk	42450	43	39	39	- 4	73	31
Atlas w	22600	10	8	8	- 2	24	8
Augmitto	11950	195	180	185		197	110
Atp Hard A	125	$8	8	8	- 1	12	8
BC Sugar A	4792	$14	13⅛	13½	+ ¼	18	12
BP Can	140536	$34¼	32	32	- ⅞	34¼	22¼
Bachelor	4425	295	260	280	- 15	405	255
Bakertalc	2500	35	30	30	- 1	41	21
Banister C	5360	$8⅜	7½	8	- ½	8½	5¼
Bank BC	12010	$19¼	17	17	- 2¼	25¼	17
Bank BC 228	665	$16¾	16⅛	16⅛	- ⅞	17	14¾
Bank Mtl	493982	$21⅛	20	20⅜	- ½	24½	20
Bk Mtl 285	14560	$26½	26	26½		27¾	23¾
Bk Mtl 250	47650	$20¼	19½	19¾	- ½	26½	18¼
Bk Mtl w	46315	495	440	440	- 55	6	435
Bank N S	251302	$21⅜	20¾	21⅜	- ⅛	28	20¾
Bankeno	1210	375	375	375		10	340
Bankeno u	5974	495	440	455	- 57	6¼	440
Bankeno w	3500	112	96	100	- 10	125	96
Barbcon A	1100	375	350	375	+ 25	6	350
Barbcon B	1400	350	350	350		6	350
Bary Expl	11000	14	12½	14	+ ½	20	12½
Basic Res	3260	360	325	325	- 25	490	225
Baton A q	1200	$7⅝	7⅜	7⅜	- ⅛	8	7
Baton B	6010	$7⅜	7½	7½		8	6¾
Bay Mills	1800	$7½	7	7⅜	- ⅛	7½	5⅞
Bell Canad	472756	$19⅞	19⅜	19¾	+ ¼	19⅞	17¼
Bell A pr	z19	$25⅜	25⅜	25⅜		56⅞	22
Bell C pr	1635	$18	17¾	18	+ ½	18½	16¾
Bell D pr	z60	$58⅛	58⅛	58⅛		59⅛	52½
Bell 2.28	1750	$29½	28¾	29⅜	+ ¾	29½	26
Bell 1.80	3400	$14⅞	14⅜	14⅞	+ ⅜	14⅞	12½
Bell 1.96	2550	$23¾	23¼	23¼	+ ¼	23¾	20¼
Bell 2.05	20020	$19¾	19⅜	19¾	+ ½	19¾	17¼
Bell 2.70	207684	$22	21⅜	21⅞		22	20¼
Bighart O G	11800	$6¾	6⅜	6½		8¼	5½
Bl Hawk	9500	18	16	16	- 6	25	16
Black Phot	300	$9¼	9	9¼	- ½	11	7
Blackwod	200	250	250	250	+ 10	260	230
Blake Res	37200	275	235	255	- 30	495	145
Bluesky	31981	330	315	320		410	251
Bombdr A	600	$9	9	9		11½	8½
Bonanza Oil	17740	220	201	220	+ 3	325	190
Border C	300	250	250	250	+ 20	250	230
Bow Valy	112990	$15⅛	13¾	13⅞	- 1⅛	19¾	10
Bow Vly 7	500	$58	57	58		77	50
Bow Vly R	25100	$6¼	5½	5½	- ¾	8	490
Bralor Res	15800	$7½	7	7¼	- ⅜	14⅛	6¼
Bramalea	4200	$5⅝	5¼	5¼	- ¼	8⅜	495
Brscade p	60290	$31	30	30½	+ ⅜	327⅜	281½
Brascan A	25467	$18⅞	17⅜	17⅞	- ¾	24½	17¾
Brscn 8½	1500	$16½	16	16½	+ ½	18¼	15
Brscn 1981	2050	$23	22½	22⅞	- ⅛	23⅞	20
Brenda M	5001	$9¼	8¾	8¾	- ½	12½	6½
Bright A	150	$14	14	14		14	12
Brinco	7775	495	405	430	- 50	6⅜	405
Brinco p	38406	460	435	435	- 25	490	420
Br Am Bnk	439	$15½	15½	15½		17½	15½
BCFP	11379	$9⅛	9⅛	9½	+ ¼	12⅞	834
BC Pack B	500	$32	32	32		41	32
BCRIC	173550	355	345	355		395	325
BC Phone	139561	$16⅜	16	16⅜	+ ¼	16⅜	14½
BCPh 4½ p	200	$31½	31	31½	+ 1½	32	27⅝
BCPh 4¾ p	245	$32	31¾	32		33	29¾
BCPh 1956	z60	$32½	32½	32½		32⅜	29¾
BCPh 4.84	200	$9	9	9	+ ¾	9¼	8
BCPh 5.15	z5	$35¼	35¼	35¼		36	34
BCPh 5¾ p	z62	$38	37¾	37¾		40⅛	38
BCPh 6.80	610	$12¼	12¼	12¼	+ ¼	13	10½
BCP 7.64 p	1400	$13½	13	13		13¾	11¼
BCP 10.16 p	1082	$19⅜	19	19	+ ½	19⅞	16¾
Broul Reef	64800	125	100	104	- 14	125	58
Brunswk	10240	$10¼	9½	9½	- ½	14⅞	9½
Budd Can	3100	55	430	430	- 55	6	430

C

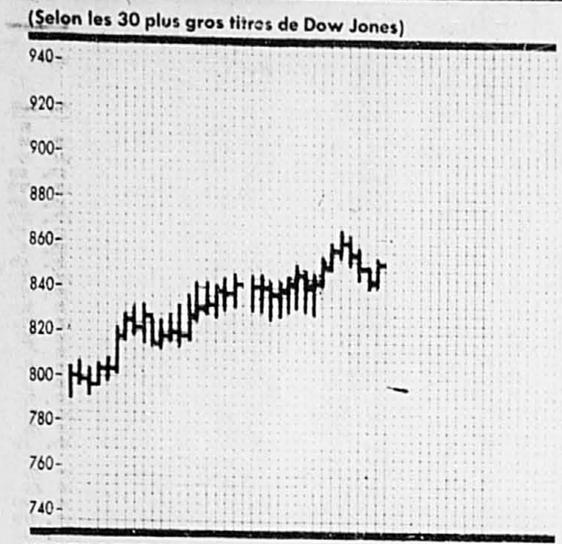
CAE	16750	$9	8⅛	8⅛	- ⅞	10½	7¾
CIL	2562	$24	23⅜	24	+ ½	34	23¼
CME Res	2220	52	45	45	- 11	109	45
Cableshar	77525	$7¼	6½	6⅝	- ½	7¼	6
Cad Frv	30706	$8⅜	7⅞	8	- ½	13¾	7¾
Cad Frv A	16538	$5⅝	5½	5½	- ¼	6¼	5⅛
Calvert	18540	30	26	26½	- 3½	53	25
Camchib	300	390	390	390	- 10	5¼	390
Cmchib w	z300	55	55	55		75	50
Camel O G	17800	310	300	300	- 10	490	250
Camflo	24415	$9	8	8½	- ⅛	19¾	8
Camp RL	50775	$16⅜	14½	14⅝	- 1⅜	18¼	12¼
Camp Res	14240	$6⅛	6	6		8¼	6
Campeau q	5605	$7⅜	7½	7½		11	7½
Camreco	11700	100	80	85	- 20	125	47
Can Cem	23479	$9¼	9	9	- ¼	11½	8⅜
C Cem 6½	1280	$9¾	9⅝	9¾	+ ½	9¾	8¼
CCem 2 p	9021	$11¾	11	11¾	+ 1¼	12½	10
CDC q	17687	$6¾	6¼	6¼	- ⅜	9½	5¾
CDC pr B	3052	$89¼	88	88¾	- ¼	99	80
CDC 1980	44211	$13½	13⅛	13½	- ⅜	15	11¾
Can Malt	725	$34	33¼	34	+ ¾	35¼	32¾
C Nor West	5050	$25	23¼	25	+ 1⅜	35	18¼
CanP Ent	173220	$14	13¼	13⅜	- ¼	18⅜	13¼
C Packrs	1950	$29¾	29	29	- ¼	33½	28½
CS Pete q	10135	$57⅛	490	490	- 72	634	330
Can Trust	14446	$27	25½	25½	- 1¾	29½	25½
C Trust 7¼	3100	$20	19⅞	19⅞		22	19⅞
C Tung	200	$17½	16¾	16¾	- ⅛	25	14½
Canadex	13000	220	199	199	- 16	325	125
Cdn Arrow	4400	32	32	32	- 6	41	25
CCMan X q	13736	$9¾	9	9		10½	9
CC Man Y	30676	$9¼	9	9¼	+ ¼	11¼	9
C Curtis	51300	95	85	95	+ 20	95	70
C Formst q	268	285	285	285	+ 10	435	270
C Formst sp	200	285	285	285	+ 10	425	275
C Found pr	330	$12½	12	12	- 1	13	11¾
CGE	500	$32	32	32		33½	29⅜
CG Invest	1140	$18	17¾	17¾		20	17¾
C Hydro pr	300	$7½	7½	7½		8	7
Cl Bk Com	83780	$24	22¼	22½	- 1¼	29⅛	22¼
CIBC 250 p	79395	$22⅛	21½	21⅞	- ⅛	22⅛	19½
CIBC 2.05 p	13075	$20½	18¼	18¾	- 1¾	23⅛	18¼
CIBC 35625	138435	$26	25¾	25⅞		26	24
CIBC w	10850	$6⅞	6⅛	6⅛	- ¾	9⅛	6⅛
CIBC w 2	327635	205	182	190	- 9	205	106
C Lencour	17650	20	17	17	- ½	28	17
C Manoir	1700	310	290	310	+ 20	315	270
C Marconi	10725	$33¼	32½	32½	- ⅛	33¼	26¼
Cdn Nat Res	46450	375	345	375	+ 10	9⅜	330
C Nat 8.50	200	$13⅞	13½	13⅞	+ ½	20½	12½
C Occdntal	27738	$10¼	10	10⅛	+ ⅛	11½	9½
C Occdntl p	z25	$17¾	17⅜	17⅜		19	17
CP Ltd	382569	$27½	25¼	25¼	- 1½	41⅞	25¼
CPL A p	2631	$7	6¾	6¾		7¼	6¾
CPL 4 p	700	$10¼	10¼	10¼	+ ¼	10¼	8
CPL UK p	4700	$10	10	10		10	8⅜
C Reserve	6025	$14	12¼	12½	- 1⅜	18½	11¼
Cdn Tire	z120	$35¾	34	34		36	31½
CTire A q	27345	$37	36½	36¾		38	33¾
C Utilties	1492	$21	21	21		21⅞	19¾
C Util 5 pr	150	$35	35	35	+ 2¾	35	32¼
C Util 10¼ p	3300	$20½	19⅞	19⅞		20½	17
C Util 9.24	5630	$17⅛	16½	16¾	+ ¼	17¾	14¾
C Util 7.30	2200	$15	14¼	14½	+ ¼	15	11¼
CUtil 2nd D	29225	$24¼	23	24	+ ¼	24¼	20
CUtil 2nd E	15100	$22¼	21½	22¼	+ ¼	23½	19½
CUtil 2nd F	19540	$27	26¼	26⅝	- ⅜	27	24¼
CUtil 2nd G	11700	$27⅜	26¼	26¼	- 1⅛	27⅜	25⅜
CWN G 4 pr	726	$5¾	5¾	5¾	- ¼	6	5½
CWN 5½ p	175	$7¾	7¾	7¾	- ½	8	7⅜
Canbra	1200	$7¾	7½	7¾	+ ⅛	10½	7
Canray Res	7333	39	35	35	- 5	60	29
Canron A	9027	$12⅞	11¾	11¾	- ¾	14⅞	11¾
Canuc	7900	45	42	42	- 3	83	40
Canusa	79496	160	130	150	+ 25	240	100
Canusa w	2400	20	15	20	+ 5	45	15
Cnwst Fin p	2450	$22⅜	22¼	22½	+ ⅛	22⅜	20½
Cara	2786	$8½	8	8⅛	+ ⅛	8½	5⅞
Cara A q	18730	$8	7⅝	8	+ ¼	8	6
Carl OK	79225	$8⅛	7⅜	7⅞	+ ⅜	8⅛	5½
Carl A p	805	$18	17¾	17¾	+ ¼	18	14⅜
Carl B p	650	$19¼	18½	18¾	+ ¾	21	17⅞
Carma 8¾	z50	$12⅜	12⅜	12⅜		13	11⅜
Carma A	7505	55	460	480	- 20	1134	460
Carma cvp	17750	$11	9½	9⅝	- 1⅜	15⅞	9½
Carolin M	41400	$10	9¼	9⅜	+ ¼	19⅞	8
Car q	1900	110	100	110	+ 10	190	100
Casidy A p	200	415	415	415		435	415
Celanese	10025	$6	5½	5¾	- ¼	10½	5½
Celanes 1 p	100	$7	7	7	+ ½	7½	6¼
Celan 175 p	400	$12⅛	12	12	+ ¼	12¼	10¾
CFund A q	450	$6¾	6¾	6¾	- ¾	7¾	6¾
Cent Pat	2800	280	270	280	+ 5	375	250
Centrl Tr	1440	$7¼	7	7		8½	5½
Ceres Res	24800	240	230	240	+ 10	275	170
Chancellor	13341	165	150	156	+ 6	195	102
Cherokee	6600	395	375	380	- 25	6⅜	275
Chieftan D	10500	$18¼	18⅜	18½	+ ¼	22½	14¾
Chieftan B	1191	$49½	48½	49	- ½	52¾	41
Chrysler	11083	$7	6½	7	+ ¼	7	425
CHUM B q	1206	$17¼	17¼	17¼	- ¼	17⅜	14½
Cinequity	16200	30	25	25	- 4	60	25
Claiborne A	12400	215	200	215	+ 15	215	105
Coastal q	100	$6	6	6	- ½	8¼	5
Coastl A q	38210	425	400	400		6½	340
Coho A q	2615	$5½	5	5⅛	- ⅛	8⅜	455
Coin Lake	2500	30	30	30	- 5	40	21
Color Y W	550	375	340	340	+ 15	400	325
Comaplex	2900	60	60	60		90	56
Cominco	28437	$43	40¾	40¾	- 1¼	55¼	40½
Cominco A	1000	$17⅜	17⅜	17⅜		19	15
Comrcl O G	6300	135	120	120	- 10	140	85
Computtog	900	410	405	405	- 5	7½	340
Computel	250	$16	15⅞	15⅞	+ ⅞	16	7
Comterm	18000	$7½	6⅞	7		7½	6⅞
Coniagas	4400	140	125	127	- 3	265	120
Con Bath A	27271	$14¼	14	14		18¾	13⅞
Con Fardy	64388	160	151	160	+ 13	200	145
Con Copper	41500	21	18	18	- 4	45	18
C Durham	28600	125	101	115	- 5	225	101
C Louanna	5000	120	120	120		245	90
C Marben	13700	46	44	45		58	44
Cons Prof	42533	96	90	90		237	80
C Rambler	600	450	430	440	+ 10	480	430
C Rexspar	z100	20	20	20		36	20
C Summit	4500	44	40	40	- 1	65	33
Consoltex	2100	220	200	200	- 20	325	185
Con Distrb	3000	$6¾	6¼	6¼	+ ¼	8	5⅛
Con Gas B	z10	$36¾	36¾	36¾		40	37¼
Con Glass	2100	$16	14¾	15	- ¾	16	14¾
CTL Bank	14453	$7⅛	6½	6⅞	- ¼	8⅜	6½
CTL Bk 4½	310	$52	52	52	+ 2	55½	48
CTL Bk 5¾	600	$10	9¾	10	+ 1	10	8
Conventrs	5250	$6¼	5½	5¾	- ¼	11⅜	410
Conwest A	5075	340	325	325	- 25	410	310
Conwst B q	8556	260	250	260		405	230
Cooper C	100	450	450	450	- 10	5	450
Cop Fields	513	$6	6	6	- ½	10½	6
Corby vt	6507	$23½	22½	23½	+ ½	30	22½
Corby B q	975	$21½	20¾	20¾	- 1	26½	20¾
Corp Food	400	$5¼	49	49	+ 1	54	45
C Falcon C	20755	$10⅜	10⅛	10¼		12⅞	10
Corrida	21339	180	110	110	- 70	320	110
Coseka R	17568	$7¼	6¼	6¼	- ¾	12¾	5⅞
Coseka 7 p	1600	$5½	5⅛	5⅛	- ⅛	7⅛	5⅛
Courvan	3325	25	25	25	+ 1	35	23
Craigmt	8975	175	160	170	- 5	225	150
Crain RL q	1000	$13¼	12¾	12¾	- ½	14½	12⅛
Crwn Life	100	$85	85	85		85	80¼
Crwn Trst	z25	$15¾	15¾	15¾		17	16
Crown 8¾	145	$12	12	12		12½	12
Crown 14½	69337	$19½	19	19¼		19¾	17½
CZelrba A q	975	$23	23	23	+ ½	27½	22
Cullaton	65938	475	395	410	- 15	14¼	360
Cuvier M	600	30	30	30		40	25
Czar Res	84910	250	225	225	- 24	6⅜	200
Czar Wt	1533	30	27	27		85	25

D-G

DRG A q	500	$5¾	5⅜	5⅜	- ⅛	7	5
Dalco Pet	281000	119	100	105	- 10	165	75
Dale-R pr	200	475	475	475		5	475
Dalmys	532	$8	8	8		9	7½
Dalmy C q	132	$7½	7½	7½	- ½	9	7½
Daon Dev	79540	265	250	251	- 14	5¼	240
Daon A q	2300	440	415	415	- 45	485	415
Daon 8⅝ p	1400	480	465	480	+ 40	5⅛	440
Daon 9½ p	6250	490	475	475	- 15	6	475
Datfine	400	$7	6½	7		7½	6½
Dejour Mn	5100	37	31	32	- 3	48	30
D Eldona	25700	69	55	60	- 7	94	55
Delhi Pac	36000	42	39	40	- 1	97	39
Denison	26830	$23½	22¼	22¾	- ½	33¾	20½
Dicknsn A q	31278	180	135	145	- 25	250	120
Dicknsn B	20778	180	145	145	- 35	270	130
Digtech	9015	365	275	310	- 65	480	275
Discovry	2556	124	110	110		153	93
Dist Tr A	2150	70	65	70	+ 20	100	50
Dofasco A	26918	$32¼	30¾	32	+ 1⅜	41½	30¼
Dofasco B	389	$31⅛	30⅜	31⅛	+ ½	39¾	30⅜
Dofasco 4¾	300	$36½	36½	36½	- ½	38	36
Dofasco 235	20300	$16¼	15⅞	16	- ¼	17¾	15⅞
Dofasco wt	1454	$5¾	5⅜	5⅜	- ¼	8	5½
Doman I	14000	330	315	320	- 10	6¾	315
Dome Cda	271087	490	440	450	- 35	6⅝	370
Dme Cda w	141935	90	66	71	- 18	163	61
Dome Mine	61135	$13⅞	12⅝	12¾	- ⅜	18⅜	12
Dome Pete	615737	$9⅞	8½	9	- ¾	15	7⅞
DPete A p	28619	$11⅜	11⅛	11⅜	+ ⅛	13	11
DPete B p	7609	$11⅜	11⅛	11¼		13	11
D Pete w	h14463	88	71	79	- 8	124	71
Dome Res p	602226	$49½	48⅜	49⅜	- ⅛	49¾	47
D Citrus	2000	475	475	475	- 5	5	450
DExplor	13900	48	45	47	+ 1	82	44
D Scotish p	100	$16½	16½	16½	- 1	20	16½
Dom Store	3507	$16⅛	16	16		16⅝	15
D Textile	54600	$11	10⅜	10½	- ½	13⅜	10⅜
Domtar	125663	$19¼	19	19	+ ⅛	22	17½
Domtar pr	300	$7	7	7		7¾	6¾
Dorset	21600	48	45	48	- 2	85	40
Dorset w	4000	5	4	5	- 1	15	4
Dr Mc C A	1599	$5¾	5¾	5¾	- ⅛	8⅜	5¼
Drumnd P	50100	125	98	120	+ 13	270	90
Dunde Pat	z100	16	16	16		34	16
Dunraie	2000	45	40	45	+ 9	52	30
Du Pont A	10555	$18	16¼	16¼	- 1½	29	16¼
Dylex L A	75300	$17⅛	16¾	16⅞	+ ⅛	17¼	13⅞
Dynamar	25427	248	240	245	- 5	350	185
E-L Fin	1565	$8⅜	8⅜	8⅜	- ⅛	10⅜	8½
E-L Fin p	215	$10	10	10	- ¾	11	10
Est Mirtic	14415	385	305	340	+ 50	385	195
East Sul	3302	215	180	180	- 45	260	175
Echo B 300	15400	$12¼	11⅞	12		15	10⅞
Echo 1986 w	3450	215	195	215	+ 20	300	175
Echo 1987 w	6825	155	140	140	- 10	270	140
Echo 1988 w	5550	150	145	145	- 5	260	115
Echo 1989 w	1850	150	145	150		260	115
Econ Inv	104	$19½	19½	19½	+ ½	19½	18⅞
Ego Res	19400	49	44	49	- 1	66	38
Elcthorn X	7362	$7¾	7⅜	7¾	- ⅛	12	5⅝
Elcthm Y q	5175	$7⅞	7½	7¾	- ¼	12⅛	5¼
Electhom p	z10	$50	50	50		53	51½
Emco	800	$12⅜	12⅜	12⅜	+ ⅛	13½	11½
Enrgy Res	z100	32	32	32		36	31½
Epitek	29274	175	155	163	- 8	275	155
Exquisite	605	110	78	110	+ 8	130	78
Extndcar	2196	$9½	9	9	- ⅛	12½	9
Extndcr A q	205216	$9¼	8	8½	- ¾	11¾	8
FCA Intl	16075	$7⅞	7⅜	7⅞	+ ¼	8⅜	7
Fibrg Nik	51883	$54½	50	50	- 4	73¾	50
Fathm Ocn	3050	180	170	174	- 6	210	131
Fed Ind A	5455	$13¾	13⅛	13⅜	- ⅛	14	11
Fed Pion	160	$48	48	48	- 2	53	48
Fidelty Tr p	650	$12⅜	12	12	- ⅜	12⅜	11
Finning A	4300	$8	8	8		10½	7¾
Finning B q	12550	$8	7¾	7¾		10⅜	7
Firan Gndl	7600	150	130	150	+ 1	185	130
F Calgary	6136	150	135	140	+ 8	205	110
F Calgry p	1300	$7	6½	6⅝	- ⅛	8	5⅞
F City Fin	100	$19¼	19¼	19¼	+ 1¼	21	17½
F Cty Tr A	600	$7½	7⅛	7⅛	+ ⅛	7½	6¼
F Cty Tr B	500	$6⅛	6	6⅛	+ ⅞	6⅛	5
F Cty Tr C	11700	480	480	480		5	450
F Cty Tr D	2439	$7¼	7	7¼	+ ¼	7¼	6½
F Mar	12925	130	110	110	- 25	170	110
Fisher O	331010	96	50	63	- 37	495	50
Foodex p	2350	355	345	355	+ 15	375	300
Ford Cnda	13338	$34½	33	33	- 1	34½	30
F Sea A pr	325	$5¼	5⅛	5¼	+ ¼	5⅞	490
Francana	37473	$12¼	12	12⅛		17⅜	8½
Fraser	585	$12½	12	12	- ¼	17⅛	11¾
Fruehauf	600	$9⅜	9⅜	9⅜		10⅞	9⅜
G&H Steel	3400	$5⅜	5¼	5⅜	- ⅜	6⅜	415
G M Res	12050	220	185	190	- 30	385	185
GSW Cl A	690	$5	450	450	- 50

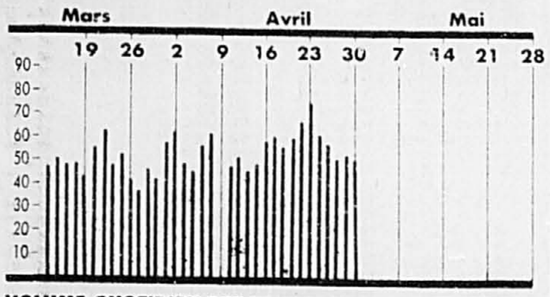
NEW YORK

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE INDUSTRIEL

Haut: **852.55**
Fermeture: **848.36**
Bas: **841.70**



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 48,450,000

INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK

	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	67.08	+0.13
INDUSTRIELLES	75.86	+0.17
TRANSPORTS	57.37	−0.11
SERVICES PUBLICS	39.17	+0.02
FINANCE	70.94	+0.24

par AFP

NEW YORK — Les valeurs boursières se sont modérément raffermies vendredi, mettant un terme à trois séances successives de déclins. L'indice des industrielles a clôturé à 847.31 en hausse de 2.38 points. Quelque 48 millions d'actions ont changé de mains. Ce raffermissement a été attribué à une réaction technique, les analystes n'ayant décelé aucun facteur positif, aussi bien dans la situation internationale que sur le plan économique. Au contraire, l'indice des principaux indicateurs économiques a enregistré en mars sa onzième diminution mensuelle successive, soit 0.5 pour cent, ce qui éloigne la perspective d'une prochaine reprise économique. En clôture, le nombre des hausses dépasse celui des baisses: 721 contre 660. 463 titres ont été inchangés. Southern Railway a gagné 2⅜ à 95⅛, McDonnell-Douglas a monté de ¾ à 37⅝. Standard Oil Indiana a clôturé à 42 en hausse de 1. Litton a cédé 2 à 48¾. Homestake Mining a perdu 1¼ à 23⅞. Asarco a clôturé à 20⅜ en baisse de 1¼. Dans les canadiennes, Genstar gagne ⅜ à $13, Ashland Oil ⅜ à $22½ et Hudson Bay Mining ¼ à $14¼. Canadian Pacific perd ⅜ à $20⅝, Dome Mines ¼ à $10⅜ et McIntyre Mines ¼ à $26¼.

Valeurs	PB	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
ACF In	7	25	36¾	36½	36½	− ⅛
AMF	7	231	18¼	18	18	− ¼
APL		26	4⅛	4	4⅛	
ARA	7	48	25⅞	25¾	25¾	+ ¼
ASA		975	35⅞	33½	33¾	− 1⅜
LbtLb	15	590	30¾	30¼	30½	+ ⅜
Acme Cl	7	x91	22¼	21⅞	22⅛	+ ⅛
AMD	45	744	25¼	24¾	25	+ ⅛
AetnaLf	7	2533	43⅛	42½	42¾	
Alleen		11	3	2⅞	3	+ ⅛
Air Prd	8	250	35⅜	34½	35¼	+ ⅞
Airb Ft	18	55	11	10⅞	11	+ ⅛
Akzona	21	37	9¾	9½	9¾	+ ¼
Aiask In	6	126	14½	14¼	14⅜	
Alberto	8	6	13¾	13½	13½	− ¼
Alcan	8	97	19⅜	19¼	19¼	− ⅛
AlcoStd	7	24	20¼	20¼	20¼	− ⅛
Alexdr		171	11¾	11¼	11⅜	+ ⅛
Alleg Cp	8	24	52⅞	51⅞	51⅞	− ⅛
Alg Int	4	75	30⅞	30⅝	30⅞	+ ⅛
Alig Pw	6	308	19⅜	19¼	19¼	− ⅛
AllenG	10	17	13¾	13¼	13⅜	+ ⅛
AlldCp	4	369	34¼	33⅞	34	
Alld St	7	462	31⅝	31⅛	31⅛	
AllisCh		112	14⅜	14½	14½	
AllrAu	16	159	25½	25⅜	25½	
Alcoa	9	590	25	24⅜	25	+ ⅛
AmlSug	3	45	46½	45¼	45⅞	+ ⅜
Amax	13	556	27¾	26⅞	27¼	− ⅜
AmHes	79	1770	19⅞	19¼	19⅝	+ ⅛
AmAir		965	14⅜	14	14¼	+ ⅛
AAir wt		138	4¾	4½	4⅝	− ⅛
A Brnd	7	374	43⅛	42⅜	42⅞	+ ⅛
ABC	7	895	37⅜	35¾	37⅛	+ 1⅜
Am Can	8	166	27⅜	27¼	27½	+ ⅜
A Cyan	7	1315	29⅝	28⅞	29⅛	+ ⅛
ADT	10	15	37¾	37¼	37¾	+ ¼
AEI Pw	7	859	18	17⅝	17⅝	− ⅜
AmExp	9	1046	49	47½	48½	+ 1¼
AGnCp	6	280	41½	41	41½	+ ½
AHoist	4	73	13⅜	d13⅛	13⅛	− ⅛
AHome	11	2358	36½	36⅛	36⅜	+ ⅛
Am Hosp	14	631	44½	43⅜	43⅞	+ ⅜
AMI	13	973	23⅞	23½	23¾	+ ⅛
AmMot		389	3¾	3⅝	3⅝	
ANatR	5	289	34⅜	34¼	34½	
Am Std	7	42	26¾	26⅜	26⅝	+ ¼
A Steril	11	1301	15¼	13¾	15⅛	+ 1⅜
ATT	6	3992	54⅝	54⅛	54¼	− ⅛
Amfac	9	112	23⅜	22⅞	23¼	+ ⅜
Ampln	15	171	57	56⅜	56⅞	− ⅜
Ampco	9	7	13½	13⅛	13⅜	− ⅛
Amrep	24	28	8⅞	8¾	8¾	+ ⅛
AmStar	4	134	23⅜	22¼	22¾	+ ¾
Anlog		106	19⅞	18⅞	19⅞	+ ¾
Anchr H	7	348	15¼	d14⅜	14¾	− ¾
Angelic	10	99	19⅝	18¾	18¾	− 1¼
Anheus	10	3080	50¼	49⅛	49¾	+ ⅝
Anixtr	13	192	15¼	14¾	15⅛	+ ⅛
Anthny	6	1	6⅞	6⅞	6⅞	− ⅛
Apache	12	133	14¼	14	14	− ⅛
ApplMg	13	392	22½	21⅞	22	+ ¼
Arcata		382	36⅞	36½	36⅞	+ ⅝
ArchD	7	3063	16⅜	16	16¼	
Ariz PS	6	651	20¼	19⅞	20¼	+ ⅜
ArlnRt	1	893	11-16	9-16	11-16	+ 1-16
Armco	5	1126	19⅜	19¼	19½	− ⅛
Arm Ru	4	7	32¾	32⅜	32⅜	− ⅛
Arm Wtn	14	398	16⅞	16¼	16¾	+ ½
ArowE	51	21	12	11¾	11¾	− ⅛
Aserco	28	566	21½	20⅛	20¾	− ¾
Ashld O	9	185	22½	22⅛	22½	+ ⅜
Asd Drg	8	156	33⅛	32½	32½	− ¾
Athlone	5	11	22⅝	22½	22⅝	+ ⅛
AtlMtro	3	716	1	1	1	− ⅛
AtlRich	6	801	39½	38⅝	39½	+ ½
Atlas C	2	21	16⅛	15⅞	15⅞	
Aut Dt	15	215	25⅜	25⅛	25½	+ ¼
Avco Cp	6	741	18⅞	17⅞	18½	+ ½
Avery	9	27	25⅞	25⅜	25⅜	− ⅛
Avnet	12	515	49	48½	48½	+ ⅛
Avon	7	1103	25½	25	25¼	− ¼
Aydin	14	134	25½	24¾	24¾	− 1
BkrIntl	7	719	30¼	29⅜	29¾	− ½
Bald U	9	390	68½	66⅞	68⅛	+ ⅝
Ball Cp	6	59	36⅞	36⅜	36⅜	− ½
Bally	10	3211	31¼	30⅜	30½	− ¼
Bandag	10	56	26⅞	26¾	26¾	
Bang P	5	35	17½	17½	17½	
Bk of Va	6	85	17⅛	16⅞	17	+ ⅜
BnkAm	6	630	18¾	18⅜	18¾	+ ⅜
BankTr	5	464	34⅜	34⅛	34⅛	
Banner	8	18	8⅞	8⅝	8⅝	− ⅜
BardCR	13	59	32⅜	31¾	32⅛	
BasRes	9	19	4⅞	4	4⅛	
Bausch	29	292	45¼	44⅜	44¾	− ⅛
BaxTr	16	1015	35⅞	35⅛	35⅞	+ ¾
BeatFd	6	292	19⅜	19¼	19⅜	
BectnD	12	23	44½	44	44¼	
BelcoPt	5	21	23⅞	23⅜	23⅞	− ⅛
BeldnH	8	24	6⅜	6⅜	6⅜	+ ⅛
BelHow	8	7	21¾	21⅝	21⅝	
Bell Ind	9	24	17⅜	17⅛	17¼	
BellCan		54	16⅛	16	16⅛	
Bendix	5	41	54¼	53½	54	+ ¼
Benfi Cp		565	19½	19	19½	+ ½
BengtB	5	183	4¼	4	4⅛	+ ⅛
Berkey	12	41	3½	3⅜	3½	+ ⅛
Beth Stl	10	614	23⅛	22¾	22⅞	+ ¼
Black D	11	637	14⅜	14⅛	14¼	− ⅛
Blair Jhn	9	43	33⅜	32⅞	33⅛	− ⅛
Bliss L	6	2	17½	17½	17½	
Blck HR	12	177	33½	33	33	
Blue Bel	7	13	24½	24¼	24¼	− ¼
Boeing	5	1763	19⅜	18¾	19⅛	
Bois Cas	9	466	28⅞	28⅜	28½	− ⅛
Borden	6	168	33⅜	33⅛	33¼	
BorgW	7	275	28¾	28⅛	28½	+ ¼
Bos Edis	5	170	21¼	20⅞	21	− ⅛
Braniff		145	2¼	2⅛	2¼	
BristM	12	501	58	57¼	57½	+ ⅛
BritPt	5	189	23¼	22⅜	23¼	+ ½
BwnSh	66	3	15¾	15½	15¾	+ ½
Bwn Gp	6	313	32½	31⅝	31⅝	− ⅜
BwnFer	12	343	33½	33⅛	33½	+ ⅜
Brnswk	6	600	17⅜	17¼	17½	− ⅛
Brush W	12	19	40¼	40	40	
Bucy Er	9	61	16½	16¼	16⅜	
BunkrH		22	15	15	15	+ ⅛
Burlin	6	115	22⅞	22⅜	22⅝	− ¼
BrlNth	9	972	48¾	48	48½	+ ¼
Burndy	8	39	19¼	18¾	18¾	− ¼
Burrghs	10	1294	37	36⅛	36⅛	− ½
Buttes		28	10½	10⅛	10½	+ ⅛
CBI Ind	7	24	33	32⅜	33	− ⅛
CBS	7	1000	42½	41¾	42¼	
CCI	4	111	11⅜	11⅛	11⅛	− ⅛
CLC	8	2	9⅜	9½	9⅜	+ ⅛
CNA Fn	10	100	13¾	13½	13½	− ⅛
CPC Int	8	167	37⅜	36⅜	37⅛	+ ¼
CSX	6	258	47⅜	47	47¼	+ ¼
CTS	1	10	19	25⅜	25⅜	
Cabot	7	89	22⅜	22	22¼	+ ¼
Cadenc		17	11¾	11½	11½	− ⅜
Caesar	8	491	9⅜	9⅛	9¼	+ ⅛
Callhn	19	103	10⅞	10½	10⅝	− ¼
Camp RL		233	12⅞	11⅝	11¾	− ¾
Campb Sp	9	452	u36¾	35¾	36½	+ ½
Cdn Pac		466	21	d20⅝	20⅜	− ⅜
Can PE		766	11⅛	10⅞	11	− ⅛
Cap Cit	12	372	77	76	77	+ 1¼
CapHld	8	69	25¾	25½	25¾	+ ¼
Carling		223	6½	6⅜	6½	+ ⅛
Carnat	7	54	32¼	32⅛	32¼	
Cart Hw	9	252	14¾	14⅜	14⅜	
Cart W	8	72	11¼	10¾	11¼	+ ½
Castl Ck	9	163	9	8¾	8¾	− ⅛
CatrpT	8	523	46	45½	45⅞	+ ⅛
Celanse	7	311	58⅜	57½	58⅜	+ ¾
Cenco	14	27	13⅞	13½	13⅞	+ ⅜
Centex	9	302	22⅛	21½	21¾	− ⅜
CenSoW	6	566	16¼	16	16	− ⅛
Cn Sova	15	84	11½	11¼	11½	
CenTel	8	573	31¼	30⅜	31	+ ½
CessAir	6	767	17⅜	16½	17¼	− ⅛
Chmpln	15	482	16⅜	16⅛	16⅜	+ ⅛
ChamSp	11	1464	8⅜	8⅛	8⅜	+ ⅛
Chart Co	152	388	9⅜	9⅛	9⅛	− ½
Chase	4	576	55⅛	54¼	54⅞	+ ⅜
Chlsea	6	6	9¼	9	9¼	+ ⅛
ChNY	4	175	34½	34⅛	34⅜	− ¼
ChesPn	10	138	35⅝	35¼	35½	+ ⅛
ChkFull	17	92	14⅛	13⅞	13⅞	− ⅛
ChrisCf	13	77	38¼	38	38	− ¾
Chroma	36	49	14¾	14⅜	14¾	+ ⅛
Chrysir		3141	5⅞	5¾	5¾	− ⅛
ChurCh	10	362	33¼	32⅝	33⅛	+ ¼
Cin Mil	10	1115	25⅞	25	25⅛	− ⅜
Cilicrp	6	3994	28½	27⅞	28½	+ ½
Cities Sv		1271	33⅛	32¼	32¾	+ ¼
City Inv	7	566	24½	23⅞	24⅛	+ ⅜
Ctyln pf2		8	37½	36½	37½	+ 1
Clark Eq	14	935	21⅞	21½	21⅝	
Clv Clf	6	64	22¼	22⅛	22¼	− ¼
ClevEl	6	478	17⅜	17⅛	17¼	
Clorox	8	771	14¼	13⅞	14	− ⅛
Cluett P	7	56	16⅛	15½	15½	− ⅜
Coastal		548	24¼	23⅜	23¾	+ ⅜
CocaCl	9	869	34¼	34	34⅛	− ⅛
ColeN	10	18	26¼	26¼	26¼	
Coleco	13	620	16⅜	15½	16¼	+ ¼
Colemn	9	2	23½	23½	23½	
ColgPal	7	615	18⅝	18¼	18⅜	
Col Aik	7	119	12⅞	12½	12¾	− ⅛
Col Penn		178	15	14⅞	14⅞	− ¼
Coltin	13	284	27⅛	26⅝	27	+ ⅛
ColGas	6	68	33¼	31¼	31½	+ ¼
Col Pic	14	726	70¼	69⅜	70¼	+ ¼
CmbEn	5	694	27¼	25⅞	27¼	+ 1
Cmdr I	15	633	52⅞	51¼	51⅜	− ½
CmwE	6	1215	21⅞	21⅝	21¾	− ⅛
Comsat	17	206	64½	63⅜	64	
Compgr		224	13½	13⅛	13¼	+ ⅛
CompSc	10	48	12¼	12⅛	12¼	+ ⅛
Cptysn	25	659	33⅛	32¾	32⅞	− ⅛
ConEd	5	3520	37	36¾	36¾	
ConFds	7	279	34⅛	33¾	34	− ¼
ConsFrt	4	37	38¼	37¾	37⅞	− ⅛
Con NGs	6	62	47⅜	47	47	
ConsPw	6	222	17½	17¼	17⅜	
ContAir		82	4⅝	4½	4½	
ContCp	7	223	27½	27	27	− ⅝
Cnti Grp	4	381	28¼	27⅛	27⅞	+ ⅜
Contlll	4	727	29¼	28⅜	28¾	− ⅜
Cont Tel	7	274	17⅛	17	17	− ⅛
CtDat	7	886	30¾	30¼	30½	− ⅛
Cook Un		13	3½	3⅜	3½	
Coopr	6	572	37¼	36⅝	37¼	+ ¾
Coop Lb	11	598	32⅛	30½	32	+ 1¾
Coopwd	4	14	24½	24¼	24¼	− ¼
Cordur	7	55	8⅝	8½	8⅝	− ⅛
Corein	8	10	11	10¾	11	
Corn Gl	12	333	48⅜	47½	48	+ ⅜
Cowles	22	10	35⅜	35⅛	35⅜	+ ¼
CoxBd	14	53	30⅞	30½	30⅞	+ ⅛
Crane	5	9	25¾	25⅜	25¾	
CrayRs	19	1612	27½	25	27⅛	+ 1¾
CrockN	8	23	29¼	29⅛	29⅛	+ ⅛
CrmK	6	1	13⅞	13⅞	13⅞	
Cr Crk	6	24	24½	24⅜	24½	
Cr Zell	11	353	22⅜	22⅛	22½	− ⅛
CumEn	4	84	38	37¾	37¾	
Curt W	6	48	40¼	40	40¼	+ ½
Damon		13	7¾	7⅝	7⅝	
Dan Riv	7	88	16	15⅜	15⅝	− ⅜
DanaCp	9	225	28	27⅜	27⅜	
DartK	8	1064	52⅛	51¼	51⅞	− ⅝
Data G	9	137	34¼	33¼	33¼	− 1
DatTer		50	8	7½	7⅝	− ⅜
Datpnt	7	8569	18½	d16⅜	16¾	− 4⅞
Dayco	10	16	10⅜	10¼	10⅜	+ ⅛
DayHd	10	382	35¼	35	35	
DaytPL	6	x577	16¾	16⅛	16⅜	− ¼
Deere	8	856	30¼	29¾	29¾	− ½
DelmP	7	471	14⅞	14½	14⅝	
DeltaA	26	x2724	30¼	29⅝	29½	− ½
Delton	7	92	8	8	8	
DenMfg	6	200	17⅞	d16½	17	− ⅞
Dentply	264	36	u18½	18¼	18½	+ ½
DeSoto	7	104	12⅞	12⅝	12⅝	
Det Ed	6	823	12¼	12	12	− ⅛
Dexter	9	12	24¼	23⅞	23⅞	− ⅛
DiGior	8	79	10⅛	10	10	− ⅛
DiaInt	17	140	38½	38⅛	38½	+ ⅜
DiamS	14	953	22½	21½	21½	− ⅛
Digital	11	1406	80½	79⅝	79⅞	− ⅛
Diling	6	30	11¾	11½	11⅝	
Disney	18	608	57⅛	56¾	57⅛	+ ¼
DivrsIn		118	3	2⅞	2⅞	
Dr Pepp	9	230	12⅜	12⅛	12¼	+ ⅛
Dome		508	10⅞	10⅛	10⅜	− ¼
Donald	8	13	18	18	18	
Donnly	10	140	43⅞	43¼	43⅞	+ ⅛
Dorsey	7	26	22½	22½	22½	+ ⅛
Dover	8	300	23½	22¾	23⅛	+ ⅛
Dow Ch	9	3593	23⅞	22¾	22¾	+ ⅛
Dravo	20	x76	12	d11⅝	12	+ ½
Dresr	5	1575	21⅜	21	21¼	− ⅛
duPont	5	1036	35¼	34¾	35¼	+ ⅛
Dua Lt	7	228	14¼	14⅛	14¼	
Dyn Am	5	18	7	6⅞	6⅞	− ⅛
EGG	13	105	17¾	17⅛	17¼	
E Sys	18	200	30	29⅞	29⅞	+ ⅛
EastAir		2532	6⅛	5⅞	6	
EastGF	8	233	20¾	20⅛	20⅝	+ ¼
Eas Kod	10	2299	71⅝	70¾	71	
Eaton	8	155	30¼	29⅛	29⅜	− ¼
Echlin	16	133	14¼	13¾	14¼	+ ¼
Eckrd	10	315	22¼	21½	22	+ ½
ElPaso	8	350	23⅜	23	23⅛	− ¼
ElecAs	23	165	8½	8⅛	8⅛	− ¼
ElMeMg	52	114	4⅛	3⅞	4⅛	+ ¼
EmrsEl	11	204	47⅜	46⅞	47⅛	+ ¼
Emery	7	238	8⅜	8⅛	8¼	
Emhart	5	155	35½	35	35⅜	+ ⅛
Eng Cp	9	351	23½	22⅝	22¾	− 1
EnnisB	6	3	19½	19⅜	19½	+ ⅛
Enserch	6	136	20¾	20¼	20¾	+ ½
Equifx	7	81	u32⅜	31½	32⅜	+ ⅜
Equimk		62	5	4⅞	4⅞	
Esmrk	6	84	45⅞	45⅜	45⅜	− ½
Esquir	5	2	14¾	14¾	14¾	+ ¼
Ethyl	4	122	20	19½	19½	− ½
ExCel	6	41	22½	22	22	− ½
Exxon	5	5248	28½	28⅛	28¼	− ⅛
FMC Cp	7	226	27¼	26⅞	27¼	+ ¼
Fabrge	19	60	17¾	17¼	17⅜	+ ⅛
Fairchd	5	49	14⅞	14⅞	14⅞	
FrWstF		5	7⅞	7⅞	7⅞	− ⅛
Farah	9	23	8	7⅞	7⅞	− ¼
Feders		63	3⅞	3¾	3⅞	+ ⅛
FdExp	13	2876	48¾	47½	48	
Fed NM		2348	10½	9⅞	10¼	+ ⅜
FdSgnl	80	9	8	14⅞	14¾	+ ¼
Fed DStr	8	1144	43½	43	43¼	+ ¼
Ferro	8	70	27⅜	26¾	26¾	− ⅛
Fieldcst	8	20	23⅝	23⅛	23½	+ ⅛
Figgie	4	16	17	16⅞	17	
FinlFed		23	13⅜	13⅜	13⅜	
Firestn	11	210	10¾	10½	10¾	
Ft Chrt		324	9⅞	9⅝	9¾	
FtlBcp	5	3500	28¼	d27¼	28⅛	+ ⅜
FstPa		88	3⅛	3	3⅛	+ ⅛
FstPa wt		11	15-64	15-64	15-64	+ 1-64
Fleet En	25	231	14⅞	14½	14½	− ¼
FlaPL	7	1896	u32¾	32⅛	32½	+ ⅜
Fluor	7	1303	18¾	18⅜	18¾	− ⅛
FordM		1656	23¼	22½	22⅝	
For McK	7	313	30⅞	30⅜	30⅞	+ ⅛
FostWh	7	173	12¾	12⅜	12⅝	+ ⅛
Frpt Mc	8	534	16⅜	16⅛	16⅛	+ ⅛
Frueht	36	88	16⅝	16⅛	16⅜	− ⅛
Fuqua		40	19		18½	18¾
GAF	9	144	13¼	12⅞	13	− ⅛
GCA	11	215	24½	23⅞	24½	− ⅛
GEICO	6	66	26	26	26	
GEO	4	433	18	17¾	17⅞	
Gannet	11	227	36¾	36¼	36⅜	+ ⅛
Gearht	10	70	20⅜	19⅝	20⅜	+ ¾
Gelco	8	163	20¼	19½	19½	− ¾
GAmOil	14	147	35¼	34¼	34⅞	− ⅛
Gn Dyn	13	1998	28¾	28⅛	28¾	+ ⅜
Gen El	9	1956	64¾	64	64⅛	− ⅛
Fn Food	8	325	37	36¾	37	+ ⅛
GHost .50		6	24	14⅞	14⅞	− ⅛
G Inst	13	478	38⅝	37⅞	38½	+ ⅜
Gn Mills	9	355	41¼	40¼	41	+ ⅝
Gn Mot	49	3429	42⅞	41⅝	41¾	− ¼
GPU	16	317	5¼	5	5¼	+ ⅛
GnSignl	9	165	38	36⅞	37½	+ ⅜
GTE	7	1807	31	30¾	30¾	− ⅛
GTire	6	95	18½	d18¼	18½	
Genesco	7	74	4½	4⅜	4½	
Genstr		122	13½	12½	13	+ ⅜
GenuPt	13	99	37½	37	37¼	+ ⅛
Ga Pac	7	3555	16½	16	16½	+ ¼
Geosrce	10	734	50¾	50⅛	50¾	+ ¼
GerBPd	6	106	29½	29	29½	+ ⅛
Getty	5	2192	50⅛	48⅝	49¾	+ ⅞
GibrFn		69	3	2⅞	3	+ ⅛
GidLw	5	122	17½	17	17⅛	− ⅜
Gillette	11	835	34⅝	34⅜	34⅞	+ ⅜
GlobM	5	416	14	13¾	13¾	
Gdrich	6	1225	20⅜	20	20¼	− ⅛
Goodyr	7	1867	23⅛	22⅜	23⅛	+ ¾
Gould	10	1016	25⅞	24⅝	25½	+ 1
Grace	4	x499	38¼	38	38¼	+ ⅜
GT AP		278	6	5⅞	6	
Greyhd	5	1111	14⅜	14¼	14¼	− ⅛
Gruman	18	16	25⅜	25⅛	25½	
Guardl	7	35	13⅞	13¾	13¾	
Gif Wst	4	297	15¼	15⅛	15¼	+ ⅛
Gulf Oil	5	5707	30¾	30¼	30¾	+ ½
GulfRs		800	18⅞	17¼	18⅞	+ ⅜
GlfStUt	6	302	13	12⅝	13	+ ⅛
Gulton	18	26	8⅞	8¾	8¾	− ⅛
Halbtn	6	2099	35⅜	34¾	34¾	− ½
HamrP	5	73	26¼	25⅜	25⅞	− ⅛
Hndlmn	8	28	13½	13¼	13¼	− ¼
HandH	9	159	15½	14¾	14⅞	− ¼
Hanna	6	127	31¼	30¾	31¼	+ ½
Harlnds	13	245	23	21½	22⅞	+ 1
Harnish	8	85	8⅞	8¾	8⅞	
Harris	9	569	30⅜	30	30⅛	− ⅛
HartSM	7	321	24¼	23⅜	23⅞	− ¼
Hazeltn	25	11	29⅛	28⅞	28⅞	− ½
Hecks	8	29	10⅞	10¾	10⅞	+ ⅛
HeclaM		272	9⅛	8½	8⅝	
Heinz	8	710	33½	33	33¼	+ ⅛
HelrInt	21	607	18¼	17⅞	18⅛	+ ⅛
HelmP	7	470	22⅜	21½	21⅞	− ¼
Hercules	8	231	21	20¾	21	+ ¼
Hershy	7	20	40¼	40	40⅛	
Heublin	9	221	40⅜	39⅞	40⅛	− ⅛
Hewl P

LES TAUX D'INTÉRÊT

	Cette semaine	La semaine dernière
TAUX D'ESCOMPTE	15.23	15.32
TAUX PRÉFÉRENTIEL	17	17
BONS DU TRÉSOR		
Canada, 3 mois	14.98	15.07
Québec, 3 mois	15.40	15.48
DÉPÔTS BANCAIRES		
1 mois	13½	13½
3 mois	14¼	14¼
1 an	15¼	15¼
5 ans	14½	15½
DÉPÔTS DE FIDUCIE		
1 mois	14½	14¾
3 mois	14½	14½
1 an	16⅛	16⅛
5 ans	16⅝	16⅝
OBLIGATIONS		
Canada, 1-3 ans	15.03	14.93
Canada, 3-5 ans	14.53	14.41
Canada, 5-10 ans	14.85	14.58
Canada, plus de 10 ans	14.75	14.70
Québec, 5 ans	16.40	16.50
Québec, 20 ans	16.95	16.75
Ontario Hydro, 20 ans	16.30	16.25
TAUX HYPOTHÉCAIRES		
1 an	18¾	18¾
3 ans	19¼	19¼
5 ans	19½	19½
TAUX D'ESCOMPTE U.S.	12	12
TAUX PRÉFÉRENTIEL U.S.	16½	16½

(Taux communiqués par Tassé & Associés)

Impériale estime ne pas étrangler ses détaillants

La direction d'Impériale s'est défendue d'étrangler les détaillants comme l'accusent ces derniers avec les autres sociétés pétrolières.

MICHEL ROESLER

Selon Roger Hamel, le directeur général d'Impériale, pour le Québec, la grande fautive c'est la guerre des prix et loin d'ailleurs d'être terminée.

Dans une telle situation, il est difficile d'avoir une politique de prix qui soit stable. D'ailleurs Roger Hamel estime que le prix actuellement en vigueur sur le marché québécois est inférieur au prix réél qui devrait être plus élevé.

Il a ajouté qu'il comprenait parfaitement le mécontentement des détaillants qui ont des revenus insuffisants.

Laissant la parole à son directeur des ventes, Alain Perez, celui-ci a déclaré que les stations libre service, accusées par les détaillants de servir à leur faire de la concurrence déloyale, ne représentent que 30 pour cent des revenus de la société, alors que les détaillants représentent le reste. Dans ces conditions, dit-il, nous nous étranglerions nous-même.

Immigration plus difficile

OTTAWA (CDJ) — Le gouvernement fédéral a renforcé provisoirement ses règlements de l'immigration en raison du taux élevé de chômage au Canada.

Les nouvelles restrictions s'appliquent à tout immigrant désireux de venir au Canada pour y chercher un emploi, mais non pas à ceux qui ont déjà un emploi assuré avant leur arrivée.

MARCHÉ DES VALEURS À TERME

(TRANSACTIONS TORONTO-MONTRÉAL COMBINÉES) par la PRESSE CANADIENNE

Bons du Trésor du Canada, 91 jours:
$1 million, multiples de $0.005

	Haut	Bas	Cours de regl.	Var.	Cont. en vig.
Juin 82	96.415	96.410	96.415	010	173
Sept. 82	96.400	96.380	96.400	040	98
Dec. 82	96.390	96.375	96.375	020	73
Mars 83			96.350	035	31
Juin 83			96.325	025	4
Sept. 83	96.300	96.300	96.300	050	2

Total ventes:
vend. 48; jeudi 27
Total contrats en vigueur:
jeudi 379-1
Limites de fluctuation quotidienne: $0.150 plus ou moins le dernier cours de règlement.

Obligations du Canada, 18 ans;
9 p.c., quantité de $100,000; prix sur la base de $100 (décimales à 1-32e).

	Haut	Bas	Cours de regl.	Var.	Cont. en vig.
Juin 82	62-12	62-03	62-03	03	766
Sept. 82			62-10		758
Déc. 82			62-12		300

Total ventes:
vend. 47; jeudi 85
Total contrats en vigueur:
jeudi 1,824-13
Limites de fluctuation quotidienne: 64-32 plus ou moins le dernier cours de règlement.

LE DOLLAR

MONTRÉAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en hausse de 17-100 à $1.2220 et la livre sterling de 2 93-100 à $2.2149.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en baisse de 3-25 à $0.8183 et la livre sterling était en hausse de 2 3-20 à $1.8125.

L'OR À TERME

MARCHÉ DE WINNIPEG

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg. Contrats de 20 onces:

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Juin 82				351.00
Sept 82				362.00
Déc. 82				370.00
Mars 83				383.50
Juin 83				410.00

Volume de jeudi: aucun contrat.

FAITES PASSER VOTRE MESSAGE

DANS LES

ANNONCES CLASSÉES

DE

la presse

285-7111

LES GRAINS

WINNIPEG
CONTRATS EN TONNES

MARCHÉ À TERME:

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.	Ven.
LIN					
Mai	364.00	365.00	349.90	350.00	359.90
Juil.	366.00	369.00	353.40	353.50	363.40
Oct.	374.00	376.50	361.50	361.50	371.50
Déc.	363.00	363.00	354.00	354.10	364.00
Mars	—	—	—	365.00	372.00
GRAINE-COLZA					
Juin	341.00	342.30	333.40	334.10	340.40
Sept.	353.80	354.50	346.50	347.50	352.20
Nov.	355.00	356.40	348.50	349.20	354.30
Janv.	360.00	361.90	356.30	356.30	359.80
Mars	—	—	—	360.00	359.90
ORGE					
Mai	121.70	122.70	121.70	122.00	121.50
Juil.	125.60	126.00	125.50	125.70	125.50
Oct.	127.50	128.00	127.50	127.70	127.50
Déc.	128.80	128.80	128.70	128.70	128.50
Mars	—	—	—	130.80	130.80
AVOINE					
Mai	118.30	119.60	117.90	118.00	118.30
Juil.	117.60	118.60	116.80	117.00	117.30
Oct.	119.00	119.00	117.70	117.90	117.70
Déc.	117.00	117.70	116.70	116.80	116.60
Mars	—	—	—	118.50	118.50
BLÉ-FOURRAGER					
Mai	154.00	155.20	149.00	152.20	154.00
Juil.	152.50	153.00	149.20	150.00	152.00
Oct.	152.00	152.40	148.70	150.00	151.50
Déc.	—	—	—	152.20	152.20
Mars	—	—	—	147.50	147.50
SEIGLE					
Mai	170.00	171.80	170.00	170.00	170.00
Juil.	170.00	171.00	169.50	169.20	170.00
Oct.	174.50	175.00	173.50	173.70	174.10
Déc.	—	—	—	176.40	176.40
Mars	—	—	—	160.00	160.00

MARCHÉ AU COMPTANT:
AVOINE: 1 cw 123.00; 2 cw 123.00; ex 1 fourragère 119.00; 1 fourragère 118.00; 2 fourragère 114.50; 3 fourragère 111.50; mélangé 71.00.
ORGE: 1 cw 6-rang 162.00; 1 cw 2-rang 162.00; 2 cw 2-rang 162.00; 2 cw 6-rang 162.00; 1 fourragère 122.00; 2 fourragère 120.25; 3 fourragère 114.25.
SEIGLE: 1 cw 170.00; 2 cw 168.00; 3 cw 130.00; ergot 121.00.
LIN: 1 cw 350.00; 2 cw 348.00; 3 cw 312.00.
GRAINE-COLZA: Thunderbay No 1 Canada 308.10; Vancouver No 1 Canada 316.10.
BLE-FOURRAGER: 3 rouge printemps 152.20; fourragère canadienne 145.70.

CHICAGO

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm	Var.
BLÉ					
Mai	3.66	3.69¾	3.57	3.57	— 09
Juil.	3.81½	3.86	3.73	3.74¾	— 06
Sept.	3.96½	4.00¾	3.88	3.90¾	— 05
Déc.	4.15	4.20	4.08	4.09¾	— 04½
Mars	4.30	4.35¼	4.22	4.24¾	— 04½
Mai	4.36½	4.41¾	4.31	4.31	— 04¾
Ventes: 17,467					
MAÏS					
Mai	2.76½	2.80½	2.76	2.76	+ 00¾
Juil.	2.87½	2.90½	2.85½	2.86¼	— 00½
Sept.	2.92	2.93¾	2.88½	2.89	— 02
Déc.	2.96	2.98	2.92½	2.93	— 02¼
Mars	3.08¾	3.10¼	3.05½	3.06	— 02¼
Mai	3.16¼	3.18	3.13¼	3.13¼	— 02¼
Ventes: 51,983					
AVOINE					
Mai	2.09	2.11	2.07	2.02	— 05
Juil.	1.96	1.99	1.92	1.92¼	— 02
Sept.	1.86	1.89	1.83½	1.84¼	— 00½
Déc.	1.91½	1.93	1.88½	1.89½	— 01
Mars	1.96½	1.98½	1.94½	1.94½	— 00½
Ventes: 1,839					
FÈVES-SOYA					
Mai	6.65	6.70¾	6.43	6.51¾	— 10
Juil.	6.79	6.84	6.53	6.65¾	— 09¼
Août	6.82½	6.89	6.59	6.70¼	— 11¼
Sept.	6.84½	6.91	6.62	6.71	— 11½
Nov.	6.88	6.95	6.73	6.76¾	— 10½
Janv.	7.03	7.07½	6.76	6.90	— 10
Mars	7.17½	7.21	6.92	7.04½	— 10
Mai	—	—	—	7.16½	— 10
Juil.	—	—	—	7.25½	— 10
Ventes: 60,143					

FRUITS/LÉGUMES

Voici les prix payés au Marché central métropolitain tels que fournis par le Ministère de l'agriculture du Québec:

FRUITS

Pommes: (prix minimum net vendues et livrées aux détaillants): MacIntosh et autres variétés tardives sous atmosphère contrôlée: 9 x 4 lb $19.00; 8 x 5 lb $20.00; 12 x 3 lb $19.00; cellpack 120 $23.00; cellpack 140 $21.00; minot en vrac $18.00.

Régions à plus de 290 km de Montréal: ajoutez $0.50. **Ces prix sont fournis par le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec.**

LEGUMES

Carottes: $9 à $11 le sac de 24 sachets de 2 lb ou de 10 sachets de 5 lb; $3 à $3.50 les 25 lb; grosses, $7.50 à $8 le sac de 50 lb;

Choux verts: moyens, $7 à $7.50 le sac de 50 lb; gros, $7 à $8 le sac de 50 lb.

Échalottes françaises: $7 à $7.50 la caisse de 12 sachets de 250 gr; $8.50 à $9 la boîte de 10 lb.

Endives: $12 à $12.50 la caisse 8 lb.

Germe de luzerne: $4 à $5 la caisse de 1 dz de 1 chopine (568 ml).

Laitue: frisée de serre: $11 à $12 la caisse de 24 unités; Boston de serre: $8 la caisse de 12 unités.

Panais: $10 à $11 pour 12 sachets de 2 lb; $8 à $9 le sac de 20 lb.

Rutabaga: ordinaire, $5 à $5.50 le sac de 50 lb; gros, $2 à $3 le sac 50 lb; $3 le sac de 25 lb.

Sirop d'érable: $16 à $18 en 8 boîtes de 540 ml.

Pommes de terre en vente: 40,000 lb.

À LIRE

BACHE HALSEY STUART
- Les pétroles, le 19 avril 1982
- Les pétroles, le 26 avril 1982

GREENSHIELDS
- Le marché monétraire canadien, avril 1982

MERRILL LYNCH
- Canada Northmest Energy Limited, avril 1982
- Dofasco Inc., avril 1982
- Northern Telecom, avril 1982
- Action privilégiées, avril 1982
- Industrie immobilière, avril 1982
- Obligations et actions convertibles, avril 1982

RICHARDSON SECURITIES OF CANADA
- Toronto-Dominion Bank, le 8 avril 1982
- MSR Exploration Ltd., le 16 avril 1982

WALWYN STODGELL
- Lignes aériennes, le 24 mars 1982
- Delta Air Lines Inc., le 25 mars 1982
- Pan American World Airways, le 25 mars 1982
- Cara Operations Limited, le 26 mars 1982
- Moneywell Inc., le 31 mars 1982
- Pfirer Ibc., le 1er avril 1982
- Canadian Pacific Enterprises Ltd., le 5 avril 1982
- Carling O'Keefe Ktd., le 12 avril 1982
- Mineral Resources Intrnational Limited, le 12 avril 1982
- Obligations, le 12 avril 1982
- Federal Pionerr Limited, le 14 avril 1982
- Le marché, avril 1982

WOOD GUNDY
- Analyse de marché, le 14 avril 1982
- Les pétroles canadiens, le 14 avril 1982

NOTE:
Ces études sont publiées en anglais, sauf indication contraire. Elle sont gratuites pour les clients des maisons de courtage.

ALBERTA

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch. Net
Advance	500	75	75	75	- 5
Am ChrA	3800	80	74	74	- 2
Am ChrB	1000	70	70	70	+ 2
Argus	400	190	185	185	- 15
Audax	1000	30	30	30	
Barons	8200	216	214	215	- 5
Bearcat	2650	175	165	170	+ 5
Belore	2000	75	75	75	- 5
CanNW Aus	16000	23	22	23	+ 1
CanNw Auwt	3500	12	12	12	+ 1
Cdn Bashw.	200	100	100	100	
Cdn Pionr	1100	320	310	320	
Carlyle	200	150	150	150	
Chipman	1100	60	59	60	+ 9
Cimarron	100	205	205	205	- 5
Cincin	31000	14½	14	14½	+ ½
Clearport	1300	89	89	89	+ 19
Cochrane	500	48	48	48	+ 2
Concept	300	340	340	340	- 5
Coronaln	6500	80	70	72	- 8
Cultus	138000	54	51	52	- 2
Crosscut	500	90	90	90	
Deb Cdn Ex	78200	$21½	21½	21½	- 1½
Everern	500	20	20	20	+ 5
Flag A	2000	50	50	50	
Flin Flon	8600	105	103	103	- 2
Fl Norman	100	225	225	225	+ 35
Gascome	700	78	78	78	- 2
Gen Am Prop	600	155	150	155	+ 5
Gold Lake	1500	430	425	425	- 15
Gulch	300	160	160	160	+ 10
Hallmac	6700	99	91	95	
Ibex	5300	105	105	105	+ 4
Intl Tika	16000	58	56	56	- 2
Invermere	4000	190	190	190	
Jennifer	13500	55	54	55	
Kappa	1000	110	110	110	
Killucan	900	125	108	125	+ 19
Lobell	1000	21	21	21	- 2
Madre	100	190	190	190	
Major	1000	25	25	25	- 4
Mandarin	1000	12	12	12	
Marquis	6000	15	14	15	
Marshall	500	65	65	65	- 5
Matrix	1500	60	59	60	+ 1
Midvale	2000	70	70	70	+ 5
Nello	3500	55	55	55	
New 44	500	425	425	425	- 75
Norminco	2000	55	53	55	
Nortex	4700	100	100	100	+ 10
North Cont	2500	24	24	24	+ 1
Oakwdwl	1000	9	9	9	+ 1
Orbit	7500	100	190	200	
Orion	500	110	110	110	- 10
Pararnnt	100	350	350	350	- 50
Petrohntr	9000	33	31	33	+ 2
Radial	2360	40	40	40	
Reigate	2000	140	135	140	
Sip	100	150	150	150	- 5
Sea Gull	2100	226	225	225	
Shadowlax	2000	220	219	220	+ 20
Spring Pnt	2000	45	45	45	
Surf	3000	17	17	17	- 3
Tanner	500	13	13	13	- 2
Trapper	500	78	78	78	- 2
Universal	2000	75	75	75	- 5
Windlamr	2000	61	60	60	- 9
Yellowstn	1500	65	65	65	- 5
Yvanex	1090	400	400	400	
Zodiac	2500	70	70	70	

Total volume: 369,341

LES OBLIGATIONS

par la Presse Canadienne

GOUVERNEMENT DU CANADA

Canada 8	Oct 15-82	96.70	15.96	- 10
Canada 11¾	Dec 15-82	97.90	15.38	- -
Canada 4½	Sep 1-83	88.10	14.60	+ 10
Canada 12¾	Dec 15-83	96.30	15.41	- 10
Canada 10	Jun 1-84	90.80	15.30	- 10
Canada 12½	Feb 1-86-91	93.50	14.81	- ¼
Canada 13	May 1-85-90	95.67	14.75	- ⅛
Canada 13½	Dec 1-99	89.25	15.27	- ¼
Canada 13	May 1-01	86.50	15.19	- -
Canada 9½	Oct 1-01	67.00	14.67	- -
Canada 11¾	Feb 1-03	78.75	15.12	- ⅛
Canada 10¼	Feb 1-04	70.50	14.82	- ⅛

PROVINCIALES

BC Hy 13½	Jan 15-04-11	84.25	16.05	- -
Manifoba	10 Dec 5-99	72.00	14.41	- -
NB Ele	10¼ Dec 21-03	66.50	15.72	- -
Nfld Lab Hy	10 Jun 27-03	64.00	15.98	- -
Nfld	13⅜ May 15-86	93.75	15.51	- -
NS Pwr	9⅛ Jan 10-03	61.25	15.75	- -
Ont Hy	13¼ Mar 15-85	95.00	15.75	- -
Ont Hy	10 May 10-09	64.75	15.59	- -
Ont Hy	13 Jan 29-04-11	81.75	15.93	- -
Que Hy	11 Oct 15-04	61.25	16.83	- -
Que Hy	14 Apr 15-85-90	90.25	16.53	- -

INDUSTRIELLES

Bell	11 Oct 15-04	72.25	15.44	- 1¼
Fst Cdn	13⅝ May 15-85	93.50	16.43	- -
CIBC	10.10 Jun 15-84	89.40	16.22	+ 10
Dofasco	13½ Nov 1-00	82.00	16.65	- -
Stelco	13½ Oct 1-00	82.00	16.65	- -
Shell	9⅛ Mar 15-03	58.75	16.39	- -

LES DEVISES

(PC) - Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Ces taux sont qualifiés de minimaux parce qu'ils fluctuent durant la journée et qu'ils varient d'une banque à l'autre. x-Taux mensuel fixe:

Afrique du S.	Rand	$1.6670
Allemagne O.	Mark	$0.5250
Ar. Saoudite	Rial	$0.3565
Australie	Dollar	$1.2950
Autriche	Schilling	$0.0745
Bahamas	Dollar	$1.2250
Bahrain	Dinar	$3.2706
Barbade	Dollar	$0.6120
Belgique	Franc	$0.027755
Bermudes	Dollar	$1.2250
Brésil	Cruzeiro	$0.008464
xBulgarie	Lev	$1.3044
Caraïbes	Dollar	$0.4540
Chine	Renminbi	$0.6718
xColombie	Peso	$0.0202
Danemark	Couronne	$0.1545
E.A.E.	Dirham	$0.3252
Espagne	Peseta	$0.01180
États-unis	Dollar	$1.2192
Fiji	Dollar	$1.3350
Finlande	Mark	$0.2700
France	Franc	$0.2000
Grèce	Drachme	$0.0195
Guyane	Dollar	$0.4110
Hong kong	Dollar	$0.2105
Hongrie	Forint	$0.0358
Inde	Roupie	$0.1352
Indonésie	Rupiah	$0.001982
Irak	Dinar	$4.1755
Irlande	Livre	$1.8050
Israel	Shekel	$0.0649
Italie	Lire	$0.000945
Jamaique	Dollar	$0.6880
Japon	Yen	$0.005185
Koweit	Dinar	$4.2740
Liban	Livre	$0.2560
Malaysie	Ringget	$0.5315
Mexique	Peso	$0.2030
Norvège	Couronne	$0.2030
N.-Zélande	Dollar	$0.9450
Pakistan	Roupie	$0.1305
Pays-Bas	Florin	$0.4720
xPologne	Zloty	$0.0154
Portugal	Escudo	$0.0173
xRoumanie	Leu	$0.2758
Royaume-U.	Livre	$2.1864
Singapour	Dollar	$0.5840
Suède	Couronne	$0.2105
Suisse	Franc	$0.6315
Tanzanie	Schilling	$0.1425
xTchécosl.	Couronne	$0.2107
Trinidad-T.	Dollar	$0.5083
xURSS	Roubie	$1.6875
Venezuela	Bolivar	$0.2871
Yougoslavie	Dinar	$0.0271

LES AURIFÈRES

Fermeture
Afrique du Sud (Adr's $U.S.)

	Offre	Dem.	Chon. net
Anglo. Amr Gold	57¼	58½	-1½
Blyvooruitzicht	8¾	8¾	-⅛
Bracken	1½	1¾	inch.
Buffelsfontein	26¼	26⅞	inch.
De Beers Cons	3⅛	4½	+½
Doornfontein	12¾	13½	-1¼
Driefontein Cons.	18⅛	18¼	-⅛
Durban Deep	12¾	13½	inch.
E.R.P.M.	7	7⅛	-⅛
Elsburg	1½	1¾	inch.
Free State Geduld	21⅛	21¾	+¼
Grootvlei	6	6½	inch.
Harmony	9⅛	9¾	+⅛
Hartebeesfontein	36½	38½	+½
Kinross	8¾	9¼	inch.
Kloof	20½	20¾	-⅛
Leslie	1¼	1½	-⅛
Libanon	12¾	13½	inch.
Loraine	2	2¼	inch.
Marievale	1¾	2	inch.
President Brand	26⅛	26¼	+⅛
President Steyn	22¾	23⅛	inch.
Randfontein	43	45	-½
Rustenburg Platinum	3	3¼	+⅛
S.A. Land	2⅜	2⅞	inch.
St. Helena	21⅛	22⅛	-⅛
Southvaal Holdings	21¼	22¼	-⅛
Stilfontein	11¾	12½	inch.
Vaal Reefs	45¼	45¾	-1
Venterspost	6¼	6¾	+¼
Welkom	7⅞	7⅞	-⅛
W. Rand-Cons	1⅛	1⅜	-⅛
West Areas	2⅜	2⅝	-1⅛
West Deep	21¼	21½	-1⅛
West Holdings	33¾	34	⅛
Winkelhaak	19¼	20¼	-¼
Wit Micel	.85	.95	+.05

par F.H. Deacon, Hodgson Inc.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont fixé à 463.5 cents l'once troy le cours de l'argent métal, en hausse de 3.5 cents par rapport à l'ouverture de la veille.

VENDREDI: $7.060

MONTRÉAL — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent canadien à $8.868 l'once troy.
NEW YORK — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent américain à $7.12 l'once troy.

TITRES AU COMPTOIR

Valeurs	Ventes	Haut	Bas.
Abitibi Copper	2000	8	8
Alberta Engy 15pc	400	$28⅛	28⅛
Berncam Intl	80	3	3
Brominco	374	70	70
Sogevex	100	15	15
Transalta 14¼pc	2100	$26¼	26
West Quebec	500	45	45

FONDS MUTUELS

Institute Members		RoyFund	7.96
AGF Group		RoyFnd Inc	4.40
Amer Grwth	9.67	Universal Group	
Cdn Gas Eqy	5.44	American	6.08
Cdn Sec Gth	10.08	Equity	14.11
Cdn Trusteed	3.68	Icome	3.54
Corp Invest	6.81	Japan	4.86
Corp Inv Stk	3.51	Resource	4.62
Gwth Equity	4.14	Non-Members	
Japan	5.13	ynAltemira Fd	5.82
nMMF	14.84	Assoc Inv	7.34
Option Eqty	4.30	Beaucanagx	5.20
Special	5.27	Cenagex Gr	
Bolton Tremblay		yHypotheq	9.50
Cda Cumul	10.21	yObligatns	7.66
Income Fund	9.13	yCapital Gth	5.55
Internatnl	11.94	nCapstone	4.60
MnyFnd	14.74	Co-op Trust Gr	
Pld Resourc	9.02	ynCT Mutual	14.68
Taurus	17.33	ynGrowth	6.82
Calvin Bullock Gr		ynLandmk	12.87
Acrofund	1.51	Desjardins Gr	
xdBanner Fd	5.28	yActions	11.19
xdCIF	4.81	yHypotheq	4.00
xdCIF Income	8.24	yInternatnl	10.90
Central Group		yObligatns	3.78
yCam Grwth	5.81	nySpec	8.30
yCompound	9.35	Dixon, Krog Gr	
yDividend	10.12	Dixon, Krog	10.21
yFund 4000	5.27	Heritage	3.23
yIntl Energy	2.37	Vanguard	12.59
yIntl Gwth	6.67	yDomequity	10.67
yIntl Income	4.03	Executiv Intl	.97
yNat Res Gth	5.60	nFst Cdn Mtg	9.78
yNorthn Eqy	4.39	nFiscon Fund	5.09
yRevenue Gth	4.22	Harvard	9.59
yUnivest	5.92	Industrial Gr	
CSA Mgmt Gr		Indust Amer	3.37
Goldfund	3.12	Indust Div	5.14
Goldtrust	3.41	Indust Eq	8.46
Confed Group		Indust Gwth	5.77
Dolphin Eqty	4.72	Indust Income	7.06
Dolphin Mtg	4.80	Indust Pens	2.36
Cundill Group		Mack Eqty	1.32
Security	7.80	yMaritime Eq	3.42
Value	7.39	Marlborough	7.12
Dynamic Group		nNatrusco	17.72
ynDyn Amer	5.95	NW Group	
ynDyn Fund	11.44	yCanadian	5.77
ynDyn Incom	4.97	yEquity	14.56
Eaton Bay Group		Pemberton Gr	
Commwlth	5.46	nPacific Div	5.80
Dividend	4.38	nPacific Rel	4.62
Growth	7.31	nPacific US	4.34
Income	3.22	PHN Group	
Internatnl	7.34	yBond	7.63
Mortgage	9.57	yCanadian	9.75
Viking	7.48	yDiv Income	9.27
Guaranty Trust Gr		Fund	18.80
ynInv Equity	11.61	yPooled	25.21
ynInv Income	3.61	nvRRSP	19.43
ynMortgage	9.91	PMF Managmnt	
Guardian Group		nPension Mu	8.67
Enterprise	.92	nXanadu Fd	6.23
Grouped Inc	4.95	Pret et Revenu Gr	
Gwth Fund	23.33	yAmerican	13.52
North Amer	5.86	yCanadian	6.60
Mutual Acu	4.19	yFonds H	4.56
STMny	14.94	yRetraite	9.49
World Equity	4.87	Scotiafnd Mtg	.93
Investors Group		Syncrovest	5.54
yBond	3.69	yTradex	3.99
yDividend	6.21	Trans-Canada Gr	
yGrowth	5.93	A	4.37
yInternatnl	9.64	B	61.80
yJapan	13.30	C	11.42
yMortgage	4.48	United Group	
yMutual	5.30	Accumula	5.67
yProvidt Stk	7.01	Accumula R	5.74
yRetiremnt	9.85	American	2.66
ynJones Hewrd	3.89	Cont Mortg	5.06
Managed Gth	5.53	Horizon	4.04
Montreal Trust Gr		Security	3.81
vnEquity	19.03	Venture	5.65
ynIncome	10.58	Venture Ret	6.32
ynInternatnl	11.61	nyWaltaine	32.76
ynMortgage	9.40	Western Gwth	3.92
Principal Gr		U.S. Funds	
yCollective	11.01	(Not Available in Canada)	
yGrowth	5.32	Dreyfus Gr	
yVenture	7.17	yInc	12.96
yBond	2.46	yInternatnl	24.57
Prudential Gr		Fid Trend	26.21
Growth	6.03	Keystone Gr	
Income	4.36	Cus Kp2	5.67
vSask Dev Fd	3.74	Cus S-1	15.24
Sterling Group		Cus S-4	4.98
Equity	5.27	Lex Rsrch	14.62
vMortgage	4.75	Manhatn	3.93
Templeton Gth	8.40	One Wm St	14.99
Trimark Group		Oppenhmr	6.98
Trimark	5.26	Putnam	10.04
Trimark Cdn	4.46	Tech	10.58
United Bond Share			

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (cathodes qualité sup.)
comptant 858.50-859.50
à terme 888-889
ventes 102,475 tonnes

CUIVRE et CATHODES
comptant 853-854
à terme 881-882
ventes 500

ÉTAIN (qualité ordinaire)
comptant 7190-7195
à terme 7350-7355
ventes 6,560 tonnes

ÉTAIN (qualité supérieure)
comptant 7190-7195
à terme 7350-7355
ventes 100 tonnes

PLOMB
comptant 323-323.50
à terme 337.50-338
ventes 36,725 tonnes

ZINC
comptant 427.50-428
à terme 431.50-432
ventes aucune vente

ALUMINIUM
comptant 556-558.50
à terme 579.50-580
ventes aucune vente

NICKEL
comptant 2937-2940
à terme 3002-3005
ventes 1,176 tonne

L'OR

Voici les cours de l'once (Troy) d'or à la fermeture des principaux marchés mondiaux, vendredi, en dollars US avec, entre parenthèses, les cours de jeudi:
Londres: $361.50 ($349.75)
Paris: $360.08 ($354.56)
Francfort: $359.00 ($353.99)
Zurich: $361.50 ($349.50)
Hong Kong: $359.18 ($354.04)

L'once d'or fin coûtait, vendredi avant-midi, $436 à l'offre et $446 à la demande, en devises canadiennes, selon les cotations fournies par la société Deak-Perera Canada Inc., un important courtier en métaux précieux et en devises étrangères.

L'once d'or hier à la fermeture était coté, en devises canadiennes à $411.74 à l'offre comparativement à $429.10 à la demande par la Fiducie Guardian et l'argent à $8.00 à l'off

Les 21,000 employés d'ateliers de chemins de fer rejettent les offres

Les 21,000 membres du Conseil canadien des employés d'ateliers de chemins de fer ont rejeté hier une nouvelle convention de deux ans que proposaient les compagnies, Chemins de fer nationaux, Pacifique Canadien, Algoma Central et Ontario Northland.

Cette convention, proposant des augmentations de salaires de 21 pour cent en deux ans, est semblable à celle que 40,000 employés non-itinérants ont déjà acceptée. Il reste aux cheminots et mécaniciens de locomotives à voter sur un contrat du même genre.

Trop aider les PME peut tuer leur initiative en créant un état de dépendance

QUÉBEC — Tout le monde veut aider les PME, l'État bien sûr, mais aussi ceux qui condamnent la libre entreprise. Faut-il cependant que l'État, en raison même de ses bonnes intentions, crée par les subventions et un abus de la réglementation un état de dépendance qui tue l'initiative, source du dynamisme des PME. «Il serait plus rentable, à long terme, de demander au gouvernement de créer un climat propice au développement des petites et moyennes entreprises.»

Tel est, en bref, le message que M. Ghislain Dufour, vice-président du Consaeil du patronat du Québec, apportait hier à l'Association des propriétaires de machinerie lourde en congrès à Québec.

Après avoir énuméré les conditions propres à assurer le développement des PME — fiscalité corporative qui encourage l'investissement, déréglementation graduelle de certains secteurs de l'économie, buraucratie moins encombrante, législation de travail moins pro-syndicale et plus respectueuse des droits des entrepreneurs — le conférencier s'est élevé contre cette menace qui semble présentement planer sur le contribuable du Québec, particulier ou société.

«On ne saurait penser à accélérer le développement économique au Québec, a-t-il dit, si le gouvernement devait, dans son budget du 11 mai, accroître encore le fardeau fiscal des particuliers et des sociétés».

Recommandation de refuser les offres de Canadian Copper

Le comité de négociations du Syndicat des métallos a recommandé aux syndiqués de rejeter une nouvelle convention collective proposée par Canadian Copper Refinery, de Montréal, filiale de Noranda Mines.

Cette convention fera l'objet d'un scrutin demain et le syndicat croit qu'une grève pourrait être déclenchée la semaine prochaine.

Le syndicat représente mille employés de Canadian Copper.

Suspension des permis de Sunflight et Skylark

TORONTO (PC) — Les actifs de Sunflight Vacations et de Skylark, qui appartiennent à Caltrav Corp., de Toronto, ont été gelés et les permis d'exploitation des deux entreprises ont été suspendus maintenant que les actionnaires de Caltrav ont accepté une faillite volontaire.

Les avocats des divers intéressés devaient demander hier à un tribunal d'approuver la liquidation des actifs et de désigner quelqu'un pour procéder à la liquidation.

Skylark Holidays, fondée il y a douze ans, était l'une des plus importantes agences de voyage au Canada. Elle avait organisé des voyages en Europe l'an dernier, année où environ 150,000 personnes ont profité de ses services.

SOCIÉTÉ D'ALUMINIUM REYNOLDS (CANADA) LIMITÉE

Avis de Dividende

AVIS est par la présente donné aux détenteurs des premières actions privilégiées 4¼% de SOCIÉTÉ D'ALUMINIUM REYNOLDS (CANADA) LIMITÉE que le Conseil d'administration de ladite compagnie a déclaré (au taux de 4¼% par année sur la valeur au pair) un dividende de $1.19 par action sur les premières actions privilégiées 4¼% émises par la compagnie pour le trimestre se terminant le 30 avril 1982 et que ledit dividende sera payé le 1er mai 1982 par chèques adressés aux actionnaires inscrits au registre le 1er avril 1982.

Montréal,
le 22 avril 1982
Par ordre du Conseil d'administration.

MARCEL PICHÉ
SECRÉTAIRE

ANCIENNE MUTUELLE ACCIDENTS

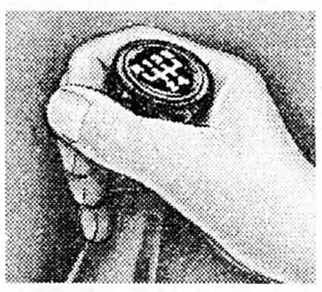
Avis est par les présentes donné qu'à effet du 27 novembre 1981, Ancienne Mutuelle Accidents, Société d'assurance à forme mutuelle et cotisations fixes contre les accidents et autres risques, de Belbeuf, Seine Maritime, France, ayant son bureau principal pour le Canada au 2021, avenue Union, bureau 1200, Montréal, Québec, a décidé de cesser ses opérations au Canada, et ayant liquidé tous ses engagements doit faire une requête auprès du Ministre des Finances le ou après le 15 mai 1982 pour faire libérer les dépôts constitués auprès du Receveur Général du Canada.

Tout assuré ou personne s'objectant à cette libération doit présenter ses objections au Ministre des Finances à Ottawa le ou avant le 15 mai 1982.

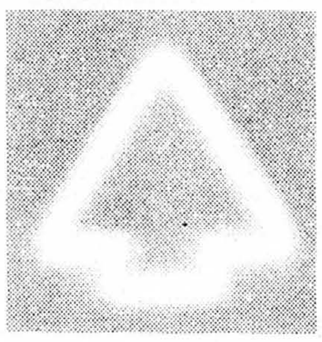
Wilfrid Major
Agent principal et
Délégué pour le Canada

DÉFI

votre efficacité au volant...



contre le témoin de passage à une vitesse supérieure de la Rabbit.



La Rabbit 1982 est dotée d'une nouvelle caractéristique vous permettant d'économiser le carburant. Il s'agit d'un cerveau électronique qui indique le moment où vous devez passer à une vitesse supérieure pour utiliser le moins de carburant possible. En l'utilisant, vous pourrez économiser jusqu'à 7% du carburant.



Obtenez une protection supplémentaire du service SANS FRAIS ADDITIONNELS.

Faites l'essai d'une Rabbit entre le 15 mars et le 15 mai 1982 et vous aurez droit à la protection sélective du service gratuite pendant 36 mois, avec toute Rabbit (coach ou berline) achetée et livrée entre le 15 mars et le 31 mai 1982.

Protection sélective du service

Protégez-vous contre le coût des réparations mécaniques futures sur la plupart des pièces importantes pendant 36 mois ou 80 000 km* – incluant la garantie du fabricant.

Gi Garantie internationale limitée

*protection de 48 mois ou 100 000 km offerte moyennant supplément

LES AUTOMOBILES POPULAR INC. 5441, rue Saint-Hubert, Montréal, Québec H2J 2Y4 Tél.: 274-5471

AUTOHAUS LTÉE 1855, avenue Dollard, Ville LaSalle, Québec H8N 1T9 Tél.: 364-2753

REIMERS AUTOMOBILES INC. 510, boul. Labelle, Chomedey, Laval, Québec H7V 2T2 Tél.: 688-4321

CAMPBELL & CAMERON INC. 4050, av. Verdun, Verdun, Québec H4G 1K9 Tél.: 767-9961

AUTOMOBILES G.M.F. LTÉE 3050, boul. Saint-Charles, Kirkland, Québec H9H 3B7 Tél.: 694-1378

AUTO HAMER (1979) LTÉE 5905, route Transcanadienne, Ville St-Laurent, Québec H4T 1A1

VIALLE AUTOMOBILES INC. 400, boul. Roland-Therrien, Longueuil, Québec J4H 3V8 Tél.: 679-0890

LES AUTOMOBILES RIMAR INC. 7250 boul. Langelier, Ville St-Léonard H1S 2X6 Tél.: 253-4888

NORDEST VOLKSWAGEN LTD. 10395, boul. Pie-IX, Montréal, Québec H1H 3Z7 Tél.: 325-3422

AUTOMOBILE PLACE DES ARTS 2144, Bleury, Montréal, Québec H3A 2K3 Tél.: 845-8267

Certificats de Placement Garanti de Cinq Ans

17%

Intérêt Payé Annuellement

Les Taux Peuvent Être Modifiés

1125 ouest, boul. de Maisonneuve à Peel, Montréal, Québec H3A 3B6, (514) 284-2424

85 rue Albert, Ottawa, Ontario K1P 6A4, (613) 238-2636

Trust First City

Membre de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Nous avons déménagé.
Passez nous voir à notre nouveau bureau.

17%

Intérêts payables annuellement
Certificats de dépôts
Garantis de 2 ans
Dépôt minimum: $1,000
Autres dépôts disponibles à taux variés
Les taux peuvent changer sans préavis.

Pour de plus amples renseignements appelez votre courtier ou

La Compagnie de Fiducie Morgan

MONTRÉAL Édifice C.I.L., suite 900, 630 ouest, boul. Dorchester
1-514-878-3861
Bureaux à: Toronto, Calgary et à Vancouver.
Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.
Institution inscrite à la régie de l'Assurance-Dépôts du Québec.

LA COMPAGNIE DE Fiducie Morgan
au service des Canadiens depuis 1916

LA DÉCISION



DÉPEND DE L'INFORMATION

Vous, du monde des affaires:

bien informés, vous décidez rapidement et vous économisez du temps.

Chaque matin, LA PRESSE, dans son cahier Économie et Finance, vous donne l'éventail complet des nouvelles économiques et financières au pays et dans le monde. Mieux que tout autre quotidien, LA PRESSE couvre aussi les faits et gestes des entreprises privées, des grandes sociétés d'État, des institutions publiques et para-publiques et des coopératives du Québec. Une équipe d'experts est à votre service.

Nous savons que la bonne marche de vos affaires dépend des décisions quotidiennes que vous prenez. Et vos décisions dépendent à leur tour de l'information que vous recevez.

Consultez le cahier Économie et Finance de LA PRESSE, votre outil quotidien.

ÉCONOMIE ET FINANCE la presse PARTOUT.

LOCATION?
Nous finançons (crédit-bail) vos ventes d'équipements pour
• BUREAU
• MAGASIN
• USINE
Appelez C. Gosselin
288-3220
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BEAVER INC.

le SAINT-MALO
MANOIR POUR RETRAITÉS
— Suites spacieuses
— Service de sécurité et d'intercom 24 heures par jour.
Tél: 651-0290

Le docteur Jacques Genest à l'honneur



En invitant le Dr Jacques Genest à faire partie de sa série "Leaders in American Medicine", la "Harvard Medical Library", le 22 avril dernier, a tenu à rendre hommage à l'oeuvre unique du Dr Genest par la création de l'Institut de recherches cliniques de Montréal réputé mondialement par son leadership de l'organisation moderne de la recherche clinique, pour ses nombreuses contributions scientifiques et sociétales, en particulier dans le domaine de la bioéthique. À la réunion tenue en son honneur, l'on a montré le film tourné avec le Dr Vincent Dole, professeur

"National Library of Medicine". La réunion s'est terminée par un dîner au Harvard Club auquel assistaient plusieurs éminents professeurs de la faculté de Médecine de l'Université Harvard.

ÉCONOMIE ET FINANCE

Deuxième parc industriel à Valleyfield

VALLEYFIELD — La ville de Salaberry-de-Valleyfield a entrepris hier les travaux d'infrastructures de son deuxième parc industriel.

Le maire Marcelle-B. Trépanier a déclaré, lors d'une cérémonie d'inauguration, que ce projet de plus de $2 millions permettra de diversifier la base économique de la région, de placer Salaberry-de-Valleyfield dans une position concurrentielle, tout en contribuant à la conservation d'emplois grâce à la relocalisation d'entreprises limitées dans leur expansion.

Nouvelles obligations d'épargne du Québec

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec lancera une nouvelle émission d'obligations d'épargne le 1er juin. Le taux d'intérêt de ces obligations qui seront en vente le 25 mai dans les banques, les caisses populaires, les sociétés de fiducie et chez les courtiers en valeurs mobilières, sera déterminé vers la mi-mai, selon l'évolution des taux sur les marchés financiers.

La limite par acheteur est portée cette année de $15,000 à $25,000. Les obligations demeurent encaissables en tout temps, au choix du détenteur, à leur pleine valeur plus les intérêts courus. Le gouvernement a fait savoir par ailleurs que le programme de vente par retenues sur le salaire sera élargi à tous les employeurs.

Baisse des profits de The Investors Group

WINNIPEG — The Investors Group, que Power Corp. contrôle à 96.7 pour cent, a terminé son premier trimestre avec des profits nets d'exploitation de $5,958,000 ou 36 cents par action (avant postes extraordinaires), sur des revenus de $35.9 millions.

Au premier trimestre de 1980, avant postes extraordinaires, les profits nets d'exploitation s'élevaient à $16,034,000 ou $1.14 par action, sur des revenus de $31.1 millions.

La part du groupe des profits de Great-West Life est tombée de $11 millions au premier trimestre de l'an dernier à $1,715,000 au premier trimestre de cette année. La compagnie d'assurance a connu des revers au chapitre de l'assurance-santé collective aux USA. Par contre, pour les trois mois, sa part des profits de Montreal Trust est passée de $844,000 à $968,000.

DONOHUE INC.

AVIS DE DIVIDENDES

Avis est par la présente donné que les dividendes suivants ont été déclarés:

ACTIONS ORDINAIRES ET PRIVILÉGIÉES CONVERTIBLES

Un dividende trimestriel de trente-cinq cents (35c) a été déclaré sur les actions ordinaires et actions privilégiées convertibles de la compagnie, lequel dividende sera payable le 1er juin 1982 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 14 mai 1982.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES 6-¼% CUMULATIF, RACHETABLES, SÉRIE 1967

Un dividende de trente-neuf point zéro six deux cinq cents (39.0625c) a été déclaré sur les actions privilégiées 6-¼% cumulatif, rachetables, série 1967 (de la valeur au pair de $25.00 chacune) de la compagnie, lequel dividende sera payable le 2 août 1982 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 16 juillet 1982.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jacques Massicotte, avocat
Vice-président et secrétaire

Québec (Québec)
le 28 avril 1982

CLUB POST-UNIVERSITAIRE
JOURNÉE-CONFÉRENCE

2 occasions

le mardi 4 mai 1982 ou le mercredi 5 mai 1982

CONFÉRENCIERS



Jean Lambert, Directeur, Publicis-Conseil Paris
Thérèse Sévigny, Présidente, Publicité BCP Montréal
Robert Leduc, Administrateur au Conseil National de la publicité France

Président d'honneur, l'Honorable Pierre De Bané

LE CENTRE SHERATON
Le public est admis

SUJET:
L'investissement publicitaire:
Une façon rentable de le faire pour les PME dans les années 1980.

COÛT:
Incluant: repas, pauses-café, taxes et pourboire
125,00 $ par personne

RSVP: Madame Lucille Girard
271-1149

COMPTABLES AGRÉÉS
Opportunité de fusion

Au cours des cinq dernières années notre firme a réussi des fusions avec un certain nombre de bureaux de comptables de la région de Montréal.

Nous aimerions tenter la chance à nouveau et invitons donc les confrères intéressés à parler de fusion à nous contacter.

Idéalement nous aimerions fusionner avec un ou plusieurs collègues ayant une facturation brute d'environ $100,000 à $250,000.

Si vous êtes intéressés nous vous prions de contacter ou d'écrire en toute discrétion à:

R. Landori,
COGAN, LANDORI & DUBÉ
Comptables Agréés,
3901 ouest, rue Jean-Talon, suite 214,
Montréal, Québec, Canada
Tél.: (514) 731-7851



APPARTEMENTS À LOUER
avec
GOLF GRATUIT
Hôtel Le Chantecler à Ste-Adèle
1er mai au 1er novembre 82

2 chambres à coucher • 2 salles de bain • Salon avec foyer
- cuisinette avec poêle et réfrigérateur
- télévision en couleur, câble

Gratuit avec location, valable pour 2 personnes:
- Accès golf 18 trous pour toute la saison
- Accès piscine; intérieure (hôtel)
- Accès à la plage de l'hôtel • Accès tennis

Téléphone: 866-6661 (Montréal direct)
021760 B-105



Club Les uns les autres, qu'est-ce que c'est?
message enregistré les jours et week-ends.
331-0456
Carole Anne Mathé

COMBIEN PAYEZ-VOUS D'IMPÔT EN TROP?

Savez-vous comment faire profiter au maximum l'argent durement gagné?

le cours
COMMENT ADMINISTRER VOTRE ARGENT POUR RÉUSSIR FINANCIÈREMENT

vous donnera les techniques pour obtenir la sécurité et l'aisance financière.

Demandez l'information et un prospectus à
L'INSTITUT NATIONAL D'ÉDUCATION FINANCIÈRE Tél.: (514) 861-6405
2055, rue Peel, suite 352, Montréal H3A 1V4
NOM .....
ADRESSE .....
VILLE ..... CODE POSTAL .....

Crédit Foncier
FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

17 1/8 %
5 ANS
payé annuellement

PLACEMENTS À TERME GARANTI
Taux passibles de changer sans préavis.

Montréal: 612, rue Saint-Jacques (514) 282-1880
Québec: 681-0277 • Ottawa: 238-6084

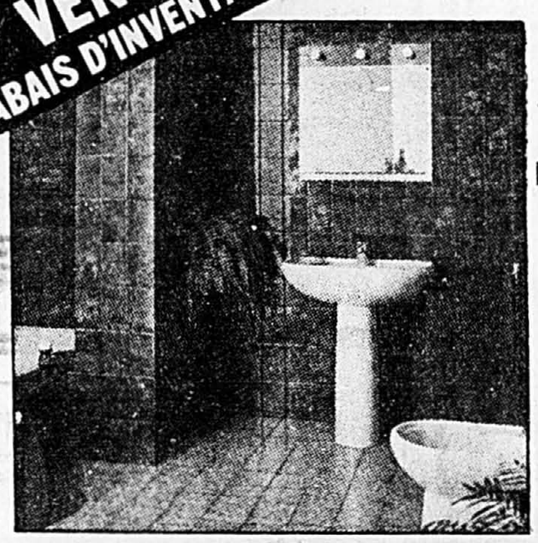
INSTITUTION INSCRITE: RÉGIE DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS DU QUÉBEC
MEMBRE: SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

GRANDE VENTE RABAIS D'INVENTAIRE

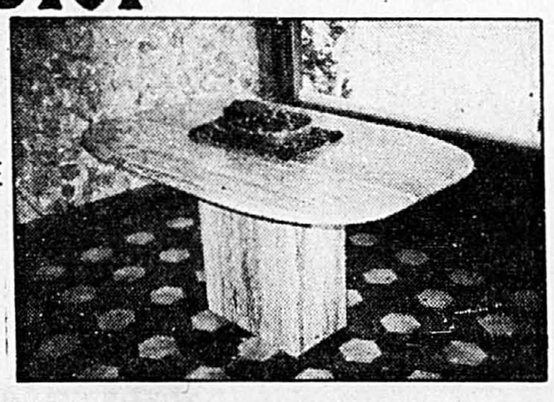
40 ANS AU SERVICE DE LA CLIENTÈLE

Ciot

Importateur et distributeur de tuiles de céramique, marbre et granite.



SUR TOUTES TUILES DE CÉRAMIQUE
ESCOMPTE DE 20% ET PLUS



Estimation gratuite *Plan d'achat avec installation comprise*

TUILES DE CÉRAMIQUE POUR MURS ET PLANCHERS
ITALIENNE — ESPAGNOLE — ALLEMANDE

Nous fabriquons foyer de marbre, plancher, table et vanité grâce à notre grande variété de marbre et granite.

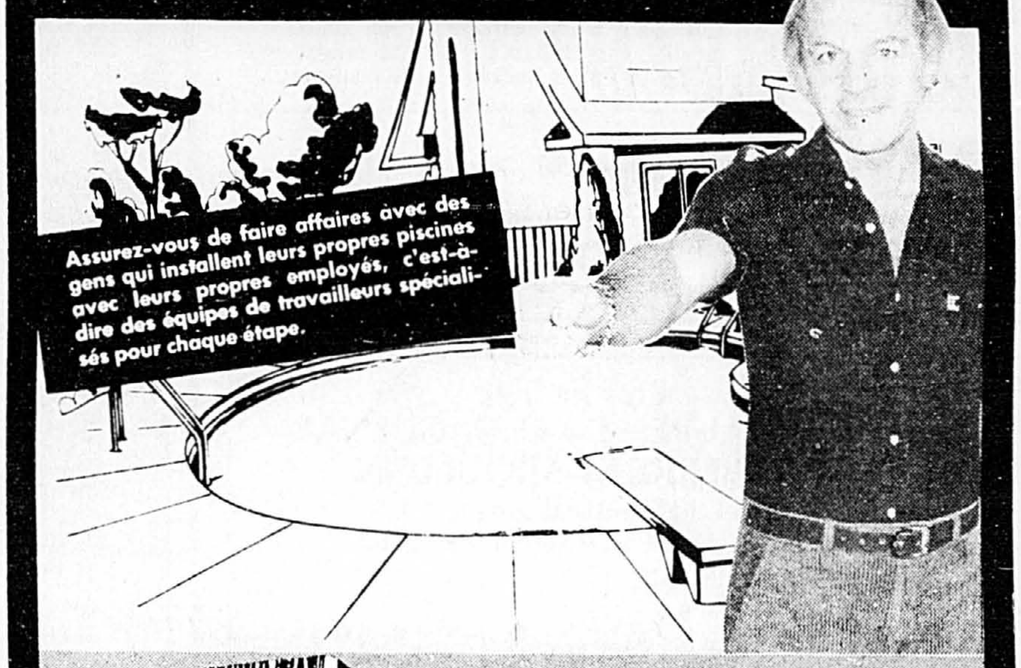
Découvrez le monde de la céramique et du marbre à nos trois magasins à Montréal.

TUILES - MARBRE - GRANIT
9225, boul. Saint-Laurent 382-5180

TUILES
20 est, rue Port-Royal 382-7330

TUILES
8970, rue Pascal-Gagnon, Saint-Léonard 328-2624

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR AVANT D'ACHETER UNE PISCINE
dit Jacques Duval



Assurez-vous de faire affaires avec des gens qui installent leurs propres piscines avec leurs propres employés, c'est-à-dire des équipes de travailleurs spécialisés pour chaque étape.

PISCINES CREUSÉES
installées avec un fond de béton.

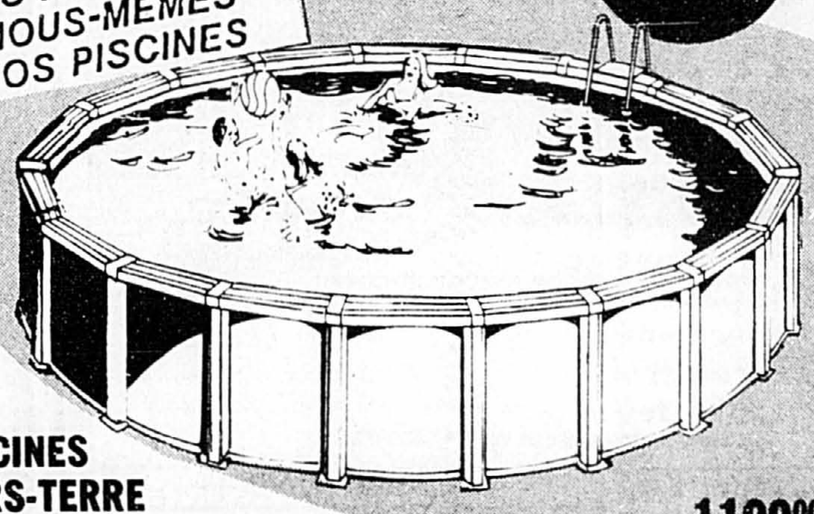
Accessoires inclus: écumoir, retour d'eau, filtre au sable 20", échelle acier inoxydable, ancrage, drain de fond, fond de ciment, balayeuse avec manche, ramasse-feuilles, thermomètre, test kit.

à partir de 5195,00$

GARANTIE

TRES GRAND CHOIX DE PISCINES

NOUS INSTALLONS NOUS-MEMES NOS PISCINES



PISCINES HORS-TERRE

Mur et structure garantie 15 ans. Toile de vinyle garantie 10 ans.

Accessoires inclus: filtre Jaccuzzi, écumair, retour d'eau, échelle d'aluminium, ramasse-feuilles, thermomètre test kit, manche télescopique, crochet de mur, sable pour filtre.

24' de diamètre 1199,00$
18' de diamètre 999,00$
Spécial sur toutes les autres grandeurs.

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

LES PISCINES

LUNDI, MARDI, MERCREDI 9h a.m. à 6h p.m.
JEUDI ET VENDREDI 9h a.m. à 9h p.m.
DIMANCHE de midi à 5h p.m.

515, boul. LABELLE, Fabreville, Laval 622-9801
Montréal — Rive Sud — West Island 327-5367 327-5326

Château d'aujourd'hui

Néo-classicisme et design contemporain,

une recherche de la perfection.

Notre boutique du 6375 rue St-Hubert, entièrement redécorée, vous présente une oeuvre magistrale. Les tendances imprévisibles du design contemporain y côtoient une fresque grandiose du néo-classicisme, dans la plus étonnante complicité des contrastes. Une invitation à la renaissance du sublime, au Château d'aujourd'hui. .

6375, rue St-Hubert Tél.: 273-7788

Renaissance
Château d'aujourd'hui

SONDAGE GALLUP

La famille canadienne moyenne estime avoir besoin de $300 par semaine pour vivre

La famille canadienne moyenne, qui comprend quatre personnes, a besoin d'un minimum de $300 par semaine pour vivre, selon le dernier sondage de la maison Gallup portant sur le coût de la vie au Canada.

En 1982, 42 p. cent des Canadiens estiment que le revenu hebdomadaire nécessaire à la famille canadienne est supérieur à $300, une hausse de 9 p. cent par rapport à l'an dernier.

La question posée par les enquêteurs était la suivante:

«D'après vous, quel est le revenu hebdomadaire dont une famille moyenne de quatre personnes, le mari, la femme et deux enfants, a besoin pour vivre?»

Voici un tableau des résultats des sondages depuis 1978.

	1978	1979	1980	1981	1982
$200 ou moins	59 p.c.	40 p.c.	28 p.c.	30 p.c.	25 p.c.
$201 à $299	23	23	22	14	14
$300	14	17	21	22	18
$301 et plus	4	20	29	33	42

Les résultats du sondage de 1982 sont tirés d'entrevues menées auprès de 1,048 adultes de 18 ans et plus interrogés à leur domicile au mois de mars. Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 4 p. cent, une fois sur vingt.

La même question a été posée aux Américains par l'«American Institute of Public Opinion». Les Américains estiment que le revenu moyen hebdomadaire nécessaire à une famille américaine moyenne (excluant les familles des cultivateurs et agriculteurs) est de $296 cette année. Le prochain tableau donne les résultats des sondages menés au Canada et aux Etats-Unis.

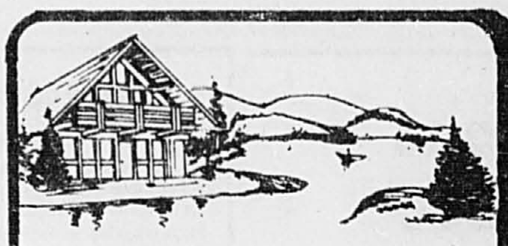
REVENU MOYEN REQUIS

	CANADA	ETATS-UNIS
1967	$100	$101
1969	125	120
1973	146	149
1975	174	161
1976	200	177
1977	200	199
1978	200	201
1979	250	223
1980	288	250
1981	300	277
1982	300	296

Le gouvernement et les vétérinaires s'entendent

QUEBEC (PC) — Les médecins-vétérinaires et le gouvernement du Québec en sont venus à une entente, a-t-on annoncé hier: les vétérinaires ont accepté pour 1982 un gel de leur salaire et une faible augmentation de 3,2 pour cent de leurs frais de transport.

N'hésitez plus
LES ANNONCES CLASSÉES
285-7111



CHALETS
À LOUER $45 par jour
• sur le lac • foyer en pierre
• télécouleur • cuisine équipée
ou à l'auberge: MANOIR DES PINS
$35 par jour
• incluant: 2 repas
• chambre privée avec bain
VOYAGES DE NOCES, VACANCES
Accessible par l'autoroute des Laurentides, sortie 89, 1 mille à droite, 6 milles vers Sainte-Lucie Lac Sarrazin (région de Sainte-Agathe)
1-819-326-4324

16 3/4 %* 1 an
Minimum 1,000$
Intérêts versés annuellement
*Taux sujet à changement sans préavis
dépôt garanti
Je vois à mes intérêts!
Pour un placement sûr, il faut y aller sûrement. Avec la Fiducie Populaire, vos économies fructifient à un taux d'intérêt élevé et garanti.
POUR VOTRE INTÉRÊT:
fiducie populaire
Institution inscrite à la régie de l'assurance-dépôt du Québec
1405, boul. Henri-Bourassa est, Montréal, Québec H2C 1H1
(514) 382-2282

1872 1982
Rabais $50 ou $70
Fameux appareils «Beaumark»



Rabais $70
1. FOUR À MICRO-ONDES PROGRAMMABLE AVEC CONTRÔLES ÉLECTRONIQUES. Cuisson, rôtissage et mijotage automatiques. Réglage «garder chaud» 1 heure. Sonde de température préréglable, arrêt automatique. Boutons-poussoir. Coffret similibois. 56 x 50 x 39 cm. Modèle 02195.
(799.98) vente 729.98

Rabais $50
2. LAVE-VAISSELLE 5 PROGRAMMES, À ENCASTRER. Contrôles à boutons-poussoir. Programmes pour séchage par air froid / rinçage, attente / lavage court, plats / casseroles, chauffe-assiettes, séchage par air chaud. Action de lavage 3 niveaux. Macérateur d'aliments mous. Panneaux de couleur. 62 x 61x 88 cm. Modèle 41050.
(549.98) vente 499.98

Rabais $50
2A. LAVE-VAISSELLE TRANSFORMABLE (NON REPRÉSENTÉ). Identique au modèle ci-dessus, mais avec dessus en cerisier. Blanc. Modèle 40050.
(579.98) vente 529.98
Couleurs $10 de plus

Les prix entre parenthèses sont des prix ordinaires de Simpsons

Rayon 430, appareils électroménagers, au cinquième, centre-ville.

Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

Profitez de notre garantie prolongée sur tous les appareils «Beaumark»! Vous êtes ainsi assuré que votre nouvel appareil continuera à jouir de la fameuse protection Simpsons! Appelez-nous dès aujourd'hui pour de plus amples renseignements. Composez 284-4994.

Simpsons MD ... C'EST LA SOLUTION.

Croisières de luxe
LE SAINT-LAURENT — LE SAGUENAY
SAINT-PIERRE ET MIQUELON
Départ de Montréal tous les samedis, du 5 juin au 4 septembre 1982
7 JOURS SUR LE LUXUEUX
M.V. "Regina Maris"
héritier des grandes traditions maritimes européennes
LE SAGUENAY • SAINT-PIERRE ET MIQUELON
CHARLOTTETOWN • GASPÉ • QUÉBEC
Prix par personne: de 1 075 $ à 1 495 $ U.S.
(cabine double — taxes portuaires de 30 $ en sus)
Le REGINA MARIS vous fera découvrir un monde d'îles, de plages blotties dans les rochers, de villages de pêcheurs... des panoramas parmi les plus spectaculaires d'Amérique du Nord.
Vivez l'aventure fascinante d'une croisière! Des cabines spacieuses, une cuisine fine, une élégance sobre, une ambiance chaleureuse. Le REGINA MARIS, c'est un service empressé mais discret, des bars gratuits, un casino, un orchestre... c'est le rythme à la fois calme et stimulant d'un luxueux paquebot empreint d'une élégance toute européenne.



société maritime march limitée
360, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1P5. Tél.: (514) 842-8841
Depuis 1937
Sous pavillon de Singapour
Demandez notre dépliant GRATUIT
Nom
Adresse
Téléphone Nom de votre agence de voyage
Voyez votre agence de voyage aujourd'hui

PROBLÈME avec L'ALCOOL?
appelez tout de suite l'Auberge du nouveau POINT DE VUE.
652-3981
Conseillers, thérapie, confort, paix et bon air.

Simpsons MD

ERRATUM

Veuillez prendre note de la correction suivante dans le cahier «À Maman avec Amour» encarté dans La Presse du mercredi 28 avril 1982

Page 12, article 1D. «White Shoulders». La description aurait dû [illegible] illustré.

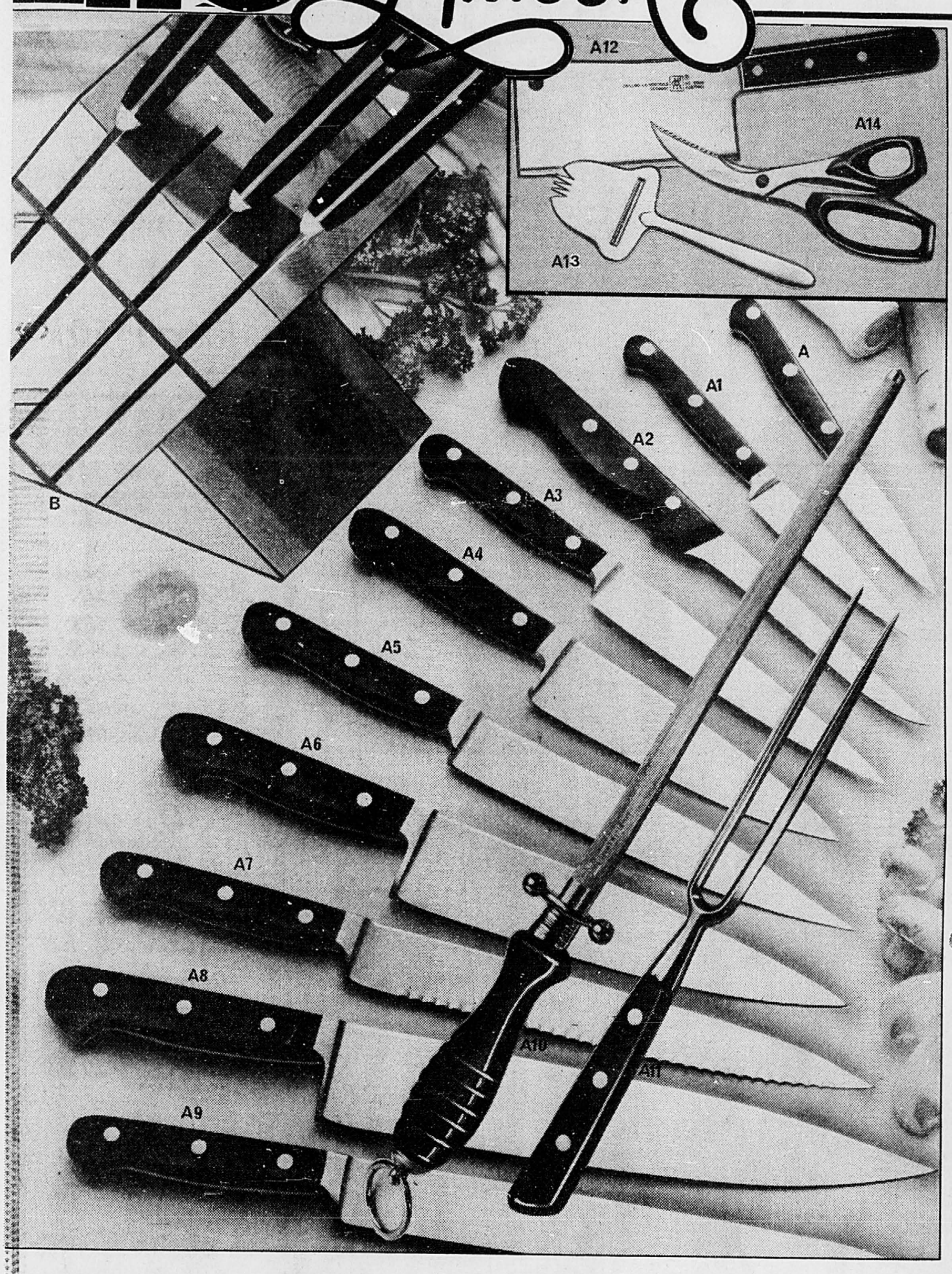
Page 20, texte au bas de la page: aurait dû se lire comme suit: tous les articles dans ce cahier sont disponibles à / par votre magasin Simpsons à partir de maintenant et jusqu'au 8 mai 1982.

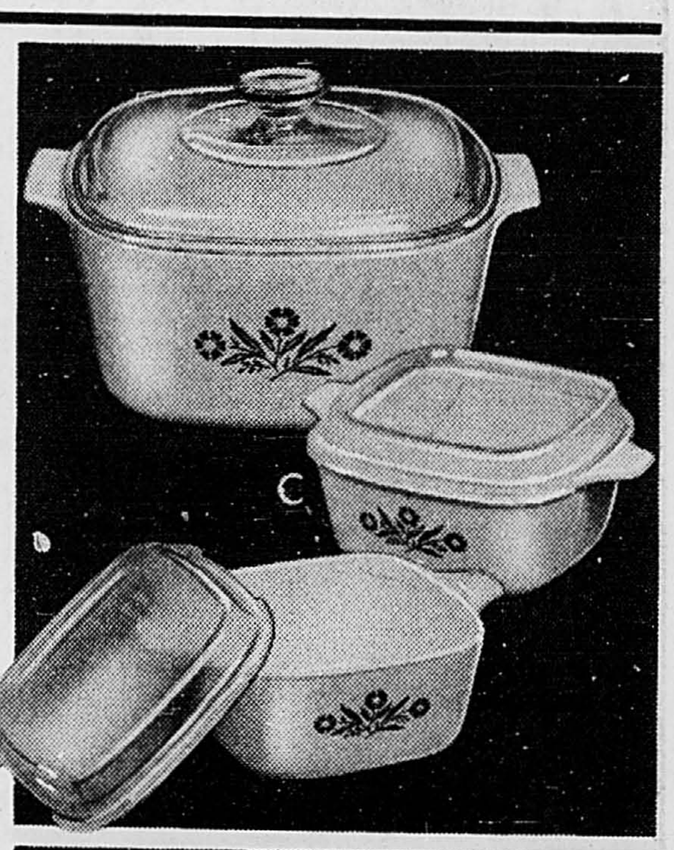
Simpsons regrette tout inconvénient causé par ces erreurs.

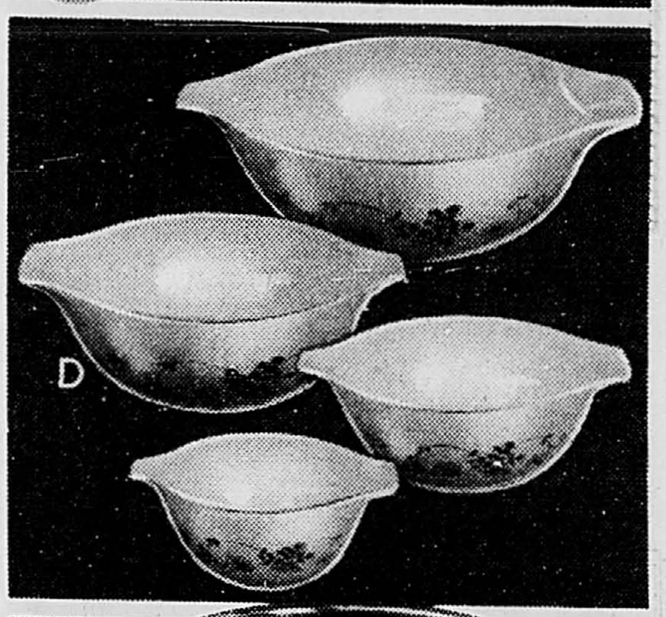
1872 1982

À MAMAN AVEC AMOUR

Offrez-lui un cadeau durable... pour la Fête des mères, le 9 mai.











RABAIS 25%

COUTEAUX DE CUISINE «HENCKELS»

Lames en acier au carbone «Friodur», manches «Durawood» (Affiloir acier avec manche «Blackwood»).

A. Couteau à peler 7 cm.....(23.00) **17.25**

A1. Couteau à peler 10 cm.....(26.00) **19.50**

A2. Couteau à désosser 14 cm.(25.00) **18.75**

A3. Couteau tout usage 15 cm..(34.00) **25.50**

A4. Couteau de chef 15 cm.....(43.00) **32.25**

A5. Couteau à découper 20 cm.(41.00) **30.75**

A6. Couteau de chef 20 cm.....(54.00) **40.50**

A7. Couteau à découper 23 cm.(48.00) **36.00**

A8. Couteau de chef 25 cm.....(63.00) **47.25**

A9. Couteau à trancher 25 cm..(50.00) **37.50**

A10. Affiloir acier 25 cm.....(20.00) **15.00**

A11. Fourchette 17 cm.....(41.00) **30.75**

A12. Couperet 15 cm.....(50.00) **37.50**

A13. Tranche-fromage 20 cm.....(7.50) **5.62**

A14. Cisailles à volaille 20 cm...(26.50) **19.87**

Rabais 25%

B. BLOC INCLINÉ POUR COUTEAUX. Pin au fini à l'huile non toxique. Peut contenir 6 couteaux, affiloir acier (tous non inclus).

($23) vente **17.25**

Les prix entre parenthèses sont les prix ordinaires de Simpsons.

Rayon 426, articles ménagers, au cinquième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit.

Rabais 10% à 20%

C. ENS. CASSEROLES «CORNING WARE». Allant au four micro-ondes, du congélateur au four à la table. Casserole 3 litres ave couvercle en verre, 2 casseroles 700 ml avec couvercles plastique (couvercles non rebelles à la chaleur). Motif «Comflower» bleu sur fond blanc.

(32.99) *vente* **26.99**

D. ENS. 4 BOLS «PYREX». Motif «Wintergreen». Bols de 4, 2.5, 1.5 litres et 750 ml.

(24.95) *vente* **19.99**

D1. ENS. 3 PIÈCES (NON REPRÉSENTÉS). Bols 2.5, 1.5 litres et 750 ml.

(18.95) *vente* **16.99**

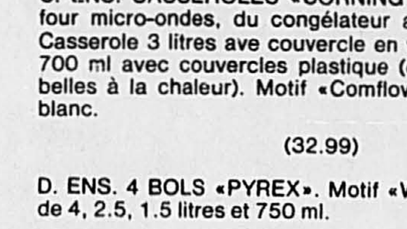
E. ENS. 2 CASSEROLES «PYREX». Casseroles couvertes 1.5 et 2.5 litres. Motif «Wintergreen».

(21.95) *vente* **17.99**

F. CASSEROLE COUVERTE 2.5 LITRES «PYREX». Allant au four, au congélateur et au lave-vaisselle. Fond «Forest» moucheté ton amande, ou motif «Wintergreen» vert sur fond jaune délicat.

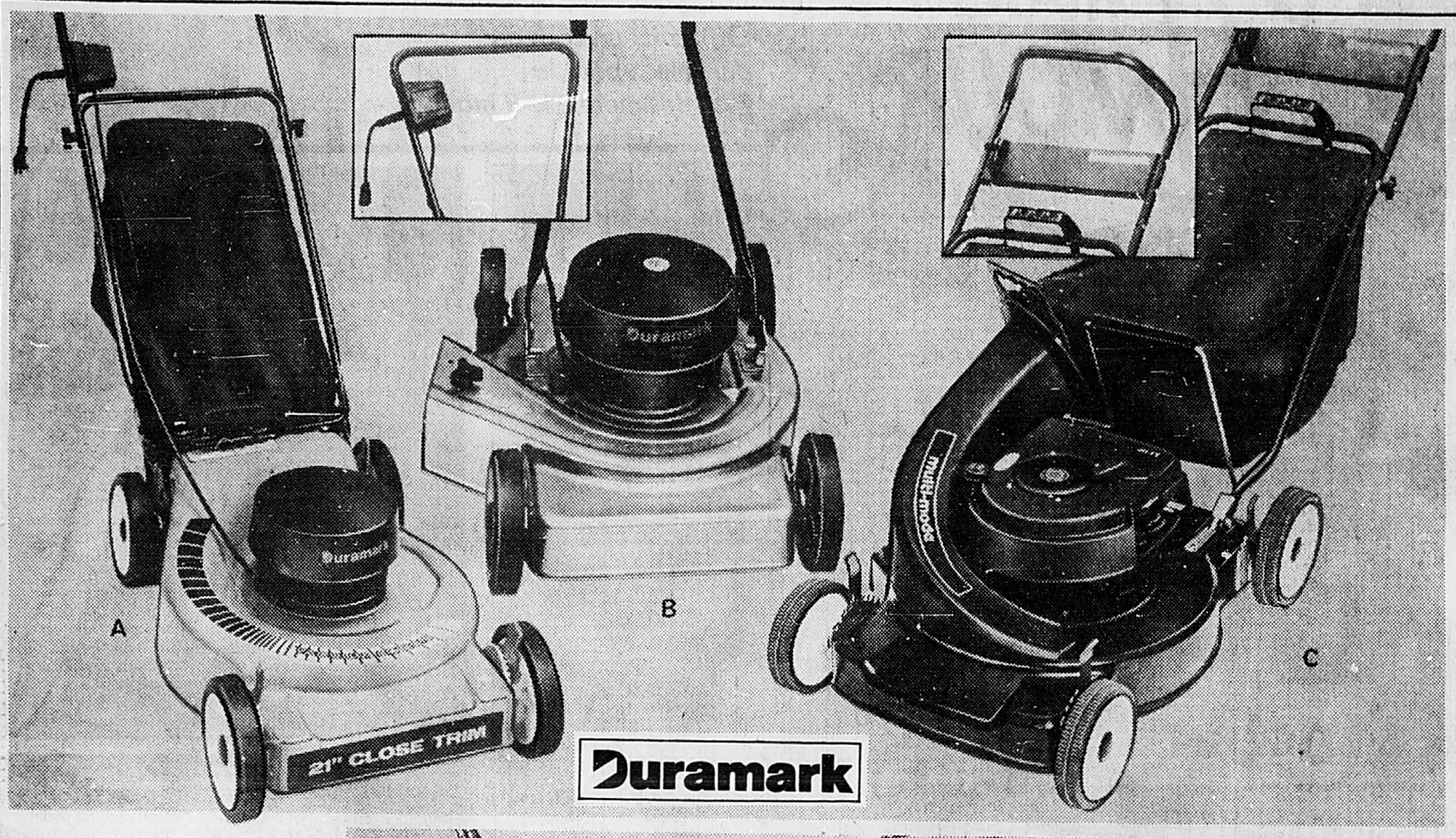
(12.49) *vente* **9.99**

Simpsons MD ... C'EST LA SOLUTION.



1872 1982

Rabais et bas prix! Accessoires de jardin... chez Simpsons



Rabais $30

A. TONDEUSE ÉLECTRIQUE «DURAMARK» 54 cm AVEC SAC À L'ARRIÈRE. Moteur 10 ampères, engrenages hélicoïdaux. Roues 21 cm de luxe, hauteur réglable. Modèle RE350-50.

(299.99) vente 269.99

Rabais $20

B. TONDEUSE / HACHOIR «DURAMARK» 46 CM DE LUXE. Moteur 10 ampères, engrenages hélicoïdaux. Roues 18 cm de luxe, hauteur réglable. Modèle RE100-50. PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 29 MAI 1982.

(219.99) vente 199.99

Rabais $50

C. TONDEUSE À ESSENCE «DURAMARK» 51 cm, TRÈS VERSATILE. Coupe, hache, décharge latérale, sac à l'arrière et ramasse-feuilles. Moteur 3.5 C.V., 4 temps. Sac cap. 3 boisseaux. Roues genre «mag» avant 18 cm, arrière 21 cm. Modèle DG600. PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 22 MAI 1982.

(399.99) vente 349.99

C1. (NON REPRÉSENTÉ). Bidon à essence plastique isolant, 2 gallons.

Prix Simpsons 5.39

Rabais $15

H. ROTOCULTEUR «G.E.C.» ÉLECTRIQUE. Interrupteur pour vitesse variable de la lame: 0 à 125 tour/min. Creuse jusqu'à 31 cm. Laboure de 8 à 23 cm prof., 31 cm larg. Mélange sol, fertilisants et autres produits de 3 à 31 cm prof., cultive 3 à 8 cm prof., 31 cm de largeur; monticules 16 cm h. centres 46 cm. Mis à la terre. Modèle ET200.

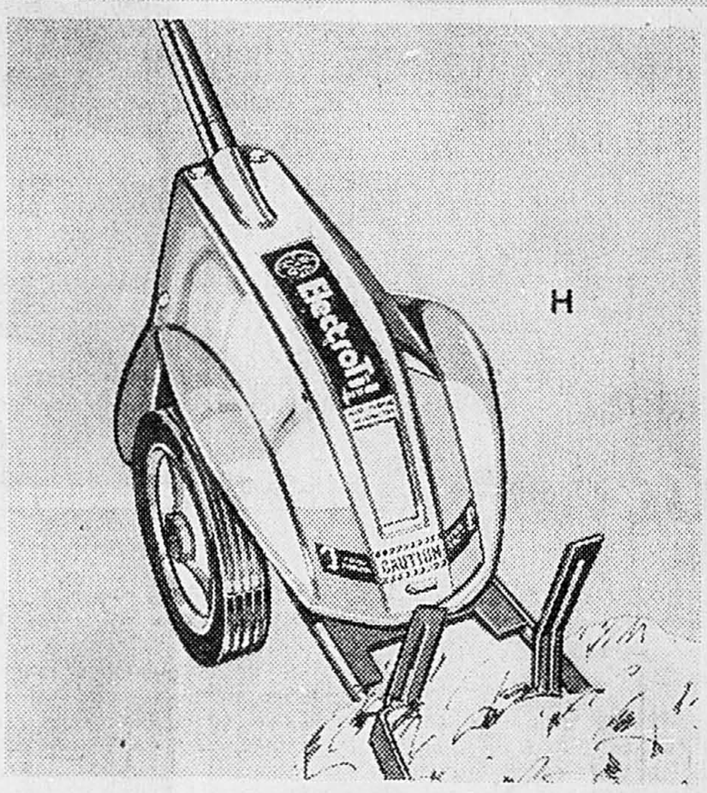
(179.99) vente 164.99

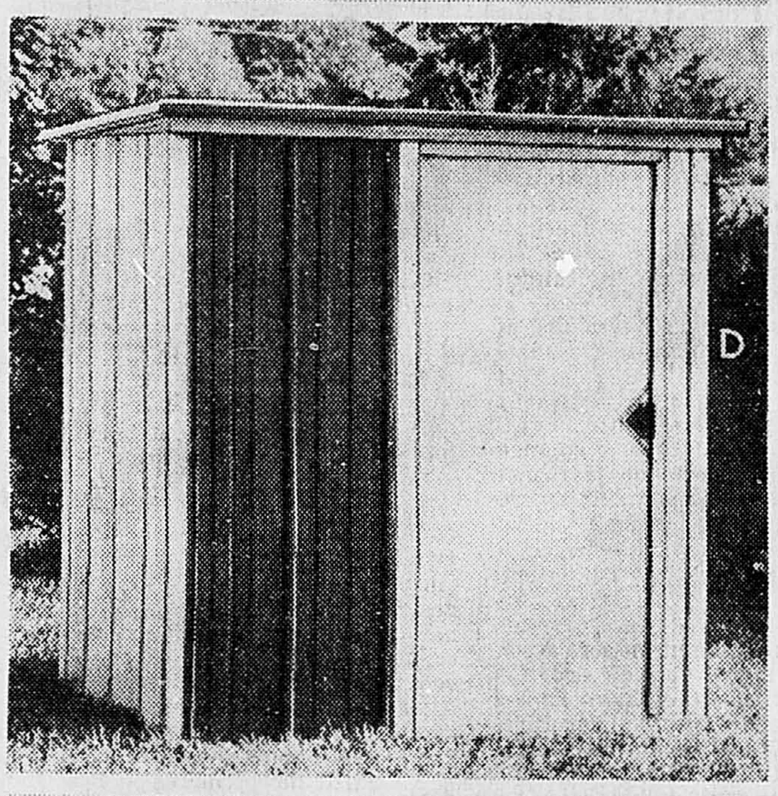
J. ÉPANDEUR «ERIE» ROTATIF. Cap. env. 21 kg. Partiellement assemblée. Modèle 8000.

Prix Simpsons 38.99

J1. RABAIS $3 — ÉPANDEUR 51 CM STANDARD (NON REPRÉSENTÉ). Modèle 7230.

(27.99) vente 24.99





Rabais 40.99

D. REMISE «DURAMARK». Métal galvanisé, immergé à chaud et ciré. Dim. 65 x 47 cm; 161.6 cm ou plus haut; ouverture de la porte 64 x 150 cm. Beige/brun. Modèle P54. PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 12 MAI 1982.

(129.99) vente $89

Rabais $6

K. TAILLE-HERBE «TORO». Moteur 3.5 ampères. Isolant double. Corde se déroulant automatiquement. Garantie 1 an. Modèle 1100.

(59.99) vente 53.99

Rabais 20%

ENGRAIS «SO GREEN». 21-7-7. Pour donner un bon départ à votre gazon et le garder aussi beau qu'un tapis.

L. 20 kg	(25.98)	20.78
L1. 10 kg	(14.98)	11.98

ENGRAIS «SO GREEN» TOUT USAGE. Formule 7-7-7.

M. 20 kg	(11.98)	9.58
M1. 10 kg	(7.98)	6.38

N. HERBICIDE «SO GREEN» PREMIÈRE QUALITÉ. Formule 21-7-7. 10 kg.

(29.98) vente 23.98

ENGRAIS ET HERBICIDE «SO GREEN». Formule 10-5-10. Elimine plus de 50 sortes de mauvaises herbes.

P. 18 kg	(23.98)	19.18
P1. 9 kg	(13.98)	11.18

(NON REPRÉSENTÉ) ENGRAIS «SO GREEN». Boites 2 kg.

Q. Pour roses	(3.49)	2.79
Q1. Pour conifères	(3.49)	2.79
Q2. Pour jardin	(3.49)	2.79
Q3. Tout usage	(3.49)	2.79
Q4. Pour arbres et arbruisseaux	(3.49)	2.79
Q5. Insecticide pour roses	(5.98)	4.78

Les prix entre parenthèses sont les prix ordinaires de Simpsons.

Rayon 690, quincaillerie, au sous-sol, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit





Rabais 19% à 23%

OUTILS «GARANT» POUR JARDINAGE.

E. Pelle pointe arrondie manche en «D»	(11.98)	8.99
E1. Bêche de jardin, manche en «D»	(11.98)	8.99
E2. Râteau droit. Manche 153 cm	(11.98)	8.99
E3. (Non représenté). Râteau à arc. Manche 153 cm	(14.98)	11.99
E4. Fourche à bêcher, manche en «D»	(16.98)	12.99

Rabais 13% à 16%

CISAILLES

F. Cisailles «EZ», recouvrement «Teflon». Modèle 2108.	(5.99)	4.99
F1. Cisaille calibre lourd. Modèle 2104	(7.69)	6.49
F2. Taille-haies de luxe. Lame 23 cm. Modèle 2410.	(14.99)	12.99

Rabais 11%

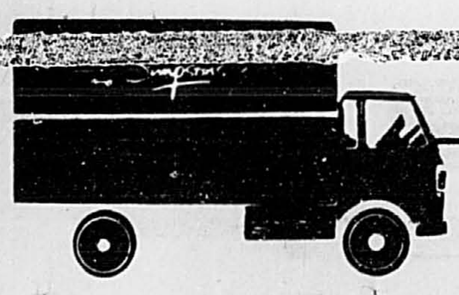
G. BROUETTE «ERIE». Tiges en bois, cap. 4 pi³. 88.26 x 68.6 cm. Roue diam. 31 cm. Modèle 905.

(59.99) vente 52.99

G1. RABAIS 12% — BROUETTE. (Non représentée). Cap. 2½ pi³. Modèle 909.

(24.99) vente 21.99

Simpsons MD



LE SERVICE DE LIVRAISON DE SIMPSONS EST AMENDÉ

Pour pallier aux coûts croissants de la livraison, des frais de service de **$1** seront perçus sur tout colis de moins de $20 (livré dans la zone normale de Simpsons). Des frais de service additionnels de **$1** seront ajoutés à toute commande payable à la livraison.